

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTRIBUTION GENERALE

E/CN.12/835
28 mars 1969

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Treizième session
Lima (Pérou), 14-23 avril 1969

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE
1969-1971

1. The first part of the document is a list of the names of the persons who were present at the meeting. The names are listed in alphabetical order.

2. The second part of the document is a list of the topics that were discussed at the meeting. The topics are listed in alphabetical order.

3. The third part of the document is a list of the actions that were taken at the meeting. The actions are listed in alphabetical order.

4. The fourth part of the document is a list of the resolutions that were adopted at the meeting. The resolutions are listed in alphabetical order.

RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
(26 avril 1968 - 23 avril 1969)

CINQUIEME PARTIE */

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Sigles	v
Introduction	1
Examen du programme de travail	5
Note explicative	6
Cabinet du Secrétaire exécutif	8
Division de la recherche et du développement économique . .	9
Bureau des Antilles	15
Bureau de Rio de Janeiro	26
Bureau de Washington	30
Division des affaires sociales	31
Division de la politique commerciale	38
Bureau de Montevideo	45
Bureau de Bogota	48
Bureau de Mexico	52
Programme commun d'intégration du développement industriel .	80
Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture	88
Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie .	93
Programme des transports	99
Division de statistique	107
Centre latino-américain de projections économiques pour l'Amérique latine	114

*/ Les quatre premières parties du présent rapport ainsi que les annexes I et II sont publiées séparément.

	<u>Page</u>
Administration publique	119
Service de coordination de l'assistance technique	123
Division de l'administration	126

ANNEXES

I. Effectifs, 1968,1971	129
II. Coût moyen annuel des postes d'administrateur et d'agent local	131
III. Récapitulation des dépenses (brutes) correspondant aux divers éléments du programme, 1968,1969 et 1970	132

SIGLES

ALAF	Association latino-américaine des chemins de fer
ALALE	Association latino-américaine de libre-échange
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BCT	Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies
BID	Banque interaméricaine de développement
BNDE	Banque nationale de développement économique (Brésil)
CADI	Commission consultative du développement industriel
CARIFTA	Association de libre-échange des Antilles
CCE	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale
CECLA	Commission spéciale de coordination latino-américaine
CELADE	Centre latino-américain de démographie
CEMLA	Centre d'études monétaires latino-américaines
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CIAP	Commission interaméricaine de l'alliance pour le progrès
CIDA	Comité interaméricain de développement agricole
CIER	Comité pour l'interconnexion électrique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CORDIPLAN	Bureau central de coordination et de planification (Venezuela)
CREFAL	Centre régional d'éducation de base pour l'Amérique latine
ECCM	Marché commun des Antilles orientales
ESAPAC	Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GAFICA	Groupe consultatif de la FAO pour l'intégration économique de l'Amérique centrale
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IASI	Institut interaméricain de statistique
ICATI	Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle
IISA	Institut interaméricain des sciences agricoles

ILAFA	Institut latino-américain du fer et de l'acier
ILPES	Institut latino-américain de planification économique et sociale
ODECA	Organisation des états centraméricains
OEA	Organisation des états américains
OIT	Organisation internationale du travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONRAP	Bureau national de rationalisation et de formation de l'Administration publique
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIECA	Secrétariat permanent du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale
SUDENE	Surintendance du développement du Nord-Est (Brésil)
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

Mai 1969-avril 1971

INTRODUCTION

Le présent projet de programme de travail et d'ordre de priorité a beaucoup de points communs avec le précédent quant au contenu et à la présentation.^{1/} Toutefois, étant donné que ce document est de plus en plus utilisé par des organes des Nations Unies autres que la Commission elle-même et le Conseil économique et social, notamment par le Comité du programme et de la coordination et par les organes chargés de préparer et d'approuver le budget, certaines modifications ont été apportées pour que le programme de travail soit adapté aux exigences de ces organes. Ces modifications sont indiquées dans chaque cas.

En revisant le programme de travail, on a tenu dûment compte des résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées au cours des sessions qui ont suivi l'établissement du programme de travail précédent. On a notamment tenu compte de la résolution 2267 (XXII) de l'Assemblée générale sur les sorties de capitaux des pays en voie de développement et la mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement, de la résolution 2281 (XXII) relative au rapport du Comité élargi du programme et de la coordination, de la résolution 2297 (XXII) relative au Centre du commerce international, de la résolution 2301 (XXII) relative à la production alimentaire, de la résolution 2305 (XXII) relative à la Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 2318 (XXII) relative à la science et à la technique, de la résolution 2319 (XXII) sur l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles, de la résolution 2370 (XXII) relative au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, de la résolution 2588 (XXIII) relative à l'Institut des

^{1/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, supplément 4 A (E/4359/Add.1).

Nations Unies pour la formation et la recherche, de la résolution 2398 (XXIII) relative aux problèmes du milieu humain, de la résolution 2402 (XXIII) relative à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de la résolution 2416 (XXIII) relative à l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles, de la résolution 2436 (XXIII) relative à la situation sociale dans le monde, de la résolution 2475 (XXIII) sur l'application des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. On a également tenu compte de la résolution 1218 (XLII) du Conseil économique et social relative à un programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles, de la résolution 1215 (XLII) sur les principes et les recommandations ayant trait aux recensements de la population et du logement en 1970, de la résolution 1221 (XLII) sur le centre de l'habitation, de la construction et de la planification, de la résolution 1227 (XLII) relative à l'examen des activités de coopération technique en matière de développement social, de la résolution 1213 (XLII) relative à la réforme agraire, de la résolution 1199 (XLII) relative au programme des Nations Unies en matière d'administration publique, de la résolution 1286 (XLI) relative à la promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement, de la résolution 1287 (XLI) relative à un programme d'étude pour la mise en valeur des ressources naturelles, de la résolution 1259 (XLI) relative aux projections et à la planification économiques, de la résolution 1271 (XLI) relative à la planification de la réforme fiscale, de la résolution 1257 (XLI) relative à l'accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles, de la résolution 1279 (XLI) relative à l'expansion des activités en matière démographique, de la résolution 1307 (XLIV) relative au programme mondial pour l'amélioration des statistiques de l'état civil, de la résolution 1316 (XLIV) sur les ressources non agricoles, de la résolution 1347 (XLV) sur la population et ses rapports avec le développement économique et social, de la résolution 1356 (XLV) relative

à la Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 1357 (XLV) relative à la mobilisation de l'opinion publique dans les pays développés et les pays en voie de développement au sujet de la Décennie des Nations Unies pour le développement, de la résolution 1358 (XLV) sur le crédit à l'exportation et la promotion des exportations des pays en voie de développement, de la résolution 1362 (XLV) relative aux efforts des Nations Unies pour le commerce d'exportation, de la résolution 1363 (XLV) sur le tourisme, de la résolution 1346 (XLV) relative à la question de la convocation d'une conférence internationale sur les problèmes du milieu humain, de la résolution 1364 (XLV) sur l'évaluation des programmes de coopération technique, de la résolution 1352 (XLV) sur le rôle des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth dans les activités résultant des travaux de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de la résolution 1361 (XLV) relative aux modalités de transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement, de la résolution 1365 (XLV) sur l'emploi des techniques de stockage, de traitement et de recherche automatiques de l'information, de la résolution 1367 (XLV) sur le renforcement du rôle de coordination du Conseil économique et social dans les domaines économique et social et les domaines d'activité connexes des organismes et institutions spécialisés des Nations Unies, de la résolution 1368 (XLV) relative aux questions résultant des rapports du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination, de la résolution 1369 (XLV) relative à la coordination sur le plan national, de la résolution 1372 (XLV) relative aux activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports, de la résolution 1373 (XLV) sur la répartition des responsabilités entre les différents services du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, chargés des questions relatives aux transports maritimes et aux ports, de la résolution 1378 (XLV) sur la planification à long terme et enfin de la résolution 1355 (XLV) relative à l'Année internationale de l'éducation.

On trouvera ci-après un résumé des modifications apportées depuis la douzième session de la Commission aux projets figurant au programme de travail.

RESUME DES MODIFICATIONS APORTEES
AU PROGRAMME DE TRAVAIL

Programme	Projects ^{a/}		
	Achevés ^{b/}	Nouveaux	Annulés ou différés
00 Développement économique et recherche	12	5	4
01 Développement social	14	6	6
02 Politique commerciale	20	8	1
03 Commerce et intégration	2	4	-
04 Intégration économique de l'Amérique centrale	50	14	7
05 Développement industriel	16	6	8
06 Développement de l'agriculture	6	4	-
07 Ressources naturelles et énergie	8	4	2
08 Transports	8	8	6
09 Statistique	66	4	1
10 Planification et projections économiques	6	-	1
11 Administration publique	3	4	1
<u>Total</u>	<u>151</u>	<u>67</u>	<u>37</u>

a/ Les projets de cette liste sont groupés par programmes et un programme peut comporter les activités de plusieurs services.

b/ Y compris les travaux techniques préparés pour les réunions et pour chaque phase des projets périodiques.

EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Les ressources en personnel prévues pour les différents services pour exécuter le programme de 1970 et 1971 comprennent les nouveaux postes demandés dans le **projet** de budget de la CEPAL pour intensifier les activités dans certains domaines. Comme c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient, en dernière analyse, de prendre une décision au sujet de ces postes, il sera peut-être nécessaire d'apporter quelques modifications au programme de travail de ces années-là. En ce qui concerne les ressources en personnel pour 1969, elles ont déjà été approuvées par l'Assemblée générale, mais il ne faut pas oublier que le **projet** de programme de travail présenté ici a été établi compte tenu de tous les postes inscrits au tableau d'effectifs, qu'ils soient ou non pourvus. Or l'expérience des dernières années montre que le nombre de mois de travail perdus parcequ'il est difficile de recruter des personnes qualifiées est considérable, ce qui compromet l'exécution du programme de travail. En conséquence, la Commission jugera peut-être opportun d'autoriser le Secrétaire exécutif à redistribuer les ressources en personnel selon que de besoin, en lui laissant toute latitude de modifier ou de différer des projets ou encore de modifier l'ordre de priorité dans le cadre du programme approuvé. La Commission pourrait également autoriser le Secrétaire exécutif à utiliser les ressources disponibles pour organiser des conférences ou pour créer des groupes de travail et organiser des réunions d'experts s'il le juge bon, sous réserve qu'il obtienne auparavant l'autorisation des gouvernements intéressés et qu'il procède à des consultations avec les institutions spécialisées éventuellement intéressées.

NOTE EXPLICATIVE

On trouvera dans ce document une description des programmes, sous-programmes et projets entrepris par chaque service du secrétariat.

Les programmes sont permanents et portent sur de grands domaines d'activité, tel le programme 00 "Développement économique et recherche".

Le terme "sous programme" correspond approximativement au terme "projet principal" employé précédemment. La durée des sous-programmes est d'environ six ans et leur utilité tient au fait qu'ils regroupent et intègrent les divers projets dans des cadres mieux délimités que ceux des programmes. On peut citer comme exemple de sous-programme le programme 00-4 "Mobilisation des ressources".

Le terme "projet" se réfère à une activité qui aboutit à un résultat concret dans une période déterminée - par exemple, une étude, un cycle d'études ou des services consultatifs. Les projets portent sur deux ans, c'est-à-dire sur la période comprise entre la treizième et la quatorzième session de la Commission et sont décrits brièvement: on indique leur portée, leurs dates approximatives de mise en oeuvre et d'achèvement, l'ordre de priorité suggéré et le numéro de la résolution qui les autorisent. On peut citer comme exemple le projet 00-41 "Intermédiaires financiers".

En règle générale, un programme est indiqué par deux chiffres, un sous-programme par trois chiffres et un projet par quatre chiffres ou plus. Cependant, dans le cas du Bureau de Mexico, il y a des exceptions à la règle. Il y a lieu de se rappeler que les programmes sont divisés en sous-programmes qui, à leur tour, sont divisés en projets.

Certains services, notamment la Division du développement économique et de la recherche et la Division des affaires sociales, ont changé le nom de certains de leurs sous-programmes afin de regrouper les projets. Toutefois, ces changements n'entraînent pas nécessairement de modification des projets eux-mêmes et ne visent qu'à permettre une plus grande souplesse. Le changement de présentation le

plus important est celui qui concerne le Bureau de Mexico qui, tout en continuant de s'occuper essentiellement du programme d'intégration de l'Amérique centrale (O4), consacrera à l'avenir davantage de ressources à l'exécution de projets qui font partie des différents programmes d'ensemble de la CEPAL. Afin de séparer plus nettement ces deux domaines d'activité, le programme d'ensemble de ce Bureau a été scindé en deux: le Programme I, qui comprend le développement économique du Mexique et de la région des Antilles, et le Programme II, qui comprend le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale.

Dans le projet de programme de travail et ordre de priorité pour 1969-1971, les effectifs prévus pour les exercices 1970 et 1971 sont ceux qui étaient demandés dans le projet de budget de la Commission, qui a été soumis au Secrétaire général. Les effectifs demandés dans ce projet de budget, que le Secrétaire général a transmis, pour examen, au Groupe d'étude des demandes de crédits, sont maintenant remplacés par les chiffres dont sont convenus les membres du Groupe et qui sont reproduits dans l'annexe I.

(Secrétaire exécutif)

SERVICE: Cabinet du Secrétaire
exécutif

PROGRAMME: Administration
et gestion 2/

Le Secrétaire exécutif dirige et coordonne les travaux du secrétariat et surveille l'exécution du programme de travail approuvé par la Commission. Il entretient des relations avec les gouvernements, les institutions spécialisées et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales de la région ainsi qu'avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies, les bureaux extérieurs de la Commission, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Le Secrétaire exécutif est membre du Conseil d'administration du dit institut et président du Conseil d'administration du Centre latino-américain de démographie, projet décentralisé du Programme des Nations Unies pour le développement.

Sont rattachés directement au Cabinet du Secrétaire exécutif les services ci-après: Services d'information, Section de la distribution de documents, Service d'édition et Services linguistiques, et Section de reproduction des documents.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES ET LISTE DE PROJETS

Le Secrétariat exécutif est chargé de préparer et de publier le Boletín Económico de América Latina qui paraît deux fois par an.

2/ Dans cette présentation le Cabinet du Directeur du Bureau de Mexico n'est pas compris dans le présent programme mais figure séparément sous la rubrique du Bureau de Mexico.

(Développement économique)

SERVICE: Division de la recherche
et du développement
économique

PROGRAMME: Recherche et
développement
économique 3/

La Division de la recherche et du développement économique concentre ses efforts dans deux domaines: le premier est l'analyse des tendances actuelles et le deuxième, l'analyse à long terme du développement latino-américain, des problèmes qui se posent et des politiques qui ont été suggérés ou qui pourraient être conseillées afin de surmonter ces difficultés. Dans le premier de ces domaines, la Division s'occupe essentiellement de préparer l'Estudio económico de América Latina qui est publié chaque année et qui constitue un projet permanent de la Division; dans le deuxième domaine on effectue des études, dont certaines sont périodiques, sur des sujets ou des pays déterminés.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

00-0 Estudio económico de América latina

Cette étude annuelle a pour objet d'analyser les tendances économiques les plus récentes. On y trouve généralement des évaluations de l'accroissement du produit intérieur ainsi qu'une explication des facteurs dont il dépend, notamment des principaux événements survenus dans l'économie mondiale qui ont eu des répercussions sur l'économie latino-américaine. L'analyse générale s'accompagne d'une description des principaux changements intervenus dans l'économie de chaque pays ainsi que de renseignements sur l'évolution des principaux secteurs d'activité économique. Chaque année l'Estudio contient une analyse d'une question particulière choisie soit en raison de son actualité et de son importance soit parce qu'elle est liée à des problèmes-clés du développement à long terme.

00-2 Politique de développement 4/

Ce sous-programme reflète le souci continu d'évaluer l'expérience acquise en matière de développement, l'efficacité des politiques adoptées et la réorientation qui pourrait être conseillée à la lumière de cette expérience. Les résultats de ce travail aident le Secrétariat à définir sa position générale face à l'ensemble des problèmes que pose le développement en Amérique latine et sont consignés dans des documents spéciaux ou dans des rapports périodiques ou encore servent de base pour interpréter l'analyse de certaines questions.

3/ Voir également les sections correspondant au Bureau des Antilles, au Bureau de Rio de Janeiro, au Bureau de Washington et au Bureau de Mexico.

4/ Le Bureau des Antilles participe à ce sous-programme.

00-3 Répartition du revenu 5/

Ce sous-programme comporte une série de recherches de portée variable effectuées dans différents domaines. Ce que l'on cherche en premier lieu c'est à promouvoir et à appuyer la recherche statistique dans les pays de la région, notamment grâce à des activités entreprises avec le concours des institutions nationales. Ce travail constitue, avec d'autres sources disponibles de renseignements de base, un instrument de référence pour analyser les caractéristiques actuelles de la répartition du revenu et des modifications qu'elle subit dans certains pays par rapport au développement économique général.

A leur tour, les études par pays permettent d'analyser d'une façon plus générale les rapports entre le développement et la répartition du revenu en Amérique latine et de mieux étudier la politique de redistribution.

00-4 Mobilisation des ressources

Ce sous-programme comprend un certain nombre d'études qui ont pour objet d'analyser en profondeur les problèmes relatifs à la mobilisation de l'épargne et à la formation du capital dans les pays latino-américains. Il est tenu compte tant de l'aspect financier, notamment du rôle des institutions compétentes, que des problèmes réels que pose le fait de pouvoir ou non se procurer sur place des biens d'équipement ou en importer.

00-5 Développement régional 6/

Cette étude a pour objet de parvenir à mieux connaître le rapport qui existe entre le système général de développement en Amérique latine et l'incidence que la répartition de l'activité économique a sur l'importance des mouvements de population entre la campagne et la ville, sur les modalités de répartition du revenu ainsi que sur d'autres facteurs. A cet égard, on effectue actuellement une étude sur l'expérience acquise par les pays latino-américains en matière de développement régional et sur la politique qui pourrait être conseillée dans ce domaine en tenant compte des perspectives d'intégration économique de l'Amérique latine.

00-7 Les pays relativement peu développés et l'intégration

Dans la phase initiale, il s'agit en fait d'un sous-programme régional d'assistance technique par l'intermédiaire duquel on fournit aux pays relativement peu développés les services d'un expert chargé de les conseiller en ce qui concerne divers problèmes liés à la participation de ces pays aux systèmes régionaux d'intégration. Ce travail est complété par les recherches nécessaires pour développer les activités d'assistance technique et par le détachement provisoire d'autres fonctionnaires qui collaborent avec l'expert affecté de façon permanente au projet.

5/ Le Bureau de Rio de Janeiro participe à ce sous-programme ainsi que, avec le Bureau des Antilles, au programme 00-4.

6/ Voir également le sous-programme 01-3 "Développement régional et local" (Division des affaires sociales).

00-8 Ressources humaines. 7/

L'organisation de ce sous-programme a été modifiée depuis que le Plan Ottawa de l'Organisation internationale du Travail a été mis à exécution. La tâche de tenir à jour les estimations du niveau et de la composition de l'emploi et d'étudier les problèmes de l'emploi a été confiée au groupe régional compétent. Conformément aux accords convenus, on a détaché à ce groupe un fonctionnaire de la CEPAL de façon permanente.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(L'exécution de certains de ces projets dépend de la possibilité de se procurer de nouvelles ressources en 1970).

Note: C'est maintenant le Secrétariat exécutif qui est directement chargé du projet "Boletín económico de América latina" qui faisait autrefois partie du programme de travail de la Division de la recherche et du développement économique.

Les projets "Développement économique et intégration", "Entreprise et développement économique", "Politique économique" et "Inflation et expansion économique" ont été incorporés au projet "Politique latino-américaine de développement" (Deuxième Décennie du développement) qui est décrit plus loin.

Le projet "Financement du développement" qui figurait dans le programme de travail précédent, a été incorporé au projet "Les intermédiaires financiers" qui est décrit plus loin.

Estudio económico de América latina, 1969 et 1970 (00-01) 8/

Outre des évaluations d'ensemble et par secteur de l'économie latino-américaine, cette étude comportera chaque année une analyse spéciale portant sur un thème déterminé.

Mise en oeuvre: projet de caractère permanent	Autorisation: CEPAL 79(VI) Priorité: élevée
Achèvement: février 1970 et 1971, respectivement	

7/ Voir également le projet 01-41 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales) et les projets 00-87 "Le problème du chômage et ses effets sur le développement économique des Antilles" (Bureau des Antilles) et 06-03y "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique et en Amérique centrale" (Bureau de Mexico).

8/ Plusieurs services du secrétariat fourniront de la documentation pour ce projet ainsi que pour le projet 00-21.

(Développement économique)

Politique latino-américaine de développement (Deuxième Décennie du Développement) (00-21)

Cette étude a pour objet d'approfondir certaines des questions soulevées dans les documents présentés à la Commission, à sa treizième session.

Mise en oeuvre: avril 1969
Achèvement: début de 1971

Autorisation: CEPAL 208(IX),
227(X) et
263(XII)
Priorité: élevée

Répartition du revenu dans quatre pays d'Amérique latine (00-31)

Il s'agit du deuxième d'une série de quatre volumes sur la répartition du revenu. On étudiera l'expérience acquise par le Brésil, El Salvador, le Mexique et le Venezuela.

Mise en oeuvre: avril 1969
Achèvement: début de 1970

Autorisation: CEPAL 229(X),
233(X) et
263(XII)
Priorité: élevée

Répartition du revenu en Amérique latine (00-32)

Il s'agit du troisième de quatre volumes consacrés à la répartition du revenu. On y analyse la répartition du revenu en Amérique latine en général en se servant de renseignements obtenus au cours d'études effectuées précédemment.

Mise en oeuvre: mars 1970
Achèvement: début de 1971

Autorisation: CEPAL 229(X),
233(X) et
263(XII)
Priorité: élevée

Politique de redistribution du revenu en Amérique latine (00-33)

Il s'agit du dernier d'une série de quatre volumes portant sur la répartition du revenu.

Mise en oeuvre: avril 1969
Achèvement: début de 1970

Autorisation: CEPAL 229(X),
233(X) et
263(XII)
Priorité: élevée

Les intermédiaires financiers (00-41) 2/

Cette étude a pour objet de déterminer s'il est possible de diriger plus efficacement l'épargne vers l'investissement intérieur.

Mise en oeuvre: avril 1969

Autorisation: CEPAL 263 (XII) et 277 (XII)

Achèvement: début de 1971

Priorité: élevée

Expériences de développement régional en Amérique latine (00-51)

Ce document complètera un chapitre écrit pour l' "Estudio económico de América Latina, 1968".

Mise en oeuvre: avril 1969

Autorisation: CEPAL 233 (X)

Achèvement: début de 1970

Priorité: élevée

Problèmes économiques des pays relativement peu développés (00-71) 10/

Cette étude porte sur des problèmes généraux d'analyse économique du point de vue des pays relativement peu développés.

Mise en oeuvre: avril 1969

Autorisation: CEPAL 254 (XI) et 265 (XII)

Achèvement: début de 1970

Priorité: élevée

Ressources humaines (00-81)

Il s'agit de participer à l'orientation et à la direction technique des études effectuées par le groupe régional du Plan Ottawa.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CEPAL 263 (XII) et 277 (XII)

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

2/ Voir également les projets 00-47 "Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique" (Bureau des Antilles), 00-45 "Le financement extérieur du Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro) et 04-0627 "Formation de capital en Amérique centrale" (Bureau de Mexico).

10/ Voir également les projets 05-21 "L'industrie sidérurgique dans les pays relativement peu développés" (Programme commun d'intégration du développement industriel), 06-33 "Les pays relativement peu développés et l'intégration agricole" (Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture) et 08-12, "Les problèmes de transports des pays relativement peu développés" (Programme des Transports).

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: División de Investigación
 y Desarrollo Económico

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
 Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
00-0 Estudio Económico de América Latina <u>a/</u> Ediciones de 1969, 1970 (00-01)	A	C	60	6		52			72	24		52			72	24		52		
		C																		
00-2 Política de desarrollo Política latinoamericana de desarrollo (00-21) <u>b/</u>	A	C	24			5			24			5			24			5		
		C																		
00-3 Distribución del ingreso Distribución del ingreso en cuatro países latinoamericanos (00-31) Distribución del ingreso en América Latina (00-32) Política redistributiva en América Latina (00-33)	A	C	26			5			26			5			26			5		
		C																		
		C																		
		N																		
00-4 Movilización de recursos Los intermediarios financieros (00-41) <u>c/</u>	A	C	29			5			29			5			29			5		
		N																		
00-5 Desarrollo regional Experiencias de desarrollo regional en América Latina (00-51)	B	C	12			3			12			3			12			3		
		C																		
00-7 Los países de menor desarrollo relativo y la integración Problemas económicos de los países de menor desarrollo relativo (00-71)	A	C			12						12						12			
		C																		
00-8 Recursos humanos Recursos humanos (00-81) Actividades de administración, respaldo técnico y de cooperación técnica	A	C	1			12			13						13					
		C																		
			4			2			4			2			4			2		

- a/ El "Boletín Económico de América Latina" que antes se incluía en el programa de trabajo de esta División es ahora responsabilidad de la Secretaría Ejecutiva.
- b/ Incorpora los proyectos "Desarrollo económico e integración", "La empresa privada y el desarrollo económico", "Política económica" e "Inflación y crecimiento", que antes figuraban separadamente.
- c/ Incorpora el proyecto "Financiamiento del desarrollo" que antes figuraba separadamente.

(Antilles)

SERVICE: Bureau des Antilles

PROGRAMME: CO Recherche et
Développement économique 11/

La fonction immédiate de ce Bureau est d'aider les gouvernements à résoudre les problèmes économiques et sociaux que pose le processus d'intégration économique des pays de la zone des Antilles. En outre, des données sur ces pays seront recueillies, analysées et utilisées pour les principaux projets des divisions organiques de la CEPAL. Des études seront faites sur des secteurs particuliers.

L'accent sera mis surtout sur les services consultatifs fournis aux gouvernements dans différents domaines, notamment pour faciliter le processus d'intégration.

Dans le domaine de l'intégration économique, les pays de la CARIFTA ont exprimé le désir d'accélérer le programme de coopération économique. Ils ont, en principe, accepté d'adopter une classification douanière uniforme fondée sur la Nomenclature de Bruxelles, et envisagent d'établir un tarif extérieur commun ainsi que d'essayer d'harmoniser le plus possible leurs politiques commerciales. Ce travail se fait en étroite collaboration avec le Conseil et le Secrétariat régional de la CARIFTA.

On fixera en même temps l'ordre de priorités dans lequel prendre les mesures nécessaires pour appliquer les dispositions des accords commerciaux dans le cadre plus large du développement général. On poursuivra les études demandées par les gouvernements de la région sur les questions suivantes: a) études de factibilité sur la localisation et la création d'industries d'intégration et b) études sur la normalisation des stimulants fiscaux et autres concernant l'industrie. Une autre question importante qui devra être examinée est celle de la création d'une banque régionale de développement pour les Antilles. Il conviendra également de s'intéresser à la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre du processus d'intégration.

Dans le domaine du développement économique, il est clair que certaines questions devront être examinées d'urgence, en particulier dans les domaines de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture et des transports.

Les activités de développement social se sont limitées jusqu'à présent à celles que poursuit le conseiller régional en matière de développement communautaire.

11/ Voir également la Division de la recherche et du développement économique, les Bureaux de Rio de Janeiro, de Washington et de Mexico.

(Antilles)

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

OO-0 Estudio Económico de América Latina

On prépare la documentation du sous-programme correspondant qui est exécuté à Santiago. En 1969, le sous-programme sera étendu aux Etats Associés des Indes occidentales.

OO-2 Politique de développement 12/

Ce sous-programme est exécuté par un conseiller régional qui aide les gouvernements à créer les mécanismes de planification appropriés, à formuler et à exécuter leurs plans de développement, à résoudre des questions touchant la réforme fiscale, à élaborer des mesures permettant de coordonner les politiques de développement et à réaliser leurs programmes de formation.

OO-4 Mobilisation des ressources

Dans le cadre de ce sous-programme, on étudie la mobilisation de l'épargne intérieure.

OO-8 Ressources humaines

Ce sous-programme porte sur l'étude du chômage.

01-1 Aspects sociaux du développement

L'exécution de ce sous-programme est confiée au conseiller régional chargé du sous-programme précédent. Vu le taux élevé du chômage et la proportion importante de jeunes dans la population, et les bouleversements sociaux qu'entraîne la restructuration des économies, le développement social est un domaine prioritaire.

01-7 Développement rural et communautaire

L'exécution de ce sous-programme est confiée à un conseiller régional qui donne des avis sur les problèmes de formation et d'administration.

12/ En ce qui concerne les autres activités liées au développement économique des Antilles, voir le sous-programme OO "Recherche et développement économique" (Programme I du Bureau de Mexico).

(Antilles)

02-1 Commerce et développement

On prépare la documentation pour les études principales effectuées par la Division de la politique commerciale de Santiago.

03-6 Etudes générales sur l'intégration de la zone des Antilles 13/

Ce sous-programme est exécuté par un conseiller régional qui aidera les pays de la CARIFTA, ensemble ou séparément, à établir un tarif extérieur commun et à résoudre les questions liées au développement du commerce intra-régional et extra-régional; il aidera également à mettre au point une politique commerciale et à préparer des cycles d'études.

03-7 Services consultatifs à l'intention des Secrétariats de la CARIFTA et des Etats associés des Indes occidentales, du Marché commun des Antilles orientales, de l'Organisme régional du développement et des gouvernements membres. 13/

Le nombre des questions sur lesquelles les gouvernements consultent la CEPAL augmente constamment non seulement en ce qui concerne l'application des accords commerciaux, mais également en ce qui concerne l'élaboration de politiques en vue de la prochaine étape du processus d'intégration économique.

Ce travail prendra plus d'importance lorsque les rapports des groupes chargés de procéder à une évaluation du secteur industriel et d'unifier les mesures propres à encourager l'expansion seront présentés aux gouvernements.

05-0 Economie industrielle

Le groupe CEPAL/ONUDI procédera dans les pays de la CARIFTA et sur leur demande à une évaluation du secteur industriel, qui devrait être achevée en 1969. Son rapport sera examiné par les gouvernements et, pour qu'il soit donné suite aux propositions qui y seront faites, il faudra procéder à des travaux complémentaires sur les secteurs industriels déterminés par ces études, sous réserve de l'approbation des gouvernements.

13/ Ce sous-programme et le sous-programme 03-7 faisaient partie auparavant du programme "Echanges commerciaux tant à l'intérieur de la zone qu'entre la zone et les pays latino-américains" (02-41).

(Antilles)

06-6 Développement agricole coordonné

En 1969, l'activité essentielle sera d'aider les gouvernements à appliquer le protocole relatif à la commercialisation des produits agricoles. Il faudra ensuite s'occuper, dans le cadre de la CARIFTA et du marché commun des Antilles orientales, des problèmes que posent le développement et la diversification de l'agriculture. On étudiera ultérieurement les problèmes de réforme agraire, en s'attachant particulièrement aux régimes fonciers et au système fiscal de l'agriculture. Enfin on étudiera le développement et la planification agricoles.

08-1 Transports et intégration régionale ^{14/}

Le succès du processus d'intégration dans la région des Antilles dépendra en grande partie des améliorations qui pourront être apportées au secteur des transports.

Une série de cycles d'études permettant de procéder à des enquêtes, d'échanger données d'expérience et de formuler de recommandations touchant la politique à suivre a été prévue. La plupart de ces cycles d'études seront organisés par les conseillers régionaux avec le concours du personnel du Bureau des Antilles et avec l'aide que les universités de la sous-région pourront fournir

En outre, les travaux du Programme pour la zone des Antilles sont en cours et se prolongeront probablement pendant les années 70.

08-2 Transports maritimes

Un conseiller régional aidera les gouvernements à résoudre les problèmes d'exploitation de transports maritimes tant en ce qui concerne le cabotage que les services de transports maritimes dans les Antilles occidentales qui sont en cours de réorganisation.

08-7 Tourisme

Les chefs des gouvernements signataires de l'acte constitutif de la CARIFTA ont décidé d'appliquer une politique de développement du tourisme régional. On s'est peu occupé jusqu'à présent, des aspects économiques du tourisme, tels que la charge que représenterait son financement par des emprunts extérieurs, ses effets sur les importations nationales et sur la balance des paiements ainsi que les profits qu'en retirerait l'économie nationale.

^{14/} Voir également le sous-programme 04-41: "Les transports en Amérique centrale" (Bureau de Mexico)

(Antilles)

11-1 Réunions, cycles d'études et cours d'administration publique

Le rythme du processus d'intégration appelle des solutions rapides et les fonctionnaires devront recevoir une formation leur permettant de faire face à la nouvelle situation.

LISTE DE PROJETS (1969-1971)

(L'exécution de certains de ces projets ne pourra se faire que si l'on dispose de nouvelles ressources en 1970).

Estudio económico de América Latina, 1969, 1970 (00-01)

Services consultatifs en matière de politique de développement (00-27)

Des services consultatifs sont fournis aux gouvernements qui en font la demande. La priorité est accordée à l'établissement de politiques uniformes, conformément aux dispositions de l'accord du Marché commun des Antilles orientales et suivant les demandes des gouvernements.

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: sans objet

Autorisation: CEPAL 184(IX)
Priorité: élevée

Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique (00-47) 15/

Ce domaine n'a pratiquement pas été exploré; cette étude amènera à faire des comparaisons entre les pays qui porteront sur les principaux facteurs affectant le développement économique.

Une question plus vaste, à savoir le financement du développement, avait d'abord été proposée, mais les gouvernements ont maintenant demandé à l'Université des Antilles occidentales d'effectuer une étude sur les investissements et, en particulier, sur le financement extérieur.

L'étude de la CEPAL sur l'épargne intérieure devrait compléter celle qui sera faite par l'Université.

Mise en oeuvre: mars 1969
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 263(XII)
Priorité: élevée

15/ Voir également les projets 00-251 "Etude du développement économique des Antilles" et 04-062 "Formation de capital en Amérique centrale"(Bureau de Mexico).

(Antilles)

Le problème du chômage et ses effets sur le développement économique des Antilles (00-87) 16/

On effectuera une étude sur le problème du chômage et ses effets sur le développement économique. Ce problème prend de grandes proportions dans les pays des Antilles appartenant au Commonwealth britannique et, d'après les estimations, le chômage touche entre 12 et 20 pour cent de la main-d'oeuvre. L'étude portera sur les causes principales du chômage et les moyens d'y remédier.

Mise en oeuvre: milieu de 1970
Achèvement: fin de 1971

Autorisation: CEPAL 263(XII)
Priorité: élevée

Tendances sociales dans la région des Antilles (01-07)

La documentation relative à la région des Antilles fera partie de celle qui sera préparée à Santiago pour le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1971. La documentation portera sur les tendances démographiques, et de l'urbanisation, le logement, l'enseignement (y compris la formation professionnelle et technique), les services de protection sociale et la migration du personnel qualifié.

Mise en oeuvre: janvier 1970
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 230(X)
Priorité: moyenne

Cycle d'études régional sur le développement rural intégré (01-77)

La réunion se tiendra entre mai et octobre et la date définitive sera fixée après consultation avec le gouvernement Jamaïcain. Le Bureau de la coopération technique assurera le financement du cycle d'études.

Mise en oeuvre: octobre 1969
(provisoire)
Achèvement: fin de 1969

Autorisation: CEPAL 230(X) et
263(XII)
Priorité: élevée

16/ Voir également les projets 00-251 "Etudes sur le développement économique de la région des Antilles" (Bureau de Mexico), 00-81 "Ressources humaines" (Division de la recherche et du développement économique) et 06-03y "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique et en Amérique centrale" (Bureau de Mexico) et le sous-programme 01-4 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des affaires sociales).

(Antilles)

Cycle d'études sur l'uniformisation des incitations (03-61)

Ce cycle d'études est prévu provisoirement pour le deuxième semestre de 1969. Le rapport du cycle d'études devrait être terminé avant la fin de 1969. Le Bureau de coopération technique en assurera le financement.

Mise en oeuvre: août 1969
(provisoire)

Autorisation: CEPAL 265(XII)
Priorité: élevée

Achèvement: fin de 1969

Perspectives d'expansion du commerce intrarégional (03-62)

Dans le cadre du programme de coopération économique des Antilles, certains domaines nécessitant des études plus approfondies devront être délimités. On envisage d'effectuer une série d'études de ce genre énonçant des directives permettant d'assurer une plus grande coopération. On entreprendra en 1969 la première de ces études, qui portera le titre ci-dessus. On étudiera les possibilités de mieux utiliser les produits et les sous-produits agricoles dans l'industrie de la sous-région lorsque les barrières douanières auront été supprimées. La deuxième phase du projet commencera à la fin de 1971.

Mise en oeuvre: mars 1969
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 265(XII)
Priorité: élevée

Les problèmes de la petite industrie (05-08)

En vue de compléter l'étude qui sera effectuée en 1969 sur les perspectives d'expansion du commerce intrarégional, on se propose d'étudier les problèmes de la petite industrie, et en particulier les aspects liés à l'intégration. Cette étude devra porter sur des questions telles que les industries mécaniques légères, les petites industries de montage et les industries artisanales.

Mise en oeuvre: milieu de 1970
Achèvement: fin de 1971

Autorisation: CEPAL 254(XI)
Priorité: moyenne

Perspectives de diversification dans le cadre d'un développement agricole coordonné (06-67)

L'application du protocole relatif à la commercialisation des produits agricoles de l'Acte constitutif de la CARIFTA a soulevé quelques problèmes initiaux et il faut, de ce fait, élaborer une politique à long terme. Les pays de la CARIFTA se proposent d'effectuer des études échelonnées afin de répondre à ce besoin, mais ces travaux devront être complétés par des études plus vastes, notamment en ce qui concerne la diversification de l'agriculture. On entreprendra en 1970, la première étude portant sur cette question.

(Antilles)

Les enquêtes qui permettront d'étudier par quels moyens la région pourrait être moins tributaire des principales cultures d'exportation sont essentielles. Il faudra à cette fin étudier dans quelle mesure il serait possible d'englober dans le secteur agricole la production d'aliments et la fourniture de matières premières pour les industries de la région.

Mise en oeuvre: janvier 1970

Autorisation: CEPAL 251(XI) et

Achèvement: début de 1971

254(XI)

Priorité: élevée

Régimes fonciers et système fiscal de l'agriculture dans la région des Antilles (06-68)

Cette étude a pour objet de formuler des recommandations concernant la politique à suivre pour diversifier et développer le secteur agricole. Ce sous-projet sera exécuté par un consultant.

Mise en oeuvre: janvier 1970

Autorisation: CEPAL 225(X)

Achèvement: milieu de 1970

Priorité: élevée

Etude sur les transports dans les pays des Antilles appartenant au Commonwealth britannique (08-17) 17/

Transports maritimes entre les îles des Antilles orientales (08-18)

Ces deux projets répondent à la nécessité urgente d'aider les pays à étudier les problèmes pratiques qui se posent dans l'immédiat conformément aux dispositions des traités pour l'intégration sous-régionale (CARIFTA et Marché commun des Antilles orientales). En outre, ce travail permettra à ces pays de bénéficier de la coopération technique et de l'aide financière des organes des Nations Unies et notamment de l'Organisation maritime consultative internationale (OMCI), de la CNUCED et du PNUD (Fonds spécial).

Mise en oeuvre: milieu de 1969

Autorisation: CEPAL 251(XI)

Achèvement: fin de 1970(08-17)

Priorité: élevée

fin de 1971(08-18)

17/ En 1969, le Bureau de la CEPAL à Mexico analysera les résultats obtenus grâce à la coopération établie en Amérique centrale et en particulier les mécanismes institutionnels qui ont permis de développer les installations portuaires et les transports maritimes. Des recommandations seront formulées quant à la façon dont les autres pays des Antilles pourraient participer à diverses activités effectuées en Amérique centrale et utiliser certains instruments de réglementation comme modèles ou y adhérer et participer aux programmes de formation de l'Amérique centrale. Voir le projet 04-416 "Effets sur les transports maritimes et terrestres en Amérique centrale de l'établissement de liens avec la zone des Antilles" (Bureau de Mexico).

(Antilles)

Groupe spécial d'Experts en matière de politique des transports
dans la région des Antilles (08-19x)

Cette réunion a pour objet d'aider à formuler des recommandations concernant la modernisation des caboteurs des Antilles orientales, et portera en particulier sur les conditions de sécurité indispensables, la protection et la manutention des cargaisons, les plans des bateaux et l'énergie motrice, les politiques des transports dans les pays de la CARIFTA et du Marché commun des Antilles orientales, l'intégration des services de transports aériens dans la zone des Antilles, et les besoins en matière d'investissements en vue de créer une infrastructure des transports dans cette zone. Les participants seront au nombre de 12 et travailleront pendant 10 jours. La réunion aura lieu à Port of Spain en 1970, si l'on dispose des ressources nécessaires.

Mise en oeuvre: avril 1970
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 251(XI)
Priorité: élevée

Politiques des transports dans les pays du marché commun des Antilles
orientales et de la CARIFTA (08-19y)

Mise en oeuvre: avril 1970
Achèvement: début de 1971

Autorisation: CEPAL 251(XI)
Priorité: moyenne

Services consultatifs régionaux fournis aux gouvernements en matière
de transports maritimes (08-27)

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: fin de 1969

Autorisation: CEPAL 251(XI)
Priorité: élevée

(Caribe)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Oficina del Caribe

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
 Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
00-0 Estudio Económico de América Latina	B	C	4					4	4			2		4	4			2		4
00-2 Política de desarrollo	A	C			12			4			12			4			12			4
Servicios de asesoramiento en política de desarrollo (00-27)		N																		
00-4 Movilización de recursos	A	C	8					4												
El papel del ahorro interno en el financiamiento del desarrollo económico (00-47)		N																		
00-8 Recursos humanos	A	C							10			2		4	10			2		4
El problema del desempleo y su efecto en el desarrollo económico del Caribe (00-87)		N																		
01-1 Aspectos sociales del desarrollo	B	C						4	10			2		4	10			2		4
Tendencias sociales en el Caribe (01-07)		N																		
01-7 Desarrollo rural y de la comunidad	A	C			12			4			12			4			12			4
Seminario Regional sobre Desarrollo Rural Integrado (01-77)		N																		
02-1 Comercio y desarrollo (No hay proyectos específicos)	B		1					4	2					4	4					4
03-6 Estudios generales relativos a la integración en la zona del Caribe a/	A	C	6		12			4	10			2		4	10			2		4
Seminario sobre Armonización de Incentivos (03-61)		N																		
Perspectivas de crecimiento del comercio intrarregional I (03-62)		N																		
03-7 Servicios de asesoramiento a las secretarías de la CARIFTA y de los Estados Asociados de las Indias Occidentales, al Mercado Común del Caribe Oriental, al Organismo Regional de Desarrollo y a los Gobiernos miembros a/ (No hay proyectos específicos)	C		5					4	7					4	7					4

a/ Antes estos subprogramas formaban parte del proyecto "Intercambio Comercial en el Caribe y entre éste y la región en su conjunto" (02-41).

(Caribe)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Oficina del Caribe

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
 Y MESES-HOMERE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
05-0 Economía industrial Los problemas de la pequeña industria (05-08)	A	C						4	10					4	9					4
		N																		
06-6 Desarrollo agrícola coordinado Perspectivas de diversificación en un desarrollo agrícola coordinado (06-67) Sistemas de tenencia de la tierra y de tributación agraria en el Caribe (06-68)	A	N	4					4	10	6		2		4	10	6		2		4
		N																		
		N																		
08-1 Transporte e integración regional Estudio sobre el transporte en la Comunidad Británica de Naciones en el Caribe (08-17) Transporte marítimo entre las islas del Caribe Oriental (08-18) Grupo Especial de Expertos en Política de Transporte en el Caribe (08-19) Políticas de Transporte del Mercado Común del Caribe Oriental y de la CARIFTA (08-19)	A	C	9					4	10			2		4	10	2				4
		N																		
		N																		
		N																		
		N																		
08-2 Transporte marítimo Servicios regionales de asesoramiento a los gobiernos sobre transporte marítimo (08-27)	A	C			11			4						4						4
		N																		
08-7 Turismo (No hay proyectos específicos)	B	N			4			4						4						4
11-1 Reuniones, seminarios y cursos de administración pública (No hay proyectos específicos)	B	C	3					4	3					4	2					4
Actividades de administración, respaldo técnico y de cooperación técnica			8					4	8					4	8					4

(Rio de Janeiro)

SERVICE: Bureau de Rio de Janeiro

PROGRAMME: 00 Recherche et développement économique 18/

Ce programme doit mettre en oeuvre la collaboration avec le Gouvernement brésilien en ce qui concerne les activités de recherche et de formation.

Le programme de travail annuel établi en collaboration avec le Gouvernement brésilien comprend des études sur les caractères particuliers de l'économie brésilienne et des cours de formation professionnelle pour les fonctionnaires.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES: 1960-1975

00-0 Estudio Económico de América Latina

Préparation d'un rapport sur la situation actuelle du Brésil, qui constitue un élément du sous-programme exécuté à Santiago.

00-3 Répartition du revenu

Ce sous-programme complète celui de la Division de la recherche et du développement économiques et il englobe les éléments de la question générale qui concernent spécialement l'économie brésilienne. Les études sont effectuées en collaboration avec le Ministère de la planification du Brésil.

00-4 Mobilisation des ressources

On compte procéder à une réévaluation du rôle que doit jouer le financement extérieur dans l'activité économique du Brésil au cours des prochaines années.

01-5 Logement et développement urbain

Ce sous-programme fait suite aux travaux précédemment effectués dans ce domaine par la Division des affaires sociales.

02-1 Commerce et développement

Il s'agit d'analyser les possibilités actuelles et futures en ce qui concerne l'accroissement et la diversification des exportations d'articles industriels et d'autres produits de l'économie brésilienne.

18/ Voir également: Division de la recherche et du développement économiques, Bureau des Antilles, Bureau de Washington et Bureau de Mexico.

LISTE DE PROJETS: 1969-1971

Estudio Económico de América Latina, 1969 y 1970 (00-01)

Préparation du rapport sur la situation actuelle de l'économie brésilienne.

Quelques aspects de la répartition du revenu dans l'économie du Brésil; (00-35)

On se propose d'examiner deux questions, à savoir: celle des relations entre la répartition du revenu et la structure de la consommation, eu égard à différents éléments de la consommation, ainsi que celle de la redistribution du revenu. Pour cette dernière question, on prévoit une évaluation de l'influence du secteur public sur la redistribution (analyse de l'effet de redistribution produit par les recettes et dépenses de l'Etat) ainsi que l'indication de certaines lignes de conduite possibles. Les travaux seront effectués en collaboration avec le Ministère de la planification du Brésil.

Mise en oeuvre: début 1969

Autorisation: CEPAL 229(X) et
263 (XII)

Achèvement: fin 1970

Priorité: élevée

Le financement extérieur au Brésil (00-45)^{19/}

Détermination du rôle du financement extérieur, à partir de laquelle on établira certaines projections relatives à la balance des paiements, qui contribueront à la définition des politiques possibles à l'égard des capitaux étrangers.

Mise en oeuvre: début 1969

Autorisation: CEPAL 232(X) et
263(XII)

Achèvement: fin 1969

Priorité: élevée

Cours de programmation en matière de logement (01-55)

Ce cours sera organisé pour les fonctionnaires.

Mise en oeuvre: milieu 1969

Autorisation: CEPAL 224(X)

Achèvement: fin 1969

Priorité: élevée

^{19/} Voir également les projets 00-41 "Les intermédiaires financiers" (Division de la recherche et du développement économique), 00-47: "Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique" (Bureau des Antilles) et 04-062 "Formation du capital en Amérique Centrale" (Bureau sous-régional de Mexico).

(Rio de Janeiro)

Promotion des exportations d'articles manufacturés (02-15)^{20/}

Il s'agit d'examiner, en ce qui concerne l'offre, la capacité installée, la qualité des produits et leur prix et, en ce qui concerne la demande, les conditions du marché mondial et les possibilités d'accès à ce marché. Ce projet dégagera les perspectives offertes par l'intégration régionale pour les industries brésiliennes. Une étude précédemment effectuée par la CEPAL sur cette question en ce qui concerne le Brésil, en collaboration avec la CNUCED, sera utilisée comme point de départ.

Mise en oeuvre: début 1969

Autorisation: CEPAL 269(XII)

Achèvement: début 1970

Priorité: élevée

^{20/} Voir également les projets 02-11: "Promotion des exportations d'articles manufacturés et semi-finis" et 02-31 "Cours régional relatif à la promotion des exportations" (Division de la politique commerciale) et le sous-programme 05-7 "Développement des exportations" (Programme commun d'intégration du développement industriel).

(Rio de Janeiro)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Oficina de Rio de Janeiro

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
 Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (AFROBADO)				1970 (SOLICITADO) ^{a/}				1971 (PROYECTADO) ^{a/}			
			PRESUPUESTO ORDINARIO				PRESUPUESTO ORDINARIO				PRESUPUESTO ORDINARIO			
			XB				XB				XB			
			P	C	RA	GS	P	C	RA	GS	P	C	RA	GS
00-0 Estudio económico de América Latina	B	C	8			10	15	8		10	15	8		10
00-3 Distribución del ingreso	A	C	5			7	10	5		7	10	5		7
Algunos aspectos de la distribución del ingreso en la economía del Brasil (00-35)		C												
00-4 Movilización de recursos	A	C	3			7	10	3		7	10	3		7
Financiamiento externo en Brasil (00-45)		C												
01-5 Vivienda y desarrollo urbano	A	N	3			3	5	3		3	5	3		3
Curso de programación habitacional (01-55)		N												
02-1 Comercio y desarrollo	A	C	2			3	5	2		3	5	2		3
Promoción de las exportaciones de manufacturas (02-15)		N												
Actividades de administración, respaldo técnico y de cooperación técnica			3			6	15	3		6	15	3		6

a/ Los programas de trabajo para 1970 y 1971 serán preparados conjuntamente con el gobierno del Brasil.

(Washington)

SERVICE: Bureau de Washington PROGRAMME: OO Division de la recherche
et du développement économiques 21/

Le Bureau de Washington a principalement pour rôle d'aider les divisions techniques et les bureaux de la CEPAL situés dans divers pays d'Amérique latine à rassembler et à analyser les données que l'on obtient plus facilement à Washington qu'à Santiago.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES; LISTE DE PROJETS

Sans objet.

21/ Voir également: Division de la recherche et du développement économiques, Bureau des Antilles, Bureau de Rio de Janeiro et Bureau de Mexico.

SERVICE: Division des affaires sociales PROGRAMME: 01 Développement
social 22/

Le programme a deux objectifs permanents: a) arriver à une meilleure compréhension des processus les plus importants de l'évolution sociale en Amérique latine et diffuser ce que l'on aura appris; b) sur la base de ces connaissances, étudier toute la gamme des politiques et des programmes sociaux, pour déterminer des principes et des techniques qui permettent de leur assurer une action plus efficace sur le développement social et économique.

Les activités actuelles sont concentrées dans quatre domaines liés entre eux, à savoir: a) politique du développement social, y compris les incidences sur cette politique des processus du changement social et politique et analyse de la place qui revient aux divers éléments de l'action sociale des pouvoirs publics dans l'ensemble de la politique de développement; b) politique et planification sur le plan local et à l'échelon régional interne et problèmes relatifs à la participation populaire à la planification; c) politique de la population et d) aspects sociaux de la politique de l'emploi.

Les travaux concernant le domaine a) se déroulent depuis plusieurs années; ils ont donné lieu à plusieurs publications et ils comprennent des activités consultatives.

Les travaux relatifs aux domaines b), c) et d) ont été entrepris en 1968. Toutes ces activités ont une priorité élevée et comprennent un ensemble de sous-programmes dont l'exécution se poursuivra durant les six prochaines années.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES: 1969-1975

01-0 Facteurs sociaux influençant le développement

Dans les travaux de la CEPAL relatifs au développement économique, de même que dans le domaine de la politique sociale, on a constaté qu'il fallait arriver à une meilleure compréhension des incidences que les changements de la situation politique et administrative peuvent avoir sur la politique du développement. On compte procéder à une étude générale du problème pour faire des propositions concernant des recherches plus spéciales.

22/ Voir également: Bureau de Mexico, Bureau des Antilles et Bureau de Rio de Janeiro.

01-1 Planification et politique sociales

Il s'agit d'un sous-programme permanent prévoyant l'élaboration de principes généraux concernant la politique à suivre et des essais d'application de ces principes à des éléments déterminés de cette politique. Ce sous-programme doit être exécuté avec la collaboration de la Division des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et, pour certains de ses éléments, de divers organismes spécialisés.

01-2 Politique de la population ^{23/}

On effectuera une étude interdisciplinaire, en collaboration avec le Centre latino-américain de démographie et la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies, pour établir sur une base plus solide la formulation des mesures relatives à l'accroissement de la population, à sa répartition et à ses caractéristiques, et pour en faire une variable indépendante dans les subdivisions classiques de la politique économique et sociale.

^{23/} Le titre de ce programme, qui était précédemment: "Etudes démographiques" a été modifié pour mieux correspondre à la portée plus large des activités.

01-3 Développement régional et local ^{24/ 25/}

Il est à prévoir que ce sous-programme, qui prendra de l'importance, absorbera les mois de travail affectés antérieurement aux activités concernant le logement et le développement urbain d'une part, et le développement communautaire, d'autre part, ainsi qu'un certain nombre de mois de travail additionnels, consacrés précédemment à la politique sociale et à la planification sociale générale. Il s'agit d'associer diverses politiques qui étaient auparavant appliquées séparément par les divers pays de l'Amérique latine, dans le cadre d'une politique cohérente de régionalisation et de localisation de la politique du développement. A cette fin, il faudra établir une étroite collaboration avec la Division de la recherche et du développement économiques, avec le Programme des Nations Unies concernant la recherche et la formation en matière de développement régional et avec les activités de développement régional de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

24/ Le sous-programme "Habitation et développement urbain", qui portait le numéro 01-3 dans le dernier programme de travail, ne constitue plus un sous-programme distinct du service considéré. Les fonctionnaires du service ont consacré une grande partie de leur temps à ce projet en 1964-1968 et une série d'études a été effectuée, notamment sur la détermination des problèmes régionaux de l'habitation et l'indication de politiques possibles. On a constaté qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas grande utilité à faire de nouvelles recherches sur les éléments des problèmes et de nouvelles études concernant la politique à suivre, compte tenu des ressources que la CEPAL peut y consacrer et que, dans ce domaine le rassemblement des données et la prestation de services consultatifs ferait double emploi avec les activités du Centre de l'habitation de la construction et de la planification de l'Organisation des Nations Unies et avec celles de l'OEA et de la BID, ou seraient en conflit avec elles. D'autre part, les études concernant la politique du logement ont notamment conclu à la nécessité d'inclure les mesures adoptées en matière de logement dans les politiques plus larges du développement régional, urbain et rural. Par conséquent, le Secrétaire exécutif a décidé que la CEPAL devait cesser de fournir une assistance technique sur le plan régional, dans le domaine du logement, et faire désormais figurer les nouvelles études au programme de développement régional et local décrit ci-dessus. En ce qui concerne les autres travaux relatifs au logement et au développement urbain, on se référera au sous-programme 01-5 du Bureau de Rio de Janeiro et du Bureau de Mexico.

25/ Voir également 00-5: Développement régional (Division de la recherche et du développement économiques).

01-4 Aspects sociaux de la politique de l'emploi 26/ 27/

Dans le cadre de ce programme, on développera les travaux relatifs aux ressources humaines et à la politique de l'éducation qui étaient précédemment effectués au titre de la planification et de la politique sociale générale. Il fallait mettre davantage en relief ces activités, compte tenu de la décision du Secrétaire exécutif de collaborer avec l'OIT à un programme commun d'études sur les politiques de l'emploi.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(En raison des difficultés qu'il y a à pourvoir les postes vacants, l'achèvement des projets de ce service pourrait être retardé).

Le processus d'urbanisation et les problèmes des groupes sociaux marginaux (stade complémentaire) (01-01)

Les activités intensives concernant ce projet se sont achevées en 1968. Les activités ultérieures dépendront de la valeur des hypothèses formulées, telle que les recherches nationales permettront de la déterminer. En 1969, 1970 et 1971, on attribuera deux mois de travail pour la revision des projets d'étude, en vue de leur publication, et pour la prestation de services consultatifs aux organismes régionaux de recherche participant à ces activités.

(Il est possible que l'on entreprenne davantage de recherches nationales, auquel cas il serait souhaitable de consacrer plus de temps à ce projet).

Mise en oeuvre: à déterminer
Achèvement: à déterminer

Autorisation: 230 (X)
Priorité: moyenne

26/ Le sous-programme 01-4, intitulé "Développement rural et communautaire" dans le dernier programme de travail, a cessé d'être un sous-programme distinct. Sur le plan pratique, les travaux effectués consistaient principalement à fournir un appui à un conseiller régional et, de temps à autre, à contribuer très largement à l'exécution d'études entreprises à des fins concrètes, qui ne présentaient pas un caractère différent de celles effectuées dans les autres secteurs sociaux au titre des "Facteurs sociaux influençant le développement" (01-1), en vue de réunions et dans d'autres buts. Là encore, les études effectuées ont montré qu'il fallait employer de nouvelles méthodes de manière à relier les mesures concernant le développement communautaire au domaine plus large de la politique du développement régional, rural et urbain. (Pour les travaux concernant le développement rural et communautaire, voir le sous-programme 01-7 du Bureau des Antilles).

27/ Voir également 00-8: "Ressources humaines" (Division de la recherche et du développement économiques), ainsi que les projets 00-87 "Le problème du chômage et ses effets sur le développement économique des Antilles" (Bureau des Antilles) et 06-03 "Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique et en Amérique centrale" (Bureau de Mexico).

Signification sociale de la répartition du revenu (01-02)

Ce projet concerne uniquement la collaboration à l'exécution du projet relatif aux études sur la répartition du revenu, qui est assurée par la Division de la recherche et du développement économiques (voir cette rubrique).

Mise en oeuvre:	avril 1969	Autorisation:	230 (X)
Achèvement:	début 1970	Priorité:	faible

Modernisation des structures politiques et aspects sociologiques de la bureaucratie (01-03)

Ce projet absorbe la plus grande partie des ressources destinées au sous-programme "Aspects sociaux du développement". (Un projet intitulé "Aspects sociologiques de la bureaucratie" figurait précédemment sur la liste, avec le numéro 01-16).

Mise en oeuvre:	1970	Autorisation:	230 (X)
Achèvement:	date non fixée	Priorité:	élevée

Groupe spécial d'experts sur les problèmes de la politique sociale en Amérique latine (01-04)

L'étude sur les tendances sociales et sur les problèmes de politique sociale en Amérique latine, présentée à la 13ème session de la CEPAL, sera soumise à l'examen d'un groupe spécial d'experts avant sa révision finale et sa publication. Dix experts seront membres du groupe, qui siégera pendant 10 jours ouvrables à Santiago, au début de 1970. La CEPAL financera leur participation.

Mise en oeuvre:	milieu 1969	Autorisation:	CEPAL 230 (X),
Achèvement:	début 1970		231 (X), 256 (II)
		Priorité:	élevée

Techniques et méthodes de planification dans les divers secteurs sociaux (01-11)

Les travaux qui seront entrepris ultérieurement en cette matière seront déterminés par les accords de coopération à conclure avec les autres organismes internationaux.

Mise en oeuvre:	à déterminer	Autorisation:	CEPAL 230 (X),
Achèvement:	à déterminer		231 (X), 256 (XI)
		Priorité:	moyenne

(Affaires sociales)

La protection sociale dans le contexte de la politique sectorielle de développement social (01-12)

Mise en oeuvre:	à déterminer	Autorisation:	CEPAL 230 (X), 231 (X)
Achèvement:	à déterminer		256 (XI)
		Priorité:	moyenne

La situation démographique et ses répercussions sur la politique à suivre (01-21)

Cette étude, effectuée en collaboration avec le Centre latino-américain de démographie, rentre dans le cadre d'une étude interdisciplinaire des problèmes démographiques, qui devrait permettre d'établir sur des bases plus fermes la prise en considération du changement démographique en tant que variable indépendante dans tous les domaines de la politique sociale et économique et de déterminer les principes devant régir la prestation de services consultatifs aux gouvernements. La réalisation de ce projet dépendra en partie des ressources fournies par le Fonds d'affectation spéciale pour les activités démographiques et on essaiera d'autre part d'obtenir des crédits auprès de sources extérieures aux Nations Unies.

Mise en oeuvre:	premier stade achevé en 1968 début du deuxième stade en 1969	Autorisation:	CEPAL 238 (X)
		Priorité:	élevée
Achèvement:	fin 1970		

Problèmes et politiques de développement régional et local en Amérique latine (01-31)

Mise en oeuvre:	en cours	Autorisation:	CEPAL 188 (IX),
Achèvement:	fin 1969		231 (X)
		Priorité:	élevée

Groupe de travail sur le développement régional et local (01-32)

Ce groupe, qui se réunira à Santiago au deuxième semestre de 1969, étudiera, du point de vue théorique et des méthodes, le développement régional et local et le cadre dans lequel la formation pourra être organisée dans ce domaine. Les documents de base sont préparés par le secrétariat et par des experts sous contrat. Les frais de la réunion seront à la charge du Bureau de la coopération technique.

Mise en oeuvre:	novembre 1969	Autorisation:	CEPAL 230 (X)
Achèvement:	fin 1969	Priorité:	élevée

Aspects sociaux de la politique de l'emploi (01-41)

Mise en oeuvre:	mai 1969	Autorisation:	CEPAL 277 (XII)
Achèvement:	fin 1969	Priorité:	moyenne

(Asuntos Sociales)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: División de Asuntos
 Sociales

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS
 PREVISTOS Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO			XB			PRECUPUESTO			XB			PRESUPUESTO			XB		
			ORDINARIO			ORDINARIO			ORDINARIO			ORDINARIO			ORDINARIO			ORDINARIO		
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
01-0 Factores de carácter social que influyen en el desarrollo	B	C	12			8			12			12			12			12		
El proceso de urbanización y problemas de los grupos marginales (etapa de complementación) (01-01)		C																		
Importancia social de la distribución del ingreso (01-02)		C																		
Modernización de las estructuras políticas y aspectos sociológicos de la burocracia (01-03) a/		C																		
Grupo Especial de Expertos sobre problemas de política social en América Latina (01-04)		N																		
01-1 Planificación y política sociales	A	C	12		6	10			22			12			22			12		
Técnicas y métodos de planificación en los diversos sectores sociales (01-11)		C																		
El bienestar social en el contexto de la política sectorial de desarrollo social (01-12)		C																		
01-2 Política de población b/	A	C	24			10	20		24			12			24			12		
La situación demográfica y sus repercusiones en materia de política (01-21)		C																		
01-3 Desarrollo regional y local c/	A	C	22	6	24	10			22	6	24	12			22	6	24	12		
Problemas y políticas de desarrollo regional y local en América Latina (01-31)		N																		
Grupo de trabajo sobre desarrollo regional y local (01-32)		N																		
01-4 Aspectos sociales de la política de empleo	A	C	12			10			12			12			12			12		
Aspectos sociales de la política de empleo (01-41)		N																		
Actividades de administración, respaldo técnico y de cooperación técnica			4						4						4					

a/ Un proyecto afin figuraba antes con el título "Aspectos sociológicos de la burocracia" (01-03). b/ La modificación del título anterior que era "Estudios demográficos" refleja el campo más amplio que abarca este subprograma. c/ Incorpora el subprograma anterior 01-4 "Desarrollo rural y de la comunidad". Sin embargo, este título se conserva en el programa de trabajo de la Oficina del Caribe con el número 01-7. Esta unidad ha interrumpido la realización del subprograma 01-3, Vivienda y desarrollo urbano, pero éste continúa formando parte del programa de trabajo de la Subse de México y de la Oficina de Río de Janeiro con el número 01-5.

(Commerce)

SERVICE: Division de la politique commerciale
PROGRAMME: 02 Politique commerciale
et intégration 28/

Ce programme vise essentiellement à favoriser l'expansion du commerce intrarégional et les échanges avec les autres régions. On pense que l'accent sera mis, durant les six ou sept prochaines années, sur des travaux concernant l'encouragement des exportations d'articles manufacturés, les problèmes relatifs aux paiements et les activités favorisant les mouvements d'intégration régionale et sous-régionale. Des services consultatifs seront fournis sur demande aux pays de la région, à titre individuel ou collectif, au sujet d'aspects déterminés de leurs politiques commerciales, notamment en vue d'harmoniser les politiques nationales compte tenu des stratégies nationales du développement.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES: 1969-1975 29/

02-1 Commerce et développement 30/

Ce sous-programme comprend une étude du rôle joué par les pays latino-américains dans la CNUCED et le GATT, des études sur les relations commerciales de l'Amérique latine avec le reste du monde, y compris les questions concernant la stratégie, les mesures permettant de favoriser l'exportation des articles manufacturés, les restrictions au commerce, l'assistance financière (notamment les investissements étrangers) et la coopération organisée avec la CEPAL et d'autres organismes de l'Amérique latine au sein d'institutions comme la CNUCED ou en vue des négociations menées avec le Marché commun européen. Ce projet comprend également l'étude des effets des taux de change (ce sous-programme englobe les anciens sous-programmes 02-0 et 02-1).

28/ Voir également: Bureau de Montevideo, Bureau de Bogotá, Bureau de Mexico, Bureau des Antilles et Bureau de Rio de Janeiro.

29/ On a cherché à rendre moins rigide la présentation du programme et à cette fin sa disposition a été modifiée. Les divers projets sont rattachés à trois projets principaux: "Commerce et développement" (02-1), "Commerce intrarégional et intégration économique" (02-2) et "Réunions, cours et services consultatifs" (02-3). Les titres de certains projets ont été modifiés, mais les domaines d'activité sont essentiellement identiques.

30/ Le Bureau des Antilles et le Bureau de Rio de Janeiro collaborent également à l'exécution de ce sous-programme.

02-2 Commerce intrarégional et intégration économique

Ce sous-programme comprend des études sur les tendances et les problèmes relatifs au commerce dans la région et sur l'intégration économique de l'Amérique latine, des études concernant l'ALALE, ainsi qu'une participation, sous forme d'études et de prestations de services consultatifs, aux mouvements d'intégration sous-régionale tels que ceux du Groupe andin et de la CARIFTA (ce sous-programme figurait précédemment sous le numéro 02-4).

02-3 Cours, réunions et services consultatifs régionaux

Ce sous-programme comprend l'assistance fournie par les conseillers régionaux affectés à la Division, les cours régionaux de politique commerciale ainsi que les réunions et les cycles d'études concernant des questions en rapport avec les projets mentionnés ci-dessus.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(En raison des difficultés qu'il y a à pourvoir les postes vacants, l'achèvement des projets de ce service pourrait être retardé. L'exécution de certains projets dépend de l'ouverture de nouveaux crédits en 1970).

Encouragement des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis (02-11) 31/

Il s'agit d'analyser les problèmes et obstacles que rencontre l'encouragement des exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays latino-américains et d'indiquer des mesures intérieures et extérieures pour y remédier (voir plus loin le projet 02-31).

Mise en oeuvre: 1968

Achèvement: à déterminer

Autorisation: CEPAL 269 (XII)

Priorité: élevée

31/ Voir également 02-15: "Promotion des exportations d'articles manufacturés" (Bureau de Rio de Janeiro), ainsi que le sous-programme 05-7: "Encouragement des exportations" (Programme commun d'intégration du développement industriel).

(Commerce)

Etude comparative des prix et des coûts internationaux en ce qui concerne le commerce des articles manufacturés (02-12) 32/

Il s'agit d'examiner de quelle façon les niveaux relatifs des prix et des coûts internationaux des industries de divers pays latino-américains sont affectés par les variations des taux de change, par les poussées inflationnistes et par d'autres facteurs du point de vue du développement du commerce régional des articles manufacturés et des produits semi-finis. Cette étude concerne principalement le processus de l'intégration économique, mais elle tiendra également compte du développement du commerce avec les autres pays (ce projet figurait précédemment sous le numéro 02-431).

Mise en oeuvre: mai 1969

Autorisation: CEPAL 267 (XII)

Achèvement: fin 1970

Priorité: élevée

Revision de la politique commerciale des pays latino-américains (deuxième Décennie pour le développement) (02-13)

Examen des objectifs et des stratégies de la politique commerciale et du développement dans les pays latino-américains, l'accent étant mis sur les mesures à mettre en oeuvre pour mener à bien des politiques de développement optimales.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CEPAL 269 (XII) et

Achèvement: à déterminer

273 (XII)

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Relations entre l'Amérique latine et la Communauté économique européenne (02-14)

Etude d'orientations et solutions nouvelles pour la protection des intérêts de l'Amérique latine contre les risques pouvant résulter de l'application de systèmes de préférences.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CEPAL 253 (XI) et

Achèvement: à déterminer

269 (XII)

Priorité: élevée

Application à l'Amérique latine de l'expérience acquise au Japon et dans d'autres pays en matière de commerce extérieur (02-15)

Analyse des politiques et des mécanismes d'expansion des exportations dans divers pays, notamment au Japon.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CEPAL 253 (XI) et

Achèvement: milieu 1969

269 (XII)

Priorité: élevée

32/ Voir également 04-063: "Parités des pouvoirs d'achat réels des monnaies d'Amérique centrale" (Bureau de Mexico).

Définition des éléments et instruments d'une politique commerciale pour les pays latino-américains (02-16)

Cette étude porte principalement sur les moyens d'augmenter les exportations d'articles manufacturés.

Mise en oeuvre:	1968	Autorisation:	CEPAL 269 (XII) 273 (XII)
Achèvement:	à déterminer	Priorité:	élevée

Participation de l'Amérique latine aux négociations commerciales entre les pays en voie de développement (02-21)

Il s'agit d'étudier les possibilités d'octroi réciproque de concessions exclusives.

Mise en oeuvre:	1969	Autorisation:	CEPAL 269 (XII) 273 (XII)
Achèvement:	à déterminer	Priorité:	élevée

Intégration régionale et intégration nationale (02-22)

Il s'agit d'étudier l'influence que peuvent avoir les mouvements d'intégration régionale sur l'intégration nationale. Cette activité est une suite de la réunion des chefs d'Etats américains de Punta del Este (avril 1967).

Mise en oeuvre:	à déterminer	Autorisation:	CEPAL 265 (XI)
Achèvement:	à déterminer	Priorité:	moyenne

Cours régional relatif à l'encouragement des exportations (02-31)

D'une durée de six à huit semaines, ce cours serait destiné aux fonctionnaires et, éventuellement, à des membres du personnel d'entreprises privées. L'exécution de ce projet dépend d'un accord avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international (voir également le projet 02-11 ci-dessus).

Mise en oeuvre:	août 1969 (provisoire)	Autorisation:	CEPAL 269 (XII)
Achèvement:	septembre 1969 (provisoire)	Priorité:	moyenne

Quatrième cours régional de politique commerciale (02-32)

Ce cours, d'une durée de six semaines, a lieu chaque année, à l'intention des fonctionnaires de la région.

Mise en oeuvre:	juillet de chaque année	Autorisation:	CEPAL 214 (IX)
Achèvement:	août de chaque année	Priorité:	élevée

(Commerce)

Groupe spécial d'experts chargé d'évaluer la mise en œuvre des résolutions de la deuxième session de la CNUCED (02-33)

La réunion du groupe, qui comprend 12 experts, se tiendra pendant 10 jours ouvrables à Santiago, durant le deuxième semestre de 1969. Les frais seront à la charge de la CEPAL.

Mise en œuvre:	juillet 1969	Autorisation:	CEPAL 262 (AC.58),
Achèvement:	septembre 1969		264 (XII)
		Priorité:	élevée

Groupe spécial d'experts en politique commerciale (02-34)

Cette réunion aura lieu pendant 10 jours ouvrables à Santiago, durant le premier semestre de 1970, avec la participation de 12 experts. Les frais seront pris en charge par la CEPAL, si l'Assemblée générale accorde les crédits demandés.

Mise en œuvre:	mars 1970	Autorisation:	CEPAL 251 (XI)
Achèvement:	juillet 1970	Priorité:	élevée

Groupe spécial d'experts en matière de commerce intrarégional et d'intégration économique (02-35)

La réunion du groupe, pendant 10 jours ouvrables, se tiendra à Santiago au deuxième semestre de 1971. Il y aura 12 participants. Les frais seront pris en charge par la CEPAL, si l'Assemblée générale accorde les crédits demandés.

Mise en œuvre:	juin 1971	Autorisation:	CEPAL 251 (XI)
Achèvement:	juillet 1971	Priorité:	élevée

Services consultatifs fournis par les conseillers régionaux (02-36)

Trois conseillers régionaux sont spécialisés respectivement dans les domaines de la promotion du commerce extérieur, du financement du secteur extérieur, et des aspects institutionnels et de la formulation de la politique commerciale. Le conseiller en cette dernière matière est chargé de diriger le cours de politique commerciale qui fait l'objet du projet 02-32.

Mise en œuvre:	permanente	Autorisation:	CC 11 (II)
Achèvement:	au fur et à mesure de l'achèvement des missions	Priorité:	élevée

(Comercio)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
P: Profesional
C: Consultor
RA: Asesor regional
GS: Servicios generales
XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: División de Política Comercial

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
Y MESES-HOMERE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A	C	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
	B	N	PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
	C		P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
02-1 Comercio y desarrollo a/ Promoción de las exportaciones de manufacturas y semimanufacturas (02-11) Estudio comparado de costos y precios internacionales en relación con el comercio de manufacturas (02-12) b/ Revisión de la política comercial de los países latinoamericanos (IIDD) (02-13) Relaciones entre América Latina y la Comunidad Económica Europea (02-14) Aplicación a América Latina de la experiencia japonesa y de algunos otros países en materia de comercio exterior (02-15) Definición de los elementos e instrumentos de una política comercial de los países latinoamericanos (02-16)	A	C	60	3		36			79	3		80			72	3		30		
		C																		
		C																		
		N																		
		C																		
		N																		
		N																		
02-2 Comercio intrarregional e integración económica a/ Participación de América Latina en las negociaciones comerciales entre países en desarrollo (02-21) La integración regional y la integración nacional (02-22)	A	C	36	6		24			48	6		20			48	6		20		
		C																		
		N																		
02-3 Cursos, reuniones y servicios regionales de asesoramiento Curso regional de promoción de las exportaciones (02-31) Cuarto curso regional de política comercial (02-32) Grupo Especial de Expertos para evaluar el cumplimiento de las resoluciones del segundo período de sesiones de la UNCTAD (02-33)	A	C	20		36	12			20		36	10			20		36	10		
		N																		
		C																		
		N																		

(Comercio)

UNIDAD: División de Política Comercial (conclusión)

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
02-3 (continuación)																				
Grupo Especial de Expertos en política comercial (02-34)		N																		
Grupo Especial de Expertos en comercio intrarregional e integración económica (05-35)		N																		
Servicios de asesoramiento prestados por los asesores regionales (02-36)		C																		
Actividades de Administración, respaldo técnico y de cooperación técnica			4						4						4					

a/ Este subprograma ha sido ligeramente modificado en cuanto a número y título.

b/ Este proyecto figuraba antes con el número 02-431.

(Montevideo)

SERVICE: Bureau de Montevideo

PROGRAMME: 03 Travaux relatifs à l'ALALE,
au Groupe andin et à la
CARIFTA 33/

Ce bureau représente le secrétariat de la CEPAL auprès des organes de l'Association latino-américaine de libre-échange et participe directement à leurs réunions et travaux, en particulier aux activités du Comité exécutif permanent; il tient la CEPAL au courant des progrès de l'ALALE, des activités du Comité exécutif permanent et des organismes subsidiaires et consultatifs ainsi que des travaux du secrétariat de l'ALALE; il coordonne les travaux des deux secrétariats dans le domaine de l'intégration régionale et collabore avec les délégations des pays membres à l'étude de divers problèmes techniques.

Les fonctions de ce bureau ont été élargies en application du programme de coopération CEPAL/ALALE, établi en décembre 1967 conformément à la résolution 199 (CM-II/VI-E) approuvée par les ministres des relations extérieures des pays membres de l'ALALE. Cette coopération porte sur la politique commerciale, le développement industriel, les questions agricoles, les transports et les statistiques; le programme prévoit que des spécialistes de la politique tarifaire, des procédures douanières et de la détermination de l'origine des marchandises sont détachés auprès du Bureau de Montevideo.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

03-0 Etudes générales relatives à l'ALALE

Le Bureau établit des études qui intéressent particulièrement les pays membres de la Commission qui sont aussi membres de l'ALALE.

03-1 Services consultatifs fournis au secrétariat et aux pays membres de l'ALALE

L'importance de ce programme a augmenté en raison du programme de coopération établi entre la CEPAL et l'ALALE.

33/ Voir aussi Division de la politique commerciale, Bureau des Antilles, Bureau de Bogota et Bureau de Mexico. En ce qui concerne les travaux sur la promotion des exportations d'articles manufacturés, voir Bureau de Rio de Janeiro (Projet 02-15) et Programme commun d'intégration du développement industriel (sous-programme 05-7).

(Montevideo)

LISTE DES PROJETS, 1969-1971

(Les priorités indiquées sur cette liste peuvent être modifiées comme suite à des consultations avec le secrétariat de l'ALALE.)

Harmonisation des politiques commerciales des parties contractantes à l'ALALE (03-01)

Analyse des bases d'un programme progressif d'harmonisation, dans l'hypothèse d'un tarif extérieur commun.

Mise en oeuvre: en cours
Achèvement: à déterminer

Autorisation: CEPAL 265 (XII)
Priorité: élevée

Tarif extérieur commun (03-02)

La CEPAL a décidé de proposer des solutions méthodiques pour l'établissement d'un tarif extérieur commun, y compris des critères pour l'établissement des taux et des modalités d'adoption progressive du tarif.

Mise en oeuvre: en cours
Achèvement: à déterminer

Autorisation: CEPAL 265 (XII)
Priorité: élevée

Coopération avec le secrétariat de l'ALALE (03-11)

Ce projet, qui absorbe la plus grande partie des ressources du Bureau de Montevideo, consiste à organiser des consultations, à assister aux réunions de travail et conférences des organes de l'ALALE et à établir des documents de travail.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que chaque activité se termine

Autorisation: CEPAL 265 (XII)
Priorité: élevée

UNIDAD: Oficina de Montevideo

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

[illegible]

(Bogota)

SERVICE: Bureau de Bogota

PROGRAMME: 03 Travaux relatifs à
l'ALALE, au Groupe Andin
et à la CARIFTA 34/

Un des objectifs de ce bureau est de préparer et de coordonner les études concrètes relatives au mouvement d'intégration économique des pays de la Déclaration de Bogotá (Groupe Andin).

Les directives nécessaires pour les travaux de ce Bureau ne peuvent être établies avant la réunion de la Commission mixte de la Déclaration de Bogotá prévue pour 1969. C'est à cette réunion que seront définies les directives que les organismes du système interaméricain suivront pour collaborer, collectivement ou individuellement, à l'étude des diverses questions liées à l'intégration sous-régionale. Il faut signaler que l'intégration économique des pays de la Déclaration de Bogotá dans le cadre de l'accord sous-régional imposera un effort particulier à la CEPAL, étant donné les objectifs poursuivis, la nature des engagements aux termes de l'accord et celle des mécanismes prévus pour son application. Tout en s'occupant du déroulement des négociations proprement dites qui ont pour objet l'approbation et la signature de l'accord d'intégration économique sous-régional, la CEPAL doit aussi entreprendre un programme de recherche et d'analyse visant à établir les bases d'un rapprochement économique réel des pays membres, contribuer de façon pragmatique à définir les aspects concrets de l'application de l'accord et proposer des solutions pour résoudre les problèmes qui peuvent se présenter comme suite à l'intégration progressive des marchés nationaux.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

00-0 Estudio Económico de América Latina

Une des tâches régulières du bureau est d'analyser le développement économique et les tendances économiques en Colombie, en Equateur et au Venezuela.

34/ Voir aussi: Division de la politique commerciale, Bureau de la région des Antilles, Bureau de Montevideo et Bureau de Mexico. En ce qui concerne les travaux sur la promotion des exportations d'articles manufacturés, voir Bureau de Rio de Janeiro (Projet 02-15) et Programme commun d'intégration du développement industriel (sous-programme 05-7).

03-2 Etudes générales relatives au Groupe andin 35/

Le Bureau de Bogota consacre une grande partie de son temps à analyser les faits relatifs à la participation des pays andins au processus d'intégration économique et il fait des études techniques à la demande des gouvernements.

03-3 Services consultatifs fournis au Groupe andin

Le Bureau de Bogota collabore directement avec la Commission Mixte de la Déclaration de Bogota, sur sa demande. Des fonctionnaires du Bureau assistent aux réunions de la Commission et d'autres organes.

LISTE DES PROJETS, 1969-1971

(L'exécution de certains des projets du Bureau dépendra des ressources disponibles en 1970).

Estudio Económico de América Latina, 1969, 1970 (00-1)

Coopération avec la Société andine de développement (03-21)

Le Bureau de Bogota collabore avec cette Société à l'établissement d'études et d'autres documents, selon ce qui lui est demandé.

Mise en oeuvre: sur la demande du
Groupe andin ou des
gouvernements

Autorisation: CEPAL 212(IX) et
265(XII)

Priorité: élevée

Achèvement: périodique, selon ce qui
est demandé

Politique de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela en matière de commerce extérieur (03-22)

Ce projet a pour objet l'étude de la politique de ces trois pays en matière de commerce extérieur.

Mise en oeuvre: selon les nouvelles
ressources disponibles

Autorisation: CEPAL 212(IX) et
265(XII)

Achèvement: en décembre de chaque année

Priorité: élevée

35/ Ce sous-programme et le suivant faisaient partie auparavant du projet intitulé "Relations commerciales et intégration entre les pays de la Grande Colombie et entre ces pays et les autres pays latino-américains" (02-45).

(Bogota)

Echanges compensatoires d'éléments et de pièces de rechange pour l'industrie automobile et établissement de bases pour la coordination des plans dans ce secteur (03-23) 36/

L'objet de cette étude, qui a été demandée par les gouvernements de la Colombie et du Venezuela, est d'établir un cadre pour canaliser les échanges compensatoires d'éléments et de pièces de rechange de véhicules à moteur entre ces deux pays et les autres signataires de la Déclaration de Bogota et de coordonner les plans de développement de ce secteur dans le processus d'intégration sous-régionale.

Mise en oeuvre: début de 1970
Achèvement: fin de 1970

Autorisation: CEPAL 212(IX)
et 265(XII)
Priorité: élevée

Système de compensation des déficits agricoles (03-24)

Il s'agit de définir, conformément au Programme d'action de la Déclaration de Bogota, les caractéristiques et mécanismes nécessaires pour que les pays de la sous-région puissent mettre en oeuvre un système de compensation multilatérale du déficit de produits alimentaires et agricoles qui, outre qu'il améliorera la situation en matière d'approvisionnements, apportera une solution aux problèmes cycliques de ce secteur.

Mise en oeuvre: février 1969
Achèvement: à la mi-69

Autorisation: CEPAL 212(IX)
et 265(XII)
Priorité: élevée

36/ Voir aussi les projets 05-62 "L'industrie automobile en Amérique latine" (Programme commun d'intégration du développement industriel) et 05-621 "Problèmes de l'industrie automobile au Mexique" (Bureau de Mexico).

(Bogotá)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
P: Profesional
C: Consultor
RA: Asesor regional
GS: Servicios generales
XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Oficina de Bogotá

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N C	1969 (APROBADO)				1970 (SOLICITADO)				1971 (PROYECTADO)			
			PRESUPUESTO ORDINARIO				PRESUPUESTO ORDINARIO				PRESUPUESTO ORDINARIO			
			P C RA GS				P C RA GS				P C RA GS			
			P	C	RA	GS	P	C	RA	GS	P	C	RA	GS
00-0 Estudio Económico de América Latina	B	C	2				2	4			2	4		
03-2 Estudios generales relacionados con el Grupo Andino ^{a/}	A	C	5				5	10	16		5	10	20	6
Cooperación con el Grupo Andino (03-21)		C												
Política de comercio exterior de Colombia, Ecuador y Venezuela (03-22)		C												
Intercambio compensado de partes y piezas para la industria automotriz y establecimiento de bases para la coordinación de planes del sector (03-23)		N												
Sistema de compensación de déficit agropecuarios (03-24)		C												
03-3 Servicios de asesoramiento a la Corporación Andina de Fomento ^{a/}	A	C	5				5	10	20		5	10	28	6

^{a/} Antes este proyecto figuraba como parte del proyecto "Intercambio comercial e integración entre los países de la Gran Colombia y entre éstos y otros países latinoamericanos (02-45).

(Mexico)

SERVICE: Bureau de Mexico

PROGRAMME: I. Développement économique du Mexique et des Antilles 37/
II. Intégration économique de l'Amérique centrale 37/

Programme I. Ce Bureau s'occupe d'activités de caractère permanent, telles que ses contributions à l'Estudio Económico de América Latina, la préparation de séries statistiques pour l'Estudio, le Boletín Estadístico et d'autres travaux de recherche spécialisés. Par ailleurs, il effectue des études particulières sur les problèmes économiques de l'industrie et de l'agriculture au Mexique, ainsi que des études qui relèvent du programme que l'on envisage d'exécuter dans la région des Antilles. Aucun de ces projets ne peut être considéré comme vraiment nouveau dans le cadre des activités de la CEPAL, étant donné que des études analogues ont été effectuées pour d'autres pays par le Siège de la CEPAL. En ce qui concerne les Antilles, les activités menées au titre de ce programme rentreront dans le cadre d'une étude plus vaste qui sera confiée au Siège de la CEPAL. 38/ En ce qui concerne le Mexique, on envisage de faire des études sur la politique industrielle et de poursuivre des recherches plus spécialisées sur les problèmes de l'industrie automobile, ainsi que sur l'évolution de l'agriculture en général et de l'élevage en particulier. De même, on achèvera une étude sur l'état d'avancement de la réforme agraire en Amérique latine que l'on incorporera à l'étude annuelle. Enfin, on continuera à collaborer avec l'ILPES à son programme de formation intensive qui est organisé au Mexique depuis 1961.

Programme II. Le Bureau de Mexico a depuis 1951 la responsabilité générale du Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale et il fournit les services de secrétariat et la documentation de base au Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et à ses organes auxiliaires (Sous-comités du commerce, de statistique, des transports, du logement, de l'agriculture, de l'électrification et des ressources hydrauliques, et Groupes régionaux et consultatifs sur certains aspects sectoriels spécialisés).

Comme suite à ce programme, on envisage d'entreprendre des études de base et de fournir des services consultatifs directs aux gouvernements et organismes centraméricains afin de perfectionner le marché commun centraméricain, de faire progresser l'intégration économique et de faciliter la

37/ On estime que 40 pour cent des ressources du Bureau seront destinées aux projets qui composent le Programme de développement économique du Mexique et des Antilles et 60 pour cent au Programme d'intégration de l'Amérique centrale.

38/ Voir également le Programme de travail du Bureau des Antilles.

conclusion d'accords sous-régionaux et sectoriels entre l'Amérique centrale et les autres pays d'Amérique latine. A l'avenir, on poursuivra les travaux de base concernant la constitution et le renforcement d'une union douanière; l'identification des possibilités de complémentarité industrielle et agricole; l'élaboration d'une politique commerciale commune, et la mise en place de l'infrastructure nécessaire au système d'intégration centraméricain. Le programme élaboré pour 1970 et 1971 a été conçu suivant les grandes lignes, mais il comprend de nouveaux stades de ces projets, dans le cadre de l'orientation donnée par le Bureau aux pays d'Amérique centrale pour les aider dans leurs efforts en vue d'une intégration plus complète.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

/ Programme I /

00 Recherche et développement économique

Les travaux relatifs à l'Estudio Económico de América Latina consistent en une évaluation globale et par secteurs de l'économie du Mexique et des pays septentrionaux de l'Amérique latine.

L'étude du développement économique de la zone des Antilles 39/ se compose d'études de base sur les structures économiques de la région dans son ensemble et par pays, qui permettront d'examiner les possibilités de complémentarité économique offertes par l'industrie, l'agriculture et les transports. On définira les tâches auxquelles pourrait participer le Programme des Nations Unies pour le développement.

01 Développement social

On continuera à fournir une assistance technique au gouvernement mexicain en ce qui concerne divers aspects du logement et notamment en ce qui concerne les programmes du Centre de promotion de l'habitation (Centro Impulsor de la Habitación) et le Programme mondial de la Santé tel qu'il s'exprime dans le Plan Lerma.

05 Développement industriel

On envisage d'étudier la politique et la planification du développement industriel et l'industrie automobile au Mexique.

39/ Voir également le Bureau des Antilles.

(Mexico)

06 Problèmes économiques de l'agriculture 40/

Etude du développement de l'agriculture au Mexique et en Amérique centrale et des progrès des réformes de structure, et de leurs répercussions économiques et sociales au cours des dix prochaines années.

09 Statistique

On procède à la préparation de diverses séries statistiques.

10 Projections et planification économique

Ce Sous-programme consiste uniquement en un cours organisé en collaboration avec l'ILPES.

/Programme II/

04-0 Planification et développement économique en Amérique centrale

En accord avec le Comité de coopération économique et le Conseil économique centraméricain, le secrétariat continuera à fournir des conseils techniques au gouvernement du Honduras, notamment en matière de planification économique globale et sectorielle, ainsi qu'en matière de projets spécifiques d'investissements. En outre, le secrétariat fournira une assistance technique au gouvernement du Nicaragua pour l'exécution des tâches indiquées dans un document établi par la CEPAL. 41/

On effectuera des analyses et des projections du développement économique en Amérique centrale qui serviront de données de base pour la réalisation d'études de caractère général ou spécialisé. Entrent dans ce sous-programme l'étude de l'évolution économique récente et la préparation de notes sectorielles sur l'agriculture, l'industrie et l'infrastructure.

40/ Depuis 1968, le Programme agricole du Bureau de Mexico se trouve placé sous la juridiction technique de la Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture de Santiago.

41/ "El desarrollo de la Economía de Nicaragua y la posición comparativa del país en el Mercado Común Centroamericano" (CEPAL/MEX/68/16).

On fournit des conseils au Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) pour la préparation d'études relatives au programme de perfectionnement et d'harmonisation des régimes fiscaux des pays d'Amérique centrale. Le Bureau de Mexico participe aux travaux du Comité consultatif de planification pour l'Amérique centrale OEA/BID/CEPAL/SIECA/BCIE et collabore avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale à l'organisation, à la direction et à la conduite de cours portant sur les problèmes du développement économique. On fournit une aide aux gouvernements de la région pour la révision de leur comptabilité nationale.

On s'efforcera de définir les modalités les plus appropriées pour une union économique de l'Amérique centrale, d'évaluer les problèmes qui se posent et les perspectives d'aboutir à la création d'une structure unique au moyen de la fusion des principales activités de production, et d'indiquer les transformations qu'il serait nécessaire d'apporter aux économies nationales pendant la période du passage du marché commun à une union économique.

On procède à l'analyse des facteurs nouveaux découlant du processus d'intégration multilatérale de l'Amérique centrale dans le but de construire un modèle structurel à court terme.

04-1 Politique commerciale de l'Amérique centrale

On étudie les principaux problèmes que pose la création d'une union douanière de l'Amérique centrale. Le Bureau de Mexico collabore avec le SIECA à la préparation d'études sur les méthodes à adopter pour rapprocher le marché commun centraméricain et l'Association latino-américaine de libre échange; les liens entre l'Amérique centrale et d'autres pays ou groupes de pays d'Amérique latine; les possibilités d'intensifier les relations commerciales avec certains pays situés en dehors de l'Amérique latine; et la participation conjointe des pays d'Amérique centrale aux conférences et organismes internationaux qui s'occupent de questions commerciales. Ce sous-programme comprend la fourniture temporaire de services consultatifs à l'Amérique centrale dans les domaines des transports, de l'agriculture et de l'industrie pour faciliter ses relations économiques avec les pays voisins.

Des services consultatifs seront fournis aux gouvernements et aux organismes d'intégration centraméricains afin de renforcer le marché commun centraméricain, notamment en ce qui concerne les politiques en matière de tarifs, de réglementation douanière, de libre échange, de balance des paiements et de promotion des exportations.

(Mexico)

04-2 Développement industriel de l'Amérique centrale

Ce sous-programme concerne la substitution des importations, les modalités et la structure du développement industriel en Amérique centrale, l'évaluation des tarifs douaniers en tant qu'instrument du développement, et l'analyse des possibilités de complémentarité industrielle entre le marché commun centraméricain et le Mexique, Panama et certains pays des Antilles.

Le secrétariat collabore avec le SIECA, l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICARTI) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) à une étude des possibilités industrielles nouvelles, à l'évaluation des projets à inclure dans les schémas régionaux de promotion industrielle et à l'élaboration d'une politique industrielle intégrée. En outre, des renseignements sur le développement des industries manufacturières seront rassemblés et analysés afin de fournir une assistance consultative technique aux gouvernements des pays d'Amérique centrale. (Ce projet portait auparavant le numéro 04-21).

04-3 Développement agricole de l'Amérique centrale

Le secrétariat collabore avec le SIECA et le GAFICA (FAO) aux activités relatives au perfectionnement du marché commun des produits agricoles et aux possibilités de spécialisation et de promotion de la production régionale. Il coopère également avec la Mission centraméricaine de commercialisation et de stabilisation des prix, notamment en ce qui concerne la fixation de prix communs pour les produits de base au niveau du producteur et du consommateur, la définition des politiques et des activités pouvant mener à la création d'un réseau régional d'entrepôts, la constitution d'un fonds régional pour l'achat de céréales aux petits producteurs et l'établissement des mécanismes nécessaires pour le contrôle des importations de céréales en provenance de pays tiers. On fournit des services consultatifs aux gouvernements d'Amérique centrale à propos de certains problèmes agricoles particuliers.

La CEPAL mettra un expert en matière de préparation de projets spécifiques intéressant les aspects sociaux du développement rural à la disposition du Groupe consultatif pour l'Amérique centrale FAO/CIDA/IICA/SIECA/OIT/CEPAL.

04-41 Les transports en Amérique centrale

Une des tâches du Bureau de Mexico est de fournir en permanence des services consultatifs aux gouvernements et aux organismes centraméricains pour ce qui est de l'élaboration de la politique nationale et régionale de développement des transports. On étudie les besoins en matière d'infrastructure routière et les problèmes de l'industrie automobile, y compris l'industrie des véhicules de transport de marchandises. On s'efforce d'améliorer les statistiques des transports.

La CEPAL continue à collaborer avec le SIECA, la BCIE et les organismes régionaux spécialisés dans ce domaine pour ce qui est des travaux visant la mise en place d'un réseau centraméricain de télécommunications, qui devra être relié aux réseaux de Panama et du Mexique.

04-43 L'énergie en Amérique centrale

Ce sous-programme porte actuellement sur des études intéressant l'interconnexion des réseaux d'électricité, les politiques de réglementation, l'uniformisation de la codification et l'adoption de normes techniques.

On publie des séries et de rapports statistiques sur la capacité, la production et la commercialisation de l'énergie électrique. On procède à l'analyse des investissements et des coûts en matière de production et de vente d'énergie électrique. On collabore avec les gouvernements à l'organisation de réunions sur l'électrification rurale.

04-44 Ressources hydrauliques

Dans le domaine des ressources hydrauliques, on s'intéresse à l'hydrométéorologie, à la distribution d'eau potable, à l'irrigation, à l'hydrologie, à l'hydroélectrification, à la navigation fluviale, à des projets à fins multiples, ainsi qu'aux questions économiques, financières, institutionnelles et juridiques connexes. Le secrétariat coopérera avec le siège de New York aux activités prévues en matière d'évaluation des ressources (ressources hydrauliques, énergétiques et minérales). On poursuit des études sur l'uniformisation des systèmes de base de comptabilité, l'établissement des tarifs et l'élaboration de statistiques sur les entreprises d'irrigation et de distribution d'eau potable.

04-5 Les statistiques en Amérique centrale

Ce sous-programme a pour objet de rassembler, de préparer et de présenter des statistiques globales et par secteurs économiques aux fins d'études de base sur l'Amérique centrale. On englobe dans ce projet les travaux statistiques effectués pour l'Estudio Económico.

(Mexico)

04-6 Aspects sociaux du développement en Amérique centrale

Des services consultatifs sont fournis aux institutions nationales du logement en ce qui concerne la programmation, la construction, l'organisation et la planification physique. On collaborera avec le Comité interinstitution de l'habitation et du développement urbain (ONU/OEA/BID/OPS/AID) à la supervision et à l'évaluation du Projet pilote expérimental pour le logement en Amérique centrale. Le secrétariat coopère avec le Programme alimentaire mondial à des projets visant l'élimination ou la rénovation des taudis et avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification de New York dans ses travaux intéressant l'Amérique centrale.

On étudie les principaux effets de l'intégration économique sur l'organisation et la dynamique sociales en Amérique centrale. Sur cette base, il sera possible de déterminer l'interdépendance entre le marché commun, les modifications de la stratification sociale et le développement de nouvelles activités productives.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971 (Programme I)

(Il se peut que l'achèvement des projets confiés à ce service soit retardé en raison des difficultés rencontrées pour remplir les postes vacants).

Estudio económico de América Latina (00-01)

Etudes sur le développement économique des Antilles (00-251) ^{42/}

On poursuivra les études de base sur la structure économique de la région dans son ensemble et par pays, ainsi que sur les possibilités offertes à l'industrie, à l'agriculture et aux transports, afin de découvrir les perspectives de complémentarité économique.

Mise en oeuvre: 1968

Achèvement: 1970

Autorisation: CEPAL 48(V)

Priorité: élevée

42/ Voir également les projets 00-87 "Le problème du chômage et ses effets sur le développement économique des Antilles" et 00-47 "Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique" (Bureau des Antilles).

Stratégie du développement et intégration (00-252)

Ce projet, qui sera réalisé en collaboration avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale consistera en une étude des diverses possibilités de développement au moyen de l'intégration. Le Bureau s'occupera des aspects de ce travail qui ont trait au Mexique; surtout, et à l'Amérique centrale.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CEPAL 208(X) et 227(X)

Achèvement: début de 1970

Priorité: élevée

Rôle du secteur extérieur dans le développement économique du Mexique (00-253)

Il s'agit d'analyser le rôle du secteur extérieur dans le développement économique du pays, en mettant particulièrement l'accent sur le développement des exportations, les investissements, le financement extérieur et la substitution des importations.

Mise en oeuvre: à déterminer

Autorisation: CEPAL 208(X) et 227(X)

Achèvement: à déterminer

Priorité: élevée

Logement et développement urbain (01-55)

On continuera à fournir une assistance technique au gouvernement mexicain en ce qui concerne divers aspects du logement et notamment les programmes du Centre de promotion de l'habitation, et l'on fournira des conseils en matière de planification de l'habitation à certains pays de la région des Antilles dont on s'attend qu'ils en feront la demande.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CEPAL 224(X)

Achèvement: rapports périodiques

Priorité: élevée

Politique et planification industrielles au Mexique (05-041)

En coopération avec l'ONUDI et certains services du gouvernement mexicain, on fera une étude sur les mécanismes de politique industrielle utilisés dans ce pays.

Mise en oeuvre: milieu de 1969

Autorisation: CEPAL 250(X), 353(X) et 254(XI)

Achèvement: début de 1970

Priorité: élevée

(Mexico)

Production de matériel pour l'industrie chimique au Mexique (05-55)

L'important développement de l'industrie chimique au Mexique au cours de ces dernières années et le progrès des entreprises productrices de matériel standard laissent entrevoir la possibilité de promouvoir un développement intégral de la production d'une bonne partie du matériel dont le Mexique a besoin. Dans le cadre de cet étude on examinera les problèmes qui se posent sur le plan de l'offre et on évaluera quantitativement la demande des types de matériel qui pourraient être fabriqués sur place, afin de définir les grandes lignes préliminaires d'une politique de développement dans ce domaine.

Mise en oeuvre: à déterminer
Achèvement: à déterminer

Autorisation: CEPAL 249(XI)
Priorité: moyenne

Problèmes de l'industrie automobile en Mexique (05-621) ^{43/}

Cette étude permettra d'évaluer les perspectives et les modalités possibles de l'intégration régionale de cette industrie. On analysera également l'offre et la demande, ainsi que les facteurs techniques et économiques qui affectent les coûts et les investissements, de façon à pouvoir proposer diverses solutions possibles en vue d'intégrer la structure de l'offre.

Mise en oeuvre: milieu de 1969
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 249(XI)
Priorité: moyenne

Evaluation de la politique d'irrigation au Mexique et en Amérique centrale (06-02)

Il s'agit d'une étude à moyen terme qui aura pour but d'évaluer la contribution des projets d'irrigation à grande et petite échelle au progrès économique et social de l'agriculture. Dans un premier stade, les travaux mettront l'accent sur l'Amérique centrale en liaison avec les travaux relevant du projet 04-43.

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: milieu de 1969

Autorisation: CEPAL 225 (X)
Priorité: élevée

^{43/} Voir également les projets 05-62 "L'industrie automobile en Amérique latine" (Programme conjoint d'intégration du développement industriel) et 02-23 "Echanges compensateurs d'éléments et de pièces de rechange pour l'industrie automobile" (Bureau de Bogota).

Développement de l'agriculture au Mexique (06-03y)

Cette étude a pour but d'identifier et d'évaluer quantitativement les effets des changements intervenus dans ce secteur.

Mise en oeuvre: 1967
Achèvement: fin de 1969

Autorisation: CEPAL 225 (X)
Priorité: élevée

Emploi et chômage dans les zones rurales au Mexique et en Amérique centrale (06-03y) 44/

Il s'agira d'analyser les problèmes du chômage rural au Mexique et en Amérique centrale, dans le cadre du plan Ottawa, qui sera exécuté conjointement par la CEPAL et l'OIT.

Mise en oeuvre : 1969
Achèvement : milieu de 1970
(préliminaire)

Autorisation : CEPAL 225 (X)
Priorité : élevée

L'élevage au Mexique et en Amérique centrale (06-11)

On poursuivra l'exécution de cette étude à moyen terme sur les conditions économiques et sociales dans lesquelles s'effectuent diverses formes d'élevage. Dans un premier stade, le projet sera centré sur le Mexique; il sera étendu ensuite aux pays d'Amérique centrale.

Mise en oeuvre : 1968
Achèvement: milieu de 1969
(1er stade)
milieu de 1970
(2ème stade)

Autorisation : CEPAL 91 (VI)
Priorité : élevée

Préparation de séries statistiques (09-1)

Rassemblement, préparation et présentation de séries statistiques pour le Boletín Estadístico; rassemblement et préparation de statistiques pour l'Estudio económico de América Latina et calcul des indices quantitatifs respectifs; rassemblement des statistiques du commerce extérieur suivant la Clasificación de los Productos por Uso Económico o Destino, et reclassement des importations conformément à la Classification

44/ Voir également les projets 00-81 "Ressources humaines" (Division de la recherche et du développement économique) et 00-87 "Le problème du chômage et ses effets sur le développement économique des Antilles" (Bureau des Antilles), et le sous-programme 01-4 "Aspects sociaux de la politique de l'emploi" (Division des Affaires sociales).

(Mexico)

Internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique et, enfin, collaboration entre la Section de Statistique et les autres sections en vue de l'élaboration de statistiques de base pour des projets spécifiques.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CEPAL 44(V), 64(V)

Achèvement: sans objet

et 79(VI)

Priorité: élevée

Cours sur la planification économique au Mexique (10-63)

On poursuivra les activités de collaboration avec l'ILPES à l'organisation, la direction et la conduite des cours intensifs qui sont organisés à Mexico et à Monterrey.

Mise en oeuvre: annuelle

Autorisation: CEPAL 227(X)

Achèvement: annuel

et 233(X)

Priorité: élevée

LISTE DE PROJETS, 1969-1971 (Programme II)

(Il se peut que l'achèvement des projets confiés à ce service soit retardé en raison des difficultés rencontrées pour remplir les postes vacants).

Programme d'expansion économique du Honduras et du Mexique à moyen et à court terme (04-011)

En collaboration avec le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et le Conseil économique centraméricain, le secrétariat continuera à fournir de services consultatifs techniques au gouvernement du Honduras, notamment en matière de planification économique globale et sectorielle et en matière de projets d'investissements spécifiques.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CCE 141

Achèvement: à mesure que les diverses
activités seront achevées

Priorité: élevée

Programme d'expansion économique du Nicaragua à moyen et court terme (04-012)

Le secrétariat continuera à fournir une assistance technique au gouvernement du Nicaragua.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CCE 142

Achèvement: à mesure que les diverses
activités seront achevées

Priorité: élevée

(Mexico)

Analyse et projections du développement économique en Amérique centrale (04-02)

Rassemblement de données de base aux fins de travaux de recherche de caractère général ou spécialisé, y compris une analyse de l'évolution économique récente de l'Amérique centrale pour l' Estudio económico de América Latina.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: annuel

Autorisation: CEPAL 227(X) et
233(X)
Priorité: élevée

Harmonisation fiscale (04-03)

La CEPAL continuera à collaborer avec le SIECA à la préparation des études relatives au programme d'harmonisation et de perfectionnement des régimes fiscaux des pays d'Amérique centrale.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées

Autorisation: CEPAL 186(IX) et
CCE 138
Priorité: élevée

Planification du développement économique (04-04)

Le secrétariat continuera à participer aux travaux du Comité consultatif centraméricain pour la planification en Amérique centrale (OEA/BID/CEPAL/SIECA/BCIE). Il collaborera également avec l'ILPES à l'organisation, à la direction et à la conduite des cours intensifs sur les problèmes du développement économique de l'Amérique centrale.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: annuel

Autorisation: CEPAL 227(X) et
CCE 124
Priorité: élevée

Le développement économique du Honduras Britannique (Belize) (04-05x)

En 1969, un certain nombre de mois de travail seront consacrés à des activités de coopération avec le gouvernement aux fins de la révision de la comptabilité nationale.

Mise en oeuvre: 1967
Achèvement: 1969

Autorisation: CCE 50
Priorité: moyenne

(Mexico)

Le rôle du secteur public dans le développement économique de l'Amérique centrale (04-05y)

Ce projet a pour but d'analyser la place du secteur public dans les économies des pays d'Amérique centrale du point de vue de la demande qu'il occasionne et des revenus et des emplois qu'il crée et de sa capacité à concevoir et à exécuter des programmes. Ce projet comprend également une analyse et des projections des aspects financiers du secteur public sur le plan fiscal notamment.

Mise en oeuvre: octobre 1969
Achèvement: fin de 1970

Autorisation: CCE 50
Priorité: moyenne

Incidence d'une union économique de l'Amérique centrale (04-06x)

Définition des modalités les plus appropriées en vue d'une union économique de l'Amérique centrale; évaluation des problèmes qui se posent et des perspectives d'aboutir à la création d'une structure économique unique au moyen de la fusion des principales activités de production; identification des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter aux économies nationales pendant la période du passage du marché commun à une union économique.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les diverses
activités seront achevées

Autorisation: CCE 124
Priorité: élevée

Construction d'un modèle structurel à court terme (04-061y)

On poursuivra l'étude du modèle traditionnel du développement, compte tenu des facteurs nouveaux découlant du processus d'intégration multilatérale de l'Amérique centrale, dans le but de construire un modèle structurel à court terme.

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: début de 1970

Autorisation: CCE 124
Priorité: moyenne

Formation de capital en Amérique centrale (04-062y)^{45/}

On procèdera à l'estimation du volume de capital fixe renouvelable dans différents secteurs de l'économie ainsi qu'à l'évaluation quantitative des courants d'investissements réels et du montant de l'épargne utilisée pour financer des investissements.

Mise en oeuvre: milieu de 1969
Achèvement: fin de 1971

Autorisation: CCE 124
Priorité: moyenne

^{45/} Voir également les projets 00-41 "Les intermédiaires financiers" (Division de la recherche et du développement économique), 00-47 "Le rôle de l'épargne intérieure dans le financement du développement économique" (Bureau des Antilles) et 00-45 "Le financement extérieur du Brésil" (Bureau de Rio de Janeiro).

(Mexico)

Parités du pouvoir d'achat réel des monnaies des pays d'Amérique centrale (04-063y) 46/

On procédera, en collaboration avec la Division de statistique, à une série de travaux de recherche en vue de déterminer la parité réelle des unités monétaires des économies centraméricaines. Plus tard, on s'efforcera d'analyser les effets des différences entre la parité réelle et la parité officielle sur le commerce intra-régional et sur la répartition des ressources.

Mise en oeuvre: janvier 1970

Autorisation: CCE 124

Achèvement: début de 1971

Priorité: moyenne

Dixième réunion du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (04-08)

Après consultations avec les gouvernements intéressés, le secrétariat convoquera en 1969 la Dixième-session du CCE qui aura pour objet d'étudier l'évolution économique récente de l'Amérique centrale, de prendre connaissance de certaines études économiques et de fixer les besoins en matière d'assistance technique de l'ONU du programme d'intégration de l'Amérique centrale au cours des prochaines années.

Mise en oeuvre: 1969

Autorisation: CCE 124

Achèvement: fin de 1969

Priorité: moyenne

Union douanière de l'Amérique centrale (04-11)

Le secrétariat entreprendra un certain nombre d'études afin de déterminer les répercussions de la libre circulation des marchandises non originaires de la région sur les divers secteurs de l'économie. On étudiera plus spécialement les problèmes-fiscaux que soulèverait la libre circulation des marchandises importées et on évaluera la nécessité d'une harmonisation fiscale dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des transports. On examinera la comptabilité de la politique commerciale extérieure et de la balance des paiements avec l'union douanière.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CCE 118 et CCE 124

Achèvement: milieu de 1970

Priorité: élevée

46/ Voir également le projet 02-12 "Etude comparative des coûts et des prix internationaux en ce qui concerne le commerce des articles manufacturés" (Division de la politique commerciale).

(Mexico)

Politique commerciale commune de l'Amérique centrale avec le reste du monde (04-12)

En collaboration de la SIECA et les gouvernements, on poursuivra la préparation des études sur la participation de l'Amérique centrale à l'intégration économique latino-américaine et aux relations avec les pays situés en dehors de l'Amérique latine. En outre, on fera une étude sur les possibilités de renforcer la position de l'Amérique centrale dans ses discussions avec le reste du monde et sur la coordination régionale en vue de la promotion des exportations.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CCE 120, CCE 135
Achèvement: à mesure que les	et (SC.1) 26
diverses activités	Priorité: élevée
seront achevées	

Perfectionnement du marché commun centraméricain (04-13)

Le secrétariat continuera à aider et à conseiller les gouvernements et les organismes d'intégration centraméricains dans le but de renforcer le marché commun centraméricain, notamment sur les plans des politiques en matière de tarifs, de réglementation douanière, de libre-échange, de balance des paiements et de promotion des exportations.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CCE 120, CCE 135
Achèvement: à mesure que les	et (SC.1) 26
diverses activités	Priorité: élevée
seront achevées	

Réunion du Sous-Comité du Commerce (04-14)

Le secrétariat convoquera le Sous-Comité centraméricain du commerce dans le but d'examiner les possibilités de perfectionnement de l'union douanière et de la politique commerciale extérieure, ainsi que d'établir un programme d'activités futures comportant un ordre de priorité conforme aux plan approuvé par la résolution (SC.1) 26.

Mise en oeuvre: août 1970	Autorisation: CCE 120 et CCE 135,
Achèvement: fin de 1970	(SC.1) 26
	Priorité: élevée

(Mexico)

Analyse de l'évolution relative des prix en Amérique centrale (04-211)

On poursuivra l'étude visant à analyser les changements enregistrés dans les prix des articles manufacturés et des produits agricoles dans les pays du marché commun et à établir la relation entre leur évolution et l'affectation des ressources dans la région. Les conclusions de l'étude permettront de formuler des recommandations en vue d'une utilisation plus rationnelle des ressources.

Mise en oeuvre: janvier 1970
Achèvement: début de 1971

Autorisation: CEPAL 227 (X) et
234 (X); CCE 121 et
CCE 136

Priorité: moyenne

Le processus de la formation de capital dans le secteur industriel des pays d'Amérique centrale (04-212)

Etude des mécanismes de formation de capital des entreprises industrielles d'Amérique Centrale afin de déterminer les modalités de l'évolution des investissements publics et privés. Il s'agira également d'évaluer le rôle du capital intérieur dans ce domaine.

Mise en oeuvre: mars 1970
Achèvement: début de 1971

Autorisation: CEPAL 227 (X) et
234 (X); CCE 121 et
CCE 126

Priorité: élevée

Possibilités du développement industriel en Amérique centrale (04-213)

En se fondant sur ses recherches sur la substitution des importations la politique des prix et la formation de capital dans le secteur des industries manufacturières, le secrétariat préparera un rapport sur la politique de développement industriel à moyen et long terme pour l'Amérique centrale dans son ensemble et par pays. Les conclusions auxquelles on aboutira permettront d'arrêter des politiques à court terme pour ce secteur.

Mise en oeuvre: octobre 1970
Achèvement: milieu de 1971

Autorisation: CEPAL 227 (X) et
234 (X); CCE 121 et
CCE 136

Priorité: élevée

Possibilités de complémentarité industrielle entre l'Amérique centrale, le Mexique et certains pays des Antilles (04-22)

Analyse des possibilités industrielles dans certains domaines particuliers, dans le cadre d'une politique de relations économiques et d'intégration industrielle entre l'Amérique centrale et le Mexique,

(Mexico)

certain pays de la zone des Antilles et d'autres groupements économiques sous-régionaux, afin de promouvoir le développement d'entreprises qui exigent un marché plus vaste pour être rentable.

Mise en oeuvre: mars 1969
Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CCE 120
Priorité: élevée

Assistance technique aux gouvernements en matière industrielle (04-231)

On fournira une assistance technique directe aux gouvernements et aux organismes centraméricains en ce qui concerne certains problèmes particuliers du développement industriel. Il s'agit d'une tâche de caractère permanent, qui vient compléter les travaux menés par les experts détachés auprès du SIECA. On rassemblera et on analysera des renseignements sur le développement du secteur des industries manufacturières dans le but de fournir des conseils aux gouvernements en ce qui concerne la politique nationale et régionale.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées

Autorisation: CCE 121 et CCE 136
Priorité: élevée

Coopération avec le SIECA et l'ICARTI à l'évaluation de projets industriels (04-232)

Le secrétariat coopèrera avec le SIECA, l'ICARTI et la BCIE à l'étude des perspectives industrielles nouvelles, à l'évaluation des projets à inclure dans des schémas régionaux de promotion industrielle, et à l'élaboration d'une politique industrielle intégrée. Une attention particulière sera apportée aux projets actuellement en cours en ce qui concerne la pêche et les industries extractives.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées

Autorisation: CCE 121 et CCE 136
Priorité: élevée

Enquête sur l'industrie en Amérique centrale (04-233)

Les principaux renseignements contenus dans l'enquête industrielle effectuée en 1962 par la mission mixte de planification pour l'Amérique centrale seront mis à jour en coopération avec le SIECA et les gouvernements.

Mise en oeuvre: octobre 1969
Achèvement: fin de 1970

Autorisation: CCE 121 et CCE 136
Priorité: élevée

(Mexico)

Perfectionnement du marché commun centraméricain (Agriculture)
(04-311)

Le secrétariat continuera à collaborer avec le SIECA et le GAFICA aux travaux relatifs au perfectionnement du marché commun des produits agricoles et aux possibilités de spécialisation et de promotion de la production régionale. Il coopèrera également avec la Commission centraméricaine de commercialisation et de stabilisation des prix aux programmes de développement qui seront entrepris en 1969. On élaborera des projets de dispositions législatives et de règlements uniformes dans le domaine agricole pour répondre aux besoins qu'entraîneront la création et le renforcement d'une union douanière.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CEPAL 225(X); CCE 125
Achèvement: à mesure que les di-	et CCE 137
verses activités se-	Priorité: élevée
ront achevées	

Situation actuelle et perspectives de la production céréalière dans
le marché commun centraméricain (04-312)

Il s'agit d'une étude périodique qui permet d'analyser les incidences de la production de céréales sur l'approvisionnement de la région et qui sert de base à la révision périodique de la politique régionale de stabilisation des prix.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CEPAL 225 (X); CCE
Achèvement: à mesure que les di-	125 et CCE 137
verses activités se-	
ront achevées	

Réunion du Sous-Comité du développement agricole (04-32)

Le secrétariat convoquera le Sous-Comité du développement agricole dans le but d'examiner la politique régionale en la matière et de formuler un programme de travail et un ordre de priorité.

Mise en oeuvre: 1970	Autorisation: CCE 125 et CCE 137
Achèvement: 1970	Priorité: élevée

Aspects sociaux du développement rural (04-33)

On poursuivra les travaux relatifs à la préparation de projets spéciaux sur les aspects sociaux du développement rural. La CEPAL continuera à fournir un expert dans ce domaine pour le groupe de travail FAO/CIDA/IICA/OIT/SIECA/CEPAL.

Mise en oeuvre: périodique	Autorisation: CEPAL 225 (X) et
Achèvement: à mesure que les di-	CCE 94
verses activités se-	Priorité: élevée
ront achevées	

(Mexico)

La politique de développement des transports dans le marché commun d'Amérique centrale (04-411)

Dans le cadre de ce projet, on fournit des conseils à titre permanent aux gouvernements et organismes centraméricains en ce qui concerne l'élaboration de la politique nationale et régionale de développement des transports, ainsi que l'évaluation des projets.

Mise en oeuvre: périodique	Autorisation: CEPAL 254 (XI) et
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées	CCE (139)
	Priorité: élevée

Etude sur les services de transports et leur coût en Amérique centrale (04-412)

Une étude sur la situation et les problèmes des transports routiers en Amérique centrale sera mise à jour et élargie.

Mise en oeuvre: 1965	Autorisation: CCE 139
Achèvement: fin de 1969	Priorité: élevée

Infrastructure routière (04-413)

On entreprendra une étude sur les coûts de construction de routes, qui servira de base pour le contrôle budgétaire, pour améliorer l'efficacité et pour formuler des projets nouveaux. On entreprendra également l'étude sur la demande et l'offre de routes et de véhicules routiers dans le cadre du projet 04-411.

Mise en oeuvre: septembre 1969	Autorisation: CCE 139
Achèvement: 1971	Priorité: élevée

Normes de conception et de construction des routes pour l'Amérique centrale (04-414)

Cette étude, qui sera réalisée en collaboration avec la BCIE, le SIECA et les gouvernements des pays d'Amérique centrale et du Mexique, permettra de déterminer les normes géométriques les plus appropriées à la conception des routes pour la région en ce qui concerne la topographie, les sols, le climat, les matériaux, les coûts, etc. et elle sera présentée à l'examen du Sous-Comité des transports.

Mise en oeuvre: juin 1969	Autorisation: CCE 139
Achèvement: début de 1971	Priorité: élevée

Transport maritime et aménagement des ports (04-415)

On continuera à fournir des services consultatifs aux gouvernements, aux entreprises portuaires et maritimes d'Amérique centrale, notamment en ce qui concerne la création d'autorités portuaires nationales et la solution de certains problèmes particuliers. Le secrétariat collaborera également avec le SIEGA, la BCIE et la CIAP à des projets et à des études dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'adoption de dispositions législatives uniformes en matière maritime, portuaire et douanière; la factibilité économique, technique et financière de projets d'investissements et la formation de personnel portuaire et douanier. On donnera des conseils sur la création de la Commission des autorités portuaires d'Amérique centrale, l'association centraméricaine des armateurs et le Conseil centraméricain des chargeurs maritimes.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CEPAL 254 (XI) et CCE 139

Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées

Priorité: élevée

Effets sur les transports maritimes et terrestres en Amérique centrale de l'établissement de liens avec la zone des Antilles (04-416) ^{47/}

On entreprendra une étude visant à préciser les répercussions qu'aurait l'établissement de liens entre l'Amérique centrale et la zone des Antilles sur les transports maritimes et terrestres, ainsi que sur les installations portuaires. On examinera également les modèles d'accords les plus appropriés pour améliorer les relations sur le plan des transports entre l'Amérique centrale et les pays voisins.

Mise en oeuvre: début de 1970

Autorisation: CCE 120 et CCE 139

Achèvement: milieu de 1971

Priorité: moyenne

Réunion du Sous-Comité centraméricain des transports (04-417)

Cette réunion est destinée à donner aux autorités nationales et centraméricaines la possibilité d'analyser et, le cas échéant, d'approuver les recommandations qui seront formulées dans les documents qui seront présentés à la suite des études entreprises dans le cadre des projets indiqués ci-dessus.

Mise en oeuvre: novembre 1969

Autorisation: CCE 127 et CCE 139

Achèvement: fin de 1969

Priorité: élevée

^{47/} Voir également les projets 08-17 "Etude sur les transports dans les pays des Antilles appartenant au Commonwealth britannique", 08-18 "Les transports maritimes entre les îles des Antilles Orientales" et 08-19 "Politiques des transports du marché commun des Antilles Orientales et de la CARIFTA" (Bureau des Antilles).

(Mexico)

Développement de l'énergie électrique (04-431)

On préparera des rapports sur les progrès les plus importants réalisés en 1969 et 1970 en matière de développement de l'énergie électrique et sur les politiques suivies par les organismes chargés de l'électrification. On établira les huitième et neuvième rapports sur la capacité, la production et la commercialisation de l'énergie électrique. On élaborera les cinquième et sixième analyses comparatives des investissements et des coûts entraînés par la production et la vente d'électricité. On analysera les diverses méthodes d'évaluation des projets relatifs à l'énergie électrique de façon à promouvoir leur application uniforme en Amérique centrale. On préparera des séries statistiques sur l'offre et la consommation des divers types d'énergie en 1968 et 1969. On achèvera un rapport sur la situation actuelle et les perspectives de développement du secteur de l'énergie dans la région. On collaborera avec le siège de l'ONU aux activités qui sont envisagées en ce qui concerne l'évaluation du secteur de l'énergie et on entreprendra des études particulières dans ce domaine conformément aux résultats du programme précédent.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CCE 126 et CCE 139;

Achèvement: annuel

(SC.5) 5, (SC.5) 19,

et (SC.5) 20

Priorité: élevée

Harmonisation des tarifs d'électricité (réglementation) (04-432x)

On effectuera deux études en matière de réglementation, qui seront présentées à la deuxième réunion du Groupe régional intéressé. La première portera sur la réglementation de l'industrie électrique, y compris les grandes lignes et les caractéristiques institutionnelles et opérationnelles des organismes régulateurs. La seconde portera sur l'estimation de la vie utile des principaux éléments d'actif de l'industrie électrique. On entreprendra en outre une étude destinée à permettre de fixer les bases sur lesquelles il serait possible d'uniformiser les structures tarifaires au niveau régional.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CCE 126 et CCE 139;

Achèvement: milieu de 1969

(SC.5) 13, (SC.5) 15

et (SC.5) 18

Priorité: élevée

Programme multilatéral à long terme d'interconnexion électrique et projets bilatéraux à court terme (04-432y)

On achèvera l'étude sur l'interconnexion sous-régionale (deux ou plusieurs pays) et sur la situation des régions frontalières à cet égard, études qui seront présentées au Groupe de travail. On entreprendra une étude sur les perspectives et les modalités d'interconnexion entre l'Amérique centrale et les pays voisins. On examinera aussi les possibilités d'utilisation conjointe des grandes sources hydroélectriques dans les régions situées à proximité des frontières mexicaines et colombiennes et les effets d'une telle utilisation sur le développement des potentiels hydroélectriques de la région.

Mise en oeuvre: 1970

Autorisation: CCE 126 et CCE 139

Achèvement: 1971

(SC.5)13, (SC.5)15 et
(SC.5)18

Priorité: élevée

Harmonisation des tarifs d'électricité (04-433)

On achèvera l'étude sur les structures tarifaires. On établira un rapport sur le développement des marchés et un autre rapport sur les niveaux des prix qui servira de base afin de les uniformiser au niveau régional. On achèvera une étude sur le financement du développement de l'énergie électrique. Ces documents seront présentés aux troisième et quatrième réunions du Groupe de travail sur les tarifs d'électricité.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CCE 126 et CCE 139;

Achèvement: fin de 1969

(SC.5)10, (SC.5)13 et
(SC.5)17

Priorité: élevée

Ressources hydrauliques (04-44)

On achèvera les études en vue de l'évaluation intégrale des ressources hydrauliques dans les principaux bassins hydrographiques de la région. On préparera des statistiques de base sur l'obtention et l'utilisation des ressources en eau. On entreprendra une étude sur les pays techniques, juridiques et institutionnels influençant le développement intégral des bassins internationaux. Ces études seront examinées lors d'une réunion du Groupe régional.

Mise en oeuvre: 1968

Autorisation: CCE 126 et CCE 139;

Achèvement: fin de 1969

(SC.5)9, (SC.5)13 et
(SC.5)16

Priorité: élevée

(Mexico)

Perfectionnement et harmonisation des systèmes de services publics (04-45)

On étudiera les diverses modalités possibles en vue d'uniformiser les systèmes de base en matière de comptabilité, de détermination des coûts, l'élaboration de tarifs et l'établissement de statistiques sur les entreprises de services publics dans le domaine de l'énergie, des communications et des transports.

Mise en oeuvre: 1968
Achevement: début 1970

Autorisation: CCE 126 et CCE 139;
(SC.5)16
Priorité: élevée

Sous-Comité de l'électrification et des ressources hydrauliques et groupes régionaux sur certains aspects particuliers (04-46)

Le secrétariat convoquera le Sous-Comité pour connaître le résultat de certaines des études entreprises dans le cadre des projets ci-dessus, de façon à pouvoir élaborer le programme futur d'activités et fixer les priorités correspondantes.

Mise en oeuvre: septembre 1969
Achèvement: fin de 1969

Autorisation: CCE 126 et CCE 139
Priorité: élevée

Statistiques pour certaines études particulières (04-51)

Ce projet comprend le rassemblement, l'établissement et la présentation de statistiques globales et par secteurs économiques aux fins d'études de base sur l'Amérique centrale, y compris les travaux nécessaires pour l'Estudio económico de América Latina.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les
diverses activités
seront achevées

Autorisation: CCE 47 et CCE 69
Priorité: élevée

Coordination statistique régionale (04-52)

Le Sous-Comité de coordination statistique se réunira pour examiner l'état d'avancement et les résultats des recensements de 1970 et coordonner les travaux relatifs aux recensements économiques ultérieurs. On continuera à participer aux travaux de coordination dont est chargé la réunion interinstitutions ODECA/SIECA/CEPAL.

Mise en oeuvre: milieu de 1971
Achèvement: milieu de 1971

Autorisation: CCE 47 et CCE 69
Priorité: élevée

(Mexico)

Collaboration avec d'autres sections du Bureau (04-53)

Cette rubrique concerne l'assistance fournie par la Section de statistique aux autres sections en ce qui concerne l'établissement de statistiques de base aux fins de certains projets particuliers.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CCE 47 et CCE 69
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées	Priorité: élevée

Aspects économiques, techniques et sociaux du logement (04-61)

On continuera à collaborer avec les institutions nationales du logement en matière de programmation, de construction, d'organisation et de planification physique. On coopèrera avec les organes des Nations Unies qui sont chargés de projets intéressant l'Amérique centrale.

Mise en oeuvre: permanente	Autorisation: CCE 93, 128
Achèvement: à mesure que les diverses activités seront achevées	Priorité: élevée

L'intégration économique et le développement social (04-62)

On achèvera l'étude sur les principaux effets de l'intégration économique sur l'organisation et la dynamique sociales en Amérique centrale. On cherchera en premier lieu à définir les principales couches sociales qui constituent la communauté centraméricaine. Sur cette base, on déterminera l'interdépendance entre le marché commun, les modifications de la stratification sociale et le développement de nouvelles activités productives.

Mise en oeuvre: juillet 1969	Autorisation: CEPAL 238 (X) CCE 128, 129
Achèvement: milieu de 1971	Priorité: moyenne

UNIDAD: Subsede de México

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
MESES-HOMBRE ASIGNADOS

[illegible]

(Mexico)

UNIDAD: Subsede de México (continuación)

[illegible]

(Módico)

UNIDAD: Subsede de México (continuación)

[illegible]

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)				1970 (SOLICITADO)				1971 (PROYECTADO)			
			PRESUPUESTO		XB		PRESUPUESTO		XB		PRESUPUESTO		XB	
			ORDINARIO				ORDINARIO				ORDINARIO			
			P	C	RA	GS	P	C	RA	GS	P	C	RA	GS
Transporte marítimo y desarrollo portuario (04-415)		C												
Efectos sobre el transporte marítimo y terrestre Centroamericano de la vinculación con la Cuenca del Caribe (04-416)		N												
Reunión del subcomité Centroamericano de Transporte (04-417)		N												
04-43 Energía en Centroamérica	A	C				56				56	12			56
Desarrollo eléctrico (04-431)		C												12
Armonización de tarifas eléctricas (04-432x)		C												
Programa de Interconexión eléctrica multilateral a largo plazo y proyectos bilaterales de corto plazo (04-432y)		C												
Armonización de tarifas eléctricas (04-433)		C												
Recursos hidráulicos (04-434)		C												
Perfeccionamiento y armonización de los sistemas de servicios públicos (04-435)		C												
Subcomité de electrificación y recursos hidráulicos y de grupos regionales sobre aspectos específicos (04-436)		N												
04-45 Estadísticas de Centroamérica	A	C	15			64			15		64			15
Estadísticas para estudios específicos (04-51)		C												64
Coordinación regional de estadísticas (04-52)		C												
Colaboración con otras secciones de la Subse (04-53)		C												
04-46 Aspectos sociales del desarrollo en Centroamérica	A	C	25		4				25		4			25
Aspectos económicos, técnicos y sociales de la vivienda (04-61)		C												4
La integración económica y el desarrollo social (04-62)		C												
Administración ejecutiva			14			48			14		48			14
Servicios de administración y de apoyo			61			456			73		516			73
Respaldo técnico y cooperación técnica			14						14					14

a/ El programa de trabajo de la Subse de México se presenta dividido en dos programas principales, cuales son: Desarrollo Económico de México y el Programa I • Integración Económica de Centroamérica (Programa II). Los proyectos que figuran en el Programa I continúan llevando los números que comienzan con 04, en tanto que los que figuran en el Programa II usan números que varían de 00 (Investigación y Desarrollo Económico) a 11 (Administración Pública).

(Industrie)

SERVICE: Programme commun d'intégration
du développement industriel

PROGRAMME: 05 Développement
industriel 48/

Le programme commun d'intégration du développement industriel CEPAL/ILPES/BID, qui comprend la Division du développement industriel de la CEPAL, se charge de recueillir les données et de préparer les analyses et autres éléments d'appréciation nécessaires pour promouvoir l'intégration économique de l'Amérique latine; il aide à formuler les plans de développement national compte tenu des perspectives et des limitations que présente l'intégration des marchés nationaux. Le Programme portera sur quatre domaines principaux d'activité: politique de développement industriel, exportations de produits manufacturés, transmission des connaissances techniques et intégration régionale.

Le Programme comprendra un projet supplémentaire qui sera confié à la Section des études spéciales, maintenant rattachée au Programme.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

05-0 Economie industrielle 49/

Les études consacrées à cette question porteront tout particulièrement sur la politique de développement industriel. On effectuera une analyse comparative des politiques appliquées dans les pays latino-américains et de leur effet sur le développement industriel. A cet égard, on accordera une attention particulière aux problèmes liés à l'intégration de l'Amérique latine ainsi qu'aux systèmes sous-régionaux et régionaux internes de développement dans les pays. La révision méthodologique des études sectorielles constitue une activité permanente.

05-1 Recherche technologique

Dans ce domaine, on procède à différentes formes de recherche. Le conseiller régional continue à collaborer avec les pays de la région et se tient en contact étroit avec le Comité consultatif pour l'application de la science et la technique au développement.

48/ Voir également les sections consacrées au Bureau de Mexico et au Bureau des Antilles.

49/ Le Bureau des Antilles participe également à ce sous-programme.

05-2 Industrie sidérurgique

Les principaux aspects examinés dans l'étude de ce secteur sont le développement de l'industrie sidérurgique dans les pays relativement peu développés et les problèmes relatifs à l'intégration, aux exportations et à la recherche technologique.

05-3 Métaux non ferreux

Les travaux relatifs à ce sous-programme se bornent pour le moment à la préparation de données pour l'Estudio Económico de América latina.

05-4 Industries forestières

Ce sous-programme est confié au Groupe consultatif FAO/CEPAL/ONUDI des industries forestières pour l'Amérique latine. Ses travaux sont fondés sur les demandes de services consultatifs reçues des gouvernements. On poursuit les préparatifs de la réunion latino-américaine sur les industries forestières qui aura lieu à Mexico en 1970. On a déjà entrepris quelques études sur la fabrication d'emballages en papier dans la région, sur les perspectives de développement de la production de papier journal et de la fabrication de panneaux de bois, et sur les scieries en Amérique latine.

05-5 Industries chimiques

On poursuivra les études dans ce secteur en vue de mieux connaître la situation régionale en ce qui concerne les divers sous-secteurs et les productions, en particulier pour ce qui est de l'intégration, des exportations et des mesures propres à promouvoir le développement de ce secteur d'activité. Parmi les activités importantes intéressant ce secteur figurent les services du conseiller régional affecté au Groupe.

05-6 Industries des équipements de base et industries mécaniques

On poursuivra les travaux dans ce secteur afin d'acquérir une meilleure connaissance de la situation régionale en ce qui concerne les divers sous-secteurs et les productions. L'étude régionale sur l'industrie automobile qui a été effectuée en 1969 sera suivie d'autres études sur d'autres branches de l'industrie mécanique. On examinera également les problèmes relatifs à l'intégration, aux exportations vers d'autres régions et aux politiques suivies en la matière. Ce sous-programme comprend également les services d'un conseiller régional. (Le sous-programme réunit maintenant les activités qui figuraient antérieurement sous les numéros 05-6, 05-7 et 05-8.)

(Industrie)

05-7 Promotion des exportations

On continuera essentiellement les travaux entrepris précédemment, notamment la préparation d'un programme de coopération technique avec le Gouvernement du Brésil 50/ en vue de promouvoir les exportations d'articles manufacturés, programme qui sera exécuté conjointement par la CEPAL, la CNUCED et l'ONUDI. Ce programme sera lancé en 1969 et sera suivi d'activités analogues dans d'autres pays de la région. (Ce sous-programme englobe celui qui figurait antérieurement sous le numéro 05-01).

05-8 Etudes spéciales

Ce projet a été récemment transféré de la Division de la politique commerciale au Programme commun d'intégration du développement industriel. Il a pour objet d'examiner les aspects macroéconomiques de la croissance industrielle.

05-9 Industries de biens de consommation

Maintenant que les études sur les textiles sont achevées, les travaux porteront essentiellement sur les industries alimentaires. Ils seront effectués conjointement avec la FAO et les recherches seront principalement orientées vers l'amélioration des conditions d'exploitation des industries existantes, vers la fabrication de produits de meilleure qualité et moins chers et vers la création de nouvelles lignes de production.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(L'achèvement des projets de ce service peut-être retardé en raison des difficultés de recrutement).

50/ Voir également les projets 02-15 "Promotion des exportations d'articles manufacturés" (Bureau de Rio de Janeiro), 02-11 "Promotion des exportations d'articles manufacturés et semi-finis" et 02-31 "Cours régional de promotion des exportations" (Division de la politique commerciale).

(Industrie)

Analyse comparative des politiques industrielles appliquées dans les pays latino-américains (05-01) (précédemment 05-04)

Cette analyse sera fondée sur les monographies de pays établies pour le Colloque international sur le développement industriel, complétées par des enquêtes directes.

Mise en oeuvre: lorsqu'on disposera des fonds nécessaires Autorisation: CEPAL 245 (XI)
Priorité: élevée
Achèvement : à déterminer

Analyse de systèmes et de mécanismes de planification industrielle en Amérique latine (05-02) (précédemment 05-05)

Cette étude a pour objet d'indiquer les mesures à prendre pour mettre en oeuvre certains systèmes de planification de ce genre et améliorer ceux qui sont déjà appliqués.

Mise en oeuvre: lorsqu'on disposera des fonds nécessaires. Autorisation: CEPAL 243 (XI)
Priorité: élevée
Achèvement : à déterminer

La transmission des connaissances techniques dans l'industrie latino-américaine (05-11)

On effectuera une étude sur la transmission des connaissances techniques par voie d'accords entre entreprises. La BID, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et la Division des finances publiques et des institutions financières du Siège collaboreront à cette étude.

Mise en oeuvre: 1969 Autorisation: CEPAL 200 (IX),
Achèvement: fin de 1969 203 (IX) et
245 (XI)
Priorité : élevée

Inventaire des connaissances techniques dans certains secteurs industriels (05-12)

Ce projet sera également exécuté en collaboration avec la BID et portera sur la somme des connaissances techniques de certains secteurs, y compris les connaissances acquises localement, sur les problèmes que pose la transmission des connaissances techniques, sur l'assimilation des techniques, leur diffusion, leur variantes, etc.

Mise en oeuvre: 1969 Autorisation: CEPAL 200 (IX),
203 (IX) et
245 (XI)
Achèvement: fin de 1970 Priorité : élevée

(Industrie)

Situation actuelle de la recherche technologique dans l'industrie sidérurgique (05-13):

Cette étude sera exécutée avec le concours de l'OEA et de l'Institut latino-américain du fer et de l'acier (ILAPA).

Mise en oeuvre: janvier 1969

Autorisation: CEPAL 200 (IX),

Achèvement: milieu de 1970

203 (IX) et

245 (XI)

Priorité : élevée

L'industrie sidérurgique dans les pays relativement peu développés (05-21) 51/

Mise en oeuvre: milieu de 1968

Autorisation: CEPAL 127 (VII)

Achèvement : milieu de 1969

Priorité : élevée

Rapport sur l'industrie du papier journal en Amérique latine (05-41) 52/

Mise en oeuvre: février 1969

Autorisation: CEPAL 202 (IX),

Achèvement: fin de 1970

236 (X)

Priorité : moyenne

Services consultatifs pour l'exécution de programmes de développement de l'industrie chimique (05-51)

Mise en oeuvre: activité permanente

Autorisation: CEPAL 162 (VIII)

Achèvement : à mesure que prendront fin les différentes activités.

Priorité : élevée

Services consultatifs pour les industries mécaniques (05-61)

Mise en oeuvre: activité permanente

Autorisation: CEPAL 207 (IX)

Achèvement : à mesure que prendront

et 249 (XI)

fin les différentes

Priorité : élevée

activités.

51/ Voir également les projets 00-71 "Problèmes économiques des pays relativement peu développés" (Division de la recherche et du développement économique), 06-33 "Les pays relativement peu développés et l'intégration agricole" (Division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture) et 08-12 "Les problèmes de transport des pays relativement peu développés" (Programme des Transports).

52/ En outre, le Groupe consultatif FAO/CEPAL/ONUDI des industries forestières pour l'Amérique latine établira trois études sur l'industrie des emballages en papier, l'industrie des panneaux de bois et les scieries en Amérique latine.

(Industrie)

L'industrie automobile en Amérique latine (05-62) 53/

Mise en oeuvre: janvier 1968 Autorisation: CEPAL 249 (XI)
Achèvement : fin de 1969 Priorité : élevée

Aspects macroéconomiques de la croissance industrielle (05-81)

Mise en oeuvre: en cours Autorisation: CEPAL 154 (IX)
Achèvement : fin de 1969 Priorité : élevée
(première phase)

Etude du coût et de la productivité de la main d'oeuvre (avec l'OIT)
(05-82) (figurait précédemment sous le numéro 02-46)

Mise en oeuvre: en cours Autorisation: CEPAL 251 (XI)
Achèvement : fin de 1970 Priorité : élevée
(première phase)

Les industries alimentaires en Amérique latine (05-91)

Mise en oeuvre: suivant les nouvelles Autorisation: CEPAL 281 (XII)
ressources disponibles
en 1970
Achèvement : à déterminer.

53/ Voir également les projets 03-23 "Echanges compensatoires d'éléments et de pièces de rechange pour l'industrie automobile" (Bureau de Bogota) et 05-621 "Problèmes de l'industrie automobile au Mexique" (Bureau de Mexico).

(Industria)

A.R.C. Prioridad alta, mediana, baja
C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
P: Profesional
C: Consultor
RA: Asesor regional
GS: Servicios generales
XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Programa Conjunto de Integración
del Desarrollo Industrial

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
MESES-HOMBRE ASIGNADOS

[illegible]

(Industria)

UNIDAD: Programa Conjunto de Integración
del Desarrollo Industrial (conclusión)

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (AFROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
05-7 Promoción de las exportaciones <u>d/</u> (no hay proyectos específicos)	A	C	10			8	1		16			10	1		18			10	-	
05-8 Estudios especiales	B	C	12			39	1		12			42	1		12			42	-	
Aspectos macroeconómicos del crecimiento industrial (05-81)		N																		
Estudio de los costos y la productividad de la mano de obra (05-82) <u>e/</u>		C																		
05-9 Industrias de consumo	A	C	10			6	1		10			8	1		13			8	1	
La industria de alimentos en América Latina (05-91)		N																		
Actividades de administración, respaldo y cooperación técnica			9			4			9			4			9			4		

a/ Este subprograma combina ahora los que anteriormente figuraban con los números 05-6, 05-7 y 05-8.

b/ Antes figuraba como 05-81.

c/ Antes figuraba como 05-82.

d/ Este subprograma incorpora al proyecto que antes figuraba como 05-01.

e/ Antes figuraba en el programa de la División de Política Comercial con el número 02-46.

(Agriculture)

SERVICE: Division mixte CEPAL/FAO PROGRAMME: 06 Développement de
de l'agriculture l'agriculture: 54/

Le programme relatif à l'agriculture, qui est mis en œuvre de concert avec la FAO, a pour but de clarifier et de résoudre les problèmes de l'agriculture latino-américaine, en mettant spécialement l'accent sur les questions suivantes: revenus et systèmes de répartition des terres; modernisation de la production agricole grâce à l'introduction de techniques nouvelles; harmonisation des politiques nationales de production; expansion du commerce intrarégional de produits agricoles; sur un plan plus général, élaboration d'une stratégie appropriée de développement agricole.

En vertu des accords passés entre la CEPAL et la FAO, la Division mixte de l'agriculture exécute toutes les tâches que lui confient les deux organismes. Elle remplit les fonctions de Division agricole de la commission et son directeur est en même temps Economiste Régional de la FAO. Outre ses travaux en matière de développement de l'agriculture en Amérique latine liés à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et en matière d'intégration de l'agriculture, la division rédige le chapitre relatif à l'agriculture qui doit figurer dans l'Estudio Económico de América Latina et collabore avec la FAO à la préparation de l'étude intitulée La situation de l'alimentation et de l'agriculture. Elle prépare également des documents pour diverses réunions convoquées par la CEPAL; par la FAO ou par d'autres organisations internationales, et participe à ces réunions; elle collabore avec l'ILPES à l'établissement de rapports, à des cours de formation et à des missions de consultants; elle coopère avec le Comité interaméricain du développement agricole (CIDA), la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres organisations régionales et internationales à la préparation et à la discussion de documents techniques, et elle participe à des missions mixtes; elle collabore avec la FAO à l'établissement du Plan indicatif mondial (Amérique latine) et participe aux travaux du Comité consultatif technique du Plan d'Ottawa de l'OIT.

54/ En 1968, la Division mixte a assumé la responsabilité technique des programmes de la Section de l'agriculture du Bureau de Mexico, q.v. Voir également d'autres activités de développement agricole dans les sections consacrées au Bureau des Antilles et au Bureau de Bogota.

(Agriculture)

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

06-0 Planification et développement agricoles

Ce projet comprend la préparation annuelle des données pour les documents de référence et les études destinées aux Conférences régionales de la FAO en Amérique latine et aux sessions de la CEPAL, ainsi que la préparation, selon les besoins, de données sur des problèmes économiques particuliers de l'agriculture. On accorde une attention particulière au rassemblement des renseignements nécessaires pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et pour le Plan indicatif mondial de la FAO pour l'agriculture. Environ deux mois seront consacrés chaque année à la collaboration avec l'ILPES, notamment en ce qui concerne la formation dispensée par ce dernier en matière de planification de l'agriculture, les activités de ses missions consultatives et ses travaux de recherche.

06-3 Etude sur le développement agricole intégré de l'Amérique latine

Une analyse systématique de la production, de la consommation et du commerce des principaux produits agricoles des onze pays de l'ALALE a été entreprise en 1967 et s'est poursuivie en 1968. Sur la base de cette analyse et d'autres études de produits, on pourra établir un tableau général du commerce intrarégional des produits agricoles et proposer des moyens et des mesures propres à développer ce commerce d'une manière coordonnée. Ce sous-programme comprend également une assistance directe permanente à l'ALALE par l'intermédiaire des économistes de la FAO détachés à Montevideo. En 1969 et en 1970, on fournira aussi une aide à l'Association de libre-échange des Antilles (CARIFTA) ainsi qu'au Groupe des Andes.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

Données pour les documents de référence (06-01)

Ce projet consiste à préparer les études qui doivent être publiées dans l'Estudio Económico de América latina (CEPAL) et dans La Situación de l'alimentation et de l'agriculture (FAO).

Mise en oeuvre: janvier (annuellement) Autorisation: CEPAL 271 (XII) et
Achèvement: décembre (annuellement) 281 (XII)

Priorité: élevée

(Agriculture)

Stratégie du développement (Deuxième Décennie du développement). (06-02)

Vers le milieu de 1969, une réunion sera organisée à Santiago sous les auspices de la FAO et des organismes nationaux de planification agricole et générale afin d'examiner la méthodologie et les conclusions préliminaires du Plan indicatif mondial pour la région sud-américaine. On examinera également à cette occasion le document établi par la Division mixte CEPAL/FAO (E/CN.12/829) à l'intention de la treizième session de la Commission, dans lequel sont étudiées les possibilités de développement agricole en Amérique latine.

Mise en oeuvre: 1969

Achèvement: milieu de 1969

Autorisation: CEPAL 271 (XII) et
281 (XII)

Priorité: élevée

Production, consommation et commerce de la viande et du riz dans les pays de l'ALALE (06-31)

Cette étude a pour objet d'analyser et de recommander des mesures concrètes pour développer le commerce intrarégional des produits agricoles et harmoniser les politiques de production nationales dans les pays de l'Association latinoaméricaine de libre-échange. Des rapports distincts seront établis pour chacun des produits susmentionnés. On a déjà établi les avant-projets des rapports relatifs au blé, au maïs et au sucre et ces rapports ont été distribués aux gouvernements des pays membres ainsi qu'au secrétariat de l'ALALE, pour examen et observations.

Mise en oeuvre: 1968

Achèvement: milieu de 1969

Autorisation: CEPAL 265 (XII) et
281 (XII)

Priorité: élevée

Production, consommation et commerce du coton, du café, du cacao, des produits laitiers, du tabac et de la laine dans les pays de l'ALALE (06-02)

Le but de cette étude est d'analyser et de recommander des mesures concrètes pour développer le commerce intrarégional des produits agricoles et harmoniser les politiques nationales de production dans les pays de l'Association latinoaméricaine de libre-échange. Des rapports distincts seront établis pour chacun des produits susmentionnés.

Mise en oeuvre: 1969

Achèvement: milieu de 1970

Autorisation: CEPAL 265 (XII) et
281 (XII)

Priorité: élevée

Les pays relativement peu développés et l'intégration agricole
(06-33) 55/

Ce projet complète un projet confié à la Division de la recherche et du développement économique. Il s'agit d'une participation à des missions consultatives envoyées dans les pays intéressés.

Mise en oeuvre: activité permanente Autorisation: CEPAL 251 (XI) et
Achèvement: pas de date déterminée 254 (XI)
Priorité: moyenne

Services consultatifs en matière d'intégration agricole (06-34)

La Division mixte a détaché à Montevideo il y a quelques années un économiste (FAO) qui conseille directement le Secrétariat de l'ALALE en matière d'intégration agricole. En 1969, ces services seront également fournis, sans augmentation de personnel, au Groupe des Andes, dont le bureau de coordination est à Bogota. On se propose de prêter la même forme d'assistance à la CARIFTA. Dans ce dernier cas, les services consultatifs seront fournis principalement par l'intermédiaire de la Section de l'agriculture du bureau de Mexico.

Mise en oeuvre: activité permanente Autorisation: CEPAL 251 (XI) et
Achèvement: à mesure que prendront 254 (XI)
fin les différentes Priorité: moyenne
activités

55/ Voir également les projets 00-71 "Problèmes économiques des pays relativement peu développés" (Division de la recherche et du développement économique), 08-12 "Les problèmes de transport des pays relativement peu développés" (Programme des transports) et 05-21 "L'industrie sidérurgique dans les pays relativement peu développés" (Programme commun d'intégration du développement industriel).

(Agricultura)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja

C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo

P: Profesional

C: Consultor

RA: Asesor regional

GS: Servicios generales

XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: División Agrícola Conjunta CEPAL/FAO

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS			A B C	C N	1969 (APROBADO)					1970 (SOLICITADO)					1971 (PROYECTADO)							
					PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	PRESUPUESTO ORDINARIO				XB			
					P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
06-0	Planificación y Desarrollo Agrícola	A	C	22				4	26	22				6	26	22				6	26	
	Material para los documentos de referencia (06-01)		C																			
	Estrategia para el desarrollo (II DD) (06-02)		N																			
06-3	Estudio sobre el Desarrollo Agrícola Integrado de América Latina	A	C	24				6	16	24				12	16	24				12	16	
	Producción, Consumo y Comercio de carne y arroz en los países de la ALALC (06-31)		C																			
	Producción, consumo y comercio de algodón, café, cacao, productos lácteos, tabaco y lana en los países de la ALALC (06-32)		C																			
	Los países de menor desarrollo relativo y la integración agrícola (06-33)		C																			
	Servicios de asesoramiento en materia de integración agrícola (06-34)		C																			
	Actividades de administración, respaldo y cooperación técnica			2				2	6	2				6	6	2				6	6	

SERVICE: Programme relatif aux
ressources naturelles
et à l'énergie

PROGRAMME: 07 Ressources naturelles
et énergie 56/

Le Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie consiste à évaluer certaines des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables de la région et à faire des études pour faciliter leur exploitation économique et leur conservation. Il s'agit notamment de faire, en collaboration avec l'OMM et, depuis 1965, avec l'OMS, une étude des ressources en eau de la région et de leurs utilisations, présentes et futures, et aussi d'étudier des méthodes de production et d'utilisation de toutes les formes d'énergie ainsi que leur programmation en rapport avec le développement économique et social des pays d'Amérique latine et d'évaluer les ressources hydro-électriques et autres ressources en énergie. Pour certaines de ces activités, la CEPAL a des consultations avec le PNUD (Fonds spécial) et avec la Banque interaméricaine de développement et envisage de collaborer étroitement avec la Division des ressources naturelles et des transports de l'ONU. En outre, ce service conseille, dans une certaine mesure, le Fonds spécial, au sujet de projets éventuels, et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Pour étudier les ressources en eau de l'Amérique centrale, tous les travaux sont faits en coopération avec la Section des transports et de l'infrastructure du Bureau de Mexico.

Les tendances actuelles indiquent qu'au cours des prochaines années, ce service fera surtout des recherches et des études, par pays, par région et par sous-région, sur les ressources en énergie, en eau et les ressources minérales ainsi que sur leur utilisation, présente et future. C'est là une activité régulière du service, qui a pour objet de promouvoir l'utilisation rationnelle de ces ressources aux fins du développement économique et social. Ces travaux prennent diverses formes: études générales, missions spéciales, réunions d'experts, cycles d'études, publications, etc. Les missions d'étude des ressources en eau, qui doivent opérer sur place, sont envoyées dans les pays à la demande des gouvernements intéressés.

56/ Pour les autres activités dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie voir Bureau de Mexico.

(Ressources naturelles)

DESCRIPTION DES SCUS-PROGRAMMES, 1969-1975

07-0 Énergie

Ce service prépare chaque année pour l'Estudio económico de América Latina des éléments d'information sur le secteur de l'énergie (production, commerce et consommation de pétrole et de dérivés du pétrole, de gaz naturel, d'énergie électrique, de charbon, etc.) et établit régulièrement des séries statistiques pour l'Estudio.

Il fournit une assistance technique aux organismes techniques gouvernementaux sur des questions économiques et techniques et organise des cycles d'étude et réunions pour élucider les problèmes techniques et économiques que pose l'approvisionnement en énergie électrique.

Il continuera à faire régulièrement des études économiques sur l'énergie électrique et le pétrole pour étudier l'évolution de ces ressources et suggérer des idées utiles aux gouvernements. Il prévoit de faire des études, qui prendront plusieurs années, sur la consommation économique de l'énergie (utilisation de différentes sources d'énergie à des fins différentes), y compris une analyse de l'efficacité globale.

07-1 Ressources en eau

Depuis quelques années, la CEPAL fait une étude systématique des ressources en eau de l'Amérique latine, en collaboration avec les organismes compétents des pays intéressés.

Ce sous-programme doit permettre de déterminer quelles sont les ressources en eau existantes, quelles sont leurs caractéristiques dans chaque bassin fluvial et comment il faudrait les utiliser pour faciliter le développement économique et social. L'étude porte non seulement sur les questions économiques et techniques, mais aussi sur les questions juridiques et d'organisation administrative.

Toutes les utilisations de l'eau sont étudiées (eau potable, irrigation, utilisation à des fins industrielles, production d'énergie, élimination des eaux usées, navigation, etc.) ainsi que les effets nuisibles de l'eau (régularisation des eaux, inondations, pollution des eaux, lutte contre l'érosion).

On compte que les gouvernements continueront à demander l'aide de la CEPAL, en particulier pour l'étude des bassins fluviaux et l'établissement des priorités lorsque l'eau peut être utilisée à des fins qui se font concurrence.

07-2 Autres ressources naturelles

Ce sous-programme, qui concerne principalement les ressources minérales, s'est moins développé que les deux précédents. Il consiste surtout à rassembler des éléments d'information aux fins de publication dans l'Estudio económico de América Latina.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(Certains de ces projets ne seront exécutés que si l'on dispose de nouvelles ressources en 1970).

Développement de l'énergie électrique (07-01)

Des réunions latino-américaines sont organisées avec les autorités des divers pays. Ce service fournit aussi des services consultatifs techniques sur des questions relatives à l'énergie électrique aux organismes officiels de divers pays.

Mise en oeuvre:	permanente	Autorisation:	CEPAL 99 (VI)
Achèvement:	lorsque les différentes activités se terminent	Priorité:	moyenne

Etude des ressources pétrolières et de leur utilisation en Amérique latine (07-02)

Cette étude sera revue pour être publiée.

Mise en oeuvre:	1967	Autorisation:	CEPAL 99 (VI)
Achèvement:	à la mi-70	Priorité:	moyenne

Economie de la consommation d'énergie (07-03)

Cette étude traitera des diverses utilisations possibles de différentes sources d'énergie pour divers types de consommateurs. Elle est conçue pour aider les autorités à arrêter des politiques coordonnées en matière d'énergie.

Mise en oeuvre:	mi-1969	Autorisation:	CEPAL 99 (VI)
Achèvement:	mi-1972	Priorité:	élevée

(Ressources naturelles)

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (07-08)

Ce projet fait suite aux travaux effectués pour la treizième session de la Commission. Le service continuera à étudier les tendances dans les secteurs des ressources en énergie, des ressources minérales et des ressources en eau et à définir les principaux problèmes et les objectifs probables.

Mise en oeuvre: mi-1969

Autorisation: résolution 2305 (XXII)

Achèvement: début 1971

de l'Assemblée générale

Priorité: élevée

Programme quinquennal de mise en valeur des ressources naturelles (07-09)

La Division des ressources et des transports du Siège de l'ONU dirigera et coordonnera les travaux relatifs à ce projet. Les travaux ont déjà commencé en Amérique centrale et commenceront sous peu en Amérique du Sud. Ils porteront sur les ressources en eau, en énergie et sur les ressources minérales.

Mise en oeuvre: mi-1969

Autorisation: CEPAL 131(VII), 165(VIII)

Achèvement: mi-1972

et 166(VIII)

Priorité: élevée

Ressources en eau de l'Amérique centrale (07-11) 57/

Cette étude vise à mettre au point des directives pour l'utilisation de l'eau à des fins multiples dans le cadre régional ou national. Le Bureau de Mexico dirige le projet, mais c'est le Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie qui fournit les experts et donne des avis techniques sur différentes questions.

Mise en oeuvre: 1967

Autorisation: CEPAL 204(IX) et

Achèvement: fin 1969

CCE 139

Priorité: élevée

Ressources en eau du Paraguay (07-12)

Les travaux sur le terrain sont terminés et il reste à établir le rapport.

Mise en oeuvre: début 1969

Autorisation: CEPAL 166(VII) et 204 (IX)

Achèvement: 1970

Priorité: élevée

57/ Voir aussi le projet 04-44 "Ressources en eau" sous la rubrique "Bureau de Mexico".

Ressources en eau de l'Uruguay (07-13)

Le rapport sur les ressources en eau de l'Uruguay sera révisé.

Mise en oeuvre: 1969

Autorisation: CEPAL 204(IX)

Achèvement: fin 1970

Priorité: élevé

Aménagement du bassin du Rio de la Plata (07-14) 58/

Le secrétariat sera en mesure de collaborer, à la demande des gouvernements, à certaines études concernant les travaux préparatoires nécessaires pour exécuter un ou plusieurs des projets approuvés à la réunion des Ministres des relations extérieures (Santa Cruz de la Sierra, mai 1968). Les travaux prendront vraisemblablement plusieurs années et seront faits en collaboration avec des experts des pays intéressés et d'autres organisations internationales.

Mise en oeuvre: à la demande des
gouvernements
intéressés

Autorisation: CEPAL 166(VIII) et
204 (IX)

Priorité: élevée

Achèvement: à déterminer

Etude des ressources minérales et de l'industrie extractive (07-21)

Le service étudie les ressources minérales et l'industrie extractive pour mettre à jour et compléter les travaux faits précédemment sur ces questions.

Mise en oeuvre: permanente

Autorisation: CEPAL 239 (X)

Achèvement: chaque année

Priorité: moyenne

58/ Voir également le projet 08-13: "Problèmes de transport que pose l'aménagement intégré du bassin du Rio de La Plata" (Programme relatif aux transports).

(Recursos Naturales)

A, B, C: Prioridad alta, mediana, baja
 C, N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Programa de Recursos
 Naturales y Energía

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS
 Y MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
07-0 Energía	A	C	23	3	9	24			24	3	5	22			24	3	5	22		
Desarrollo de la energía eléctrica (07-01)		C																		
Estudio de los recursos petroleros y su utilización en América Latina (07-02)		C																		
Economía del consumo de energía (07-03)		N																		
Segundo decenio para el desarrollo (07-08)		N																		
Programa quinquenal para el desarrollo de los recursos naturales (07-09)		N																		
07-1 Recursos hidráulicos	A	C	8		33	26	24		16		26	16	24		16		26	16	24	
Recursos hidráulicos de Centroamérica (07-11)		C																		
Recursos hidráulicos del Paraguay (07-12)		C																		
Recursos hidráulicos del Uruguay (07-13)		C																		
Desarrollo de la cuenca del río de la Plata (07-14)		N																		
07-2 Otros recursos naturales	B	C	15	3	2	20			16	3	2	18			16	3	2	18		
Estudio de los recursos minerales y la minería (07-21)		C																		
Actividades de administración, de respaldo y cooperación técnica			2			2			4		3	4			4		3	4		

SERVICE: Programme des transports

PROGRAMME: O8 Transports 59/

Le Programme concerne tous les aspects économiques du domaine des transports et de ses divers secteurs dans la région, ainsi que les problèmes techniques et opérationnels. Il vise à étudier les problèmes que posent le développement, l'amélioration et la modernisation des transports, en vue d'accélérer le développement et l'intégration économiques, à l'échelon national et régional, compte tenu a) des résolutions adoptées et des recommandations faites par la CEPAL et ses organes subsidiaires ainsi que par le Conseil économique et social et la CNUCED, lorsque ces résolutions ou recommandations ont des implications régionales, et b) des besoins qui découlent d'accords de coopération avec d'autres organismes régionaux, surtout l'ALALE, ou de demandes de gouvernements ou groupes de gouvernements de la région. A cet égard, le programme relatif aux transports est exécuté en collaboration étroite avec d'autres Divisions et Programmes de la CEPAL pour ce qui est des problèmes de transports dans le domaine du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de la mise en valeur des ressources naturelles, etc. Dans les années à venir, les travaux seront vraisemblablement axés sur les objectifs de la stratégie internationale des Nations Unies pour le développement dans les années 70.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975 60/

O8-0 Situation générale et problèmes relatifs à la politique nationale des transports et à la coordination des transports

En ce qui concerne leur politique nationale des transports et la coordination des transports, les gouvernements de la région continuent à se heurter à des problèmes de plus en plus complexes qui font l'objet de controverses et dont la plupart ne sont toujours pas résolus. Il est donc particulièrement important pour aider les gouvernements dans ce

59/ Voir aussi Bureau des Antilles et Bureau de Mexico.

60/ On a modifié la présentation du programme de travail pour la rendre plus claire, mais la nature des sous-programmes demeure la même. Les noms de certains sous-programmes ont été légèrement modifiés et on en a ajouté deux nouveaux, à savoir, O8-6 "Transports aériens" et O8-7 "Tourisme" (Les numéros O8-6 et O8-7 désignaient auparavant les sous-programmes "Communications" et "Cycle d'études et Groupes de travail d'experts chargés des problèmes des transports intra-régionaux").

(Transports)

domaine d'étudier les problèmes et l'évolution des transports dans les pays de la région et, le cas échéant, dans d'autres parties du monde. Le développement coordonné des transports est un facteur essentiel pour le développement et l'intégration économiques des pays et de toute la région. Les nouveaux progrès scientifiques et techniques qui risquent d'entraîner à l'avenir des changements profonds de la structure technique et économique du système des transports compliquent encore la situation.

08-1 Transports et intégration régionale 61/

Il s'agit d'un certain nombre de projets hautement prioritaires et complémentaires. Ils concernent tous l'étude de problèmes et l'élaboration de recommandations touchant l'expansion et l'amélioration des réseaux de transports régionaux et sous-régionaux qui sont indispensables pour l'intégration économique régionale, le développement économique et le commerce.

08-2 Transports maritimes 61/

C'est là un domaine extrêmement important pour la région, étant donné, notamment, que a) sauf, dans certains cas, pour le Mexique, les échanges avec les autres parties du monde se font par mer; b) s'il est nécessaire de développer de plus en plus les transports terrestres pour faciliter l'intégration régionale et le commerce, la plus grande partie des échanges intra-régionaux continuera aussi pendant longtemps à se faire par mer; c) les flottes marchandes des pays de la région ne représentent qu'une petite proportion, de plus en plus faible, du tonnage mondial et leurs recettes brutes ne représentent que 11 pour cent environ du total des recettes provenant du transport des marchandises entrant dans le commerce extérieur de la région, et d) les paiements pour le transport des marchandises sont un des postes les plus déficitaires de la balance des paiements des pays de la région.

La CEPAL a élaboré un programme systématique d'études fondamentales sur les transports maritimes, qui sera exécuté au fur et à mesure que les ressources le permettront. Les travaux sont faits en collaboration étroite avec la CNUCED et l'ALALE, notamment en ce qui concerne l'application de l'accord sur les transports fluviaux et maritimes des pays membres de l'ALALE.

Ces dernières années, le programme de travail sur les transports maritimes a été exécuté comme programme conjoint de la CEPAL et de l'OEA. Mais les ressources que l'OEA fournit à cette fin seront épuisées au premier trimestre de 1969.

61/ Le Bureau des Antilles collabore à ces deux programmes.

08-3 Routes et transports routiers

Les pays de la région ont fait et continuent à faire des efforts considérables pour développer leurs réseaux routiers, et les transports routiers sont devenus le secteur le plus important des transports intérieurs. Néanmoins, tout récemment, la longueur totale des routes pavées et des routes carrossables en toute saison de l'Amérique latine ne représentait que 2,2 pour cent et 3,2 pour cent respectivement du réseau routier mondial (à l'exclusion de l'Union Soviétique et de la Chine continentale). Une des insuffisances les plus graves du réseau routier latino-américain est le petit nombre des routes internationales.

08-4 Transports ferroviaires

En dépit des efforts faits ces dernières années dans certains pays, les chemins de fer de la région continuent à se heurter à de très graves problèmes: modernisation et réparation des réseaux existants, amélioration de leur fonctionnement, déficits financiers considérables. En outre, le volume du trafic ferroviaire international en Amérique latine est actuellement très faible et les chemins de fer pourraient certainement contribuer bien davantage à l'intégration et au commerce de la région.

08-5 Transports fluviaux

Les transports fluviaux et par voies d'eau intérieures pourraient avoir une grande importance pour le développement économique national et pour l'intégration régionale des divers pays de la région. Mais il reste beaucoup à faire pour rendre les fleuves plus navigables, moderniser les flottes fluviales et la gestion des opérations et développer les transports fluviaux en général, en particulier dans tout l'intérieur du continent latino-américain.

08-6 Transports aériens

Le transport aérien de voyageurs a une grande importance dans la région, aussi bien à l'intérieur de chaque pays qu'entre les pays, du fait que les distances sont si grandes. Le développement du transport aérien des marchandises est encore plus important, tant du point de vue régional que pour le développement de certaines zones de l'intérieur du continent. Il faudra étudier tout particulièrement à l'avenir les possibilités de coopération entre les compagnies aériennes de la région. (Dans le programme de travail précédent, le projet 08-6 figurait sous la rubrique "Communications").

08-7 Tourisme ^{62/}

L'intérêt du tourisme comme facteur de développement économique dans certains pays d'Amérique latine a retenu de plus en plus l'attention

^{62/} Le Bureau des Antilles collabore à l'exécution de ce sous-programme.

(Transports)

ces dernières années, du fait surtout que la question a été étudiée au cours des sessions de la CNUCED et des réunions de ses organes. ... A l'exception du Mexique; de l'Amérique centrale et des Antilles, les pays d'Amérique du sud n'ont guère profité de la grande expansion du tourisme international dans le monde, qui doit se poursuivre au cours de la prochaine décennie. (Dans le programme de travail précédent, le projet 08-7 était intitulé "Cycles d'études et groupes de travail sur les problèmes intra-régionaux des transports").

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(Certains projets ne seront exécutés que si l'on dispose de nouvelles ressources en 1970).

Transports et intégration physique de l'Amérique latine (08-11)

Ce projet consistera en particulier à analyser: a) la situation et l'état actuel des routes internationales existant dans la région; b) les besoins en ce qui concerne la construction de nouvelles routes, y compris les projets actuellement à l'étude et une évaluation de leur importance économique; et c) d'une manière générale, les problèmes que pose l'aménagement progressif d'un réseau régional de transport, en particulier d'un réseau routier, qui serait un facteur essentiel de l'intégration économique régionale, comme les Présidents des Etats américains l'ont souligné dans leur Déclaration (Punta del Este, avril 1967).

Mise en oeuvre: mi-1969

Autorisation: CEPAL 251 (XI)

Achèvement: mi-1970 (premier stade)

Priorité: élevée

Les problèmes de transport des pays relativement peu développés (08-12) 63/

Ce projet, qui a commencé par une enquête sur la Bolivie, consistera à étudier les besoins en matière de développement régional et national des transports dans les pays relativement peu développés, pour accélérer leur développement économique global et pour qu'ils puissent mieux profiter des avantages de l'intégration économique régionale.

Mise en oeuvre: mi-1969

Autorisation: CEPAL 254(XI) et

Achèvement: à déterminer

265 (XII)

Priorité: élevée

63/ Voir aussi le projet 00-71 "Aspects économiques des pays relativement les moins développés" (Division de la recherche et du développement économique), le projet 05-21 "L'industrie sidérurgique dans les pays relativement les moins développés" (Programme conjoint d'intégration du développement industriel) et projet 06-33 "Les pays relativement les moins développés et l'intégration agricole" (Division commune CEPAL/FAO de l'agriculture).

Problèmes de transport que pose l'aménagement intégré du bassin du Rio de la Plata (08-13) 64/

La CEPAL est étroitement associée aux efforts des gouvernements en ce qui concerne l'aménagement économique régional intégré du bassin du Rio de la Plata, qui a fait l'objet de diverses résolutions adoptées à la conférence des ministres de Relations Extérieures (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, mai 1968). Le Comité de coordination établi par les gouvernements intéressés examine actuellement ce programme d'études et la participation éventuelle de la CEPAL à son exécution.

Mise en oeuvre: à la demande des gouvernements Autorisation: CEPAL 265(XII)
Priorité: élevée
Achèvement: à déterminer

Les problèmes de transports maritimes en rapport avec le programme de travail et les activités de la CNUCED (08-22)

Il s'agit là d'une activité régulière qui implique: a) la coopération avec le secrétariat de la CNUCED pour toutes les parties du programme de travail de la Commission des transports maritimes de la CNUCED qui concernent la région de la CEPAL; et b) l'établissement d'études et de rapports sur les questions relatives aux transports maritimes qui sont à l'ordre du jour des sessions de la CNUCED, du Conseil du commerce et du développement et de la Commission des transports maritimes pour aider les gouvernements de la région à adopter un point de vue commun sur ces questions. (Ce projet portait précédemment le numéro 08-1).

Mise en oeuvre: permanente Autorisation: CC 18(IV)
Achèvement: à mesure que les travaux se terminent Priorité: élevée

Coûts et rentabilité des ports en Amérique latine (08-23)

Il s'agit d'une étude comparative sur la rentabilité de certains ports de la région pour déterminer quels sont les principaux facteurs qui expliquent le taux de productivité insuffisant et pour établir des critères rationnels afin d'évaluer les améliorations à apporter aux méthodes de gestion et les investissements nécessaires pour moderniser les ports.

Mise en oeuvre: 1970, selon les ressources disponibles Autorisation: CEPAL 69(VI), 222(X) et CC 18(IV)
Priorité: élevée
Achèvement: 1971

64/ Voir aussi le projet 07-14 "Aménagement du bassin du Rio de la Plata" (Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie).

Etablissement et fonctionnement d'un mécanisme consultatif, aux échelons national et régional, entre les conseils de chargeurs, les conférences maritimes et les armateurs (08-24)

Conformément à diverses résolutions de la CNUCED et au programme de travail de sa Commission des transports maritimes, la CEPAL encourage l'établissement de Conseils de chargeurs dans divers pays de la région. Elle s'efforce actuellement d'établir un Conseil régional de chargeurs en Amérique centrale et aussi dans les pays membres de l'Association de libre échange des Antilles (CARIFTA).

Ces travaux ont un caractère permanent et consistant, notamment, à assurer la liaison avec les conseils de chargeurs, auxquels la CEPAL communique des informations utiles pour leurs activités et des renseignements sur ce que fait la CEPAL dans ce domaine. En 1969 et 1970, la CEPAL s'occupera de promouvoir l'établissement de mécanismes de consultation entre les conseils de chargeurs existants et les conférences maritimes et armateurs.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: à mesure que les
différentes activités se terminent

Autorisation: CC 18
Priorité: élevée

Transports routiers nationaux et internationaux en Amérique latine (08-31)

La CEPAL fait actuellement une étude sur les transports routiers nationaux et internationaux en Amérique latine. Cette étude traitera: a) des règlements juridiques et administratifs qui régissent les transports commerciaux de voyageurs et de marchandises par la route; b) de la situation économique du secteur des transports routiers et de ses problèmes dans divers pays; et c) des moyens de développer et de faciliter les transports routiers internationaux entre les pays d'Amérique latine.

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: mi-1969

Autorisation: CEPAL 222(X) et
CC 18(IV)
Priorité: élevée

Préparation et application d'une convention régionale sur les transports terrestres dans les pays de l'ALALE; aspects relatifs au transport automobile (08-32)

En coopération étroite avec l'ALALE, la CEPAL a établi un avant-projet de convention qui a été examiné à une réunion du Comité des transports de l'ALALE, en août 1968. A cette réunion, le secrétariat de la CEPAL a présenté un document sur les règlements qui régissent les transports routiers dans un certain nombre de pays. D'autres réunions sont prévues pour 1969 pour examiner le projet de convention. A cette fin, l'étude intitulée "Transports routiers nationaux et internationaux en Amérique latine" (projet 08-31) sera sûrement très utile. Etant donné la diversité des problèmes qui se posent, il faudra travailler à ce projet pendant plusieurs années.

Mise en oeuvre: permanente
Achèvement: au fur et à mesure
que les travaux se terminent

Autorisation: CEPAL 222(X) et CC 18(IV)
Priorité: élevée

Chemins de fer internationaux et lignes de raccordement en Amérique latine (08-41)

Il s'agit d'étudier les conditions techniques et de fonctionnement, le volume et la composition du trafic, les tarifs, en particulier pour les marchandises, et les accords visant à faciliter les transports sur toutes les voies internationales et lignes de raccordement existantes en Amérique latine. Cette étude doit permettre d'élaborer les mesures à prendre pour que les transports ferroviaires puissent jouer le rôle qui leur revient dans l'intégration et le commerce de la région.

On estime que cette étude est tout-à fait indispensable, étant donné la coopération étroite établie dans ce domaine avec l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) et les objectifs de la convention régionale sur les transports terrestres qui a été proposée pour les pays de l'ALALE.

Mise en oeuvre: 1967
Achèvement: fin 1969

Autorisation: CEPAL 222(X) et CC 18(IV)
Priorité: élevée

Travaux complétant ceux du Cycle d'études sur les statistiques ferroviaires et la comptabilité des prix de revient des chemins de fer latino-américains (08-42) (Auparavant 08-71)

Ce cycle d'études a eu lieu en novembre 1968 et les travaux dans ce domaine se poursuivront en 1969, 1970 et 1971, en ce qui concerne notamment l'application des conclusions et recommandations formulées par le cycle d'études pour améliorer la quantité et la qualité des données sur les chemins de fer.

Mise en oeuvre: 1968
Achèvement: fin 1969

Autorisation: CEPAL 254 (XI)
Priorité: élevée

Etude générale sur les transports fluviaux en Amérique latine (08-51)

Malgré l'importance que les transports fluviaux devraient avoir, il n'a pas été possible, faute de ressources, de faire une étude systématique des problèmes des transports fluviaux en Amérique latine. Ce projet devrait permettre d'étudier: a) la navigabilité des rivières les plus importantes pour le développement économique et l'intégration nationales et régionales, et les moyens de l'amélioration; b) les moyens de faciliter les transports par voies d'eau intérieures, d'améliorer leur fonctionnement et de moderniser les flottes fluviales et les ports intérieurs; c) la possibilité de conclure des accords régionaux pour promouvoir et faciliter les transports sur les rivières navigables qui présentent un intérêt pour plusieurs pays.

Mise en oeuvre: mi-1970
Achèvement: mi-1971

Autorisation: CEPAL 254 (XI)
Priorité: élevée

(Transporte)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extra-presupuestario

UNIDAD: Programa de Transporte

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
 MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS a/	A B C	C N	1969 (APROBADO)				1970 (SOLICITADO)				1971 (PROYECTADO)			
			PRESUPUESTO				PRESUPUESTO				PRESUPUESTO			
			ORDINARIO				ORDINARIO				ORDINARIO			
			P	C	RA	GS	P	C	RA	GS	P	C	RA	GS
08-0 Situación general y problemas relativos a la política de transporte nacional y a la coordinación del transporte (no hay proyectos específicos)	B	C	2			2		3		3		7		3
08-1 Transporte e integración regional	A	C	9		6	7		10		10		9		10
El transporte y la integración física en América Latina (08-11)		N												
Los problemas de transporte de los países de menor desarrollo relativo (08-12)		C												
Los problemas de transporte relativo al desarrollo integrado de la Cuenca del río de la Plata (08-13)		N												
08-2 Transporte marítimo	A	C	18	12		12	4	18	12	14		30	12	10
Los problemas de transporte marítimo relacionados con el programa de trabajo y las actividades de la UNCTAD (08-22)		C												
Costos y eficiencia de los puertos en América Latina (08-23)		C												
Establecimiento y funcionamiento de un mecanismo consultivo nacional y regional entre los consejos de usuarios del transporte marítimo y las conferencias de fletes y armadores (08-24)		C												
08-3 Carreteras y transporte por carretera	A	C	6			4		6		5		14		5
Transporte nacional e internacional por carretera en América Latina (08-31)		C												
Preparación y aplicación de un convenio regional sobre transporte terrestre en los países de la ALALC: aspectos relacionados con el transporte automotor (08-32)		N												
08-4 Transporte ferroviario	B	C	6			4		6		5		10		5
Vías ferreas y conexiones internacionales en América Latina (08-41)		C												
Trabajos complementarios del Seminario sobre Estadísticas, Contabilidad y Costos ferroviarios (08-42)		N												
08-5 Transporte fluvial	A	C	2			2		6		3		2		3
Estudio general de transporte fluvial en América Latina (08-51)		C												
08-6 Transporte aéreo (no hay proyectos específicos)	B	N	2		6	2		6		2		4		3
08-7 Turismo (no hay proyectos específicos)	B	N	-		-	-		2		2		5		3
Actividades de administración de respaldo y de cooperación técnica			3			3		3		4		3		4

a/ Los títulos de algunos subprogramas han sido modificados con respecto al programa de trabajo anterior y se han agregado dos subprogramas nuevos, sobre transporte aéreo y turismo.

SERVICE: Division de statistique

PROGRAMME: 09 Statistique ^{65/}

Ce programme comporte la collecte, l'analyse et la présentation de statistiques pour l'usage du secrétariat de la CEPAL et aux fins de la communication de renseignements sur les affaires économiques et sociales en général. Dans le cadre du programme général du Bureau de statistique de l'ONU, on s'attache à promouvoir le développement des statistiques nationales et l'amélioration de la comparabilité internationale. La Division participe au programme régional d'assistance technique. La liaison est maintenue avec les activités régionales des institutions spécialisées et avec l'Institut interaméricain de statistique.

Les programmes de base de la Division de statistique porte sur les domaines suivants: statistiques du commerce extérieur, comptes nationaux, statistiques industrielles et commerciales, statistiques agricoles et statistiques démographiques et sociales. (Les travaux en matière de statistiques agricoles sont limités, afin d'éviter les doubles emplois avec les activités de la FAO).

Les objectifs de base resteront les mêmes que par le passé, mais le rayon d'action devrait être étendu de manière à couvrir les statistiques de transports, les statistiques monétaires et financières (y compris la balance des paiements), les statistiques du travail et l'utilisation d'un ordinateur installé à la CEPAL, sous réserve de la disponibilité de nouvelles ressources. Il faudra s'attacher particulièrement à l'élaboration d'un programme de statistiques de base dans divers pays, ce qui facilitera l'application et le contrôle d'un plan général de développement économique et social.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

09-1 Séries statistiques

Ces séries couvrent tous les principaux champs d'activité, c'est-à-dire la démographie et les questions sociales, les comptes nationaux, le commerce extérieur, l'industrie extractive, l'industrie manufacturière, la construction et l'électricité, l'agriculture et l'élevage, les transports, la main-d'œuvre et les prix. Les données de base sont tenues à jour et une liaison étroite est assurée avec le Bureau de statistique de l'ONU, les institutions spécialisées et les gouvernements.

^{65/} Voir d'autres activités en matière de statistique dans la section consacrée au Bureau de Mexico.

(Statistique)

09-2 Services consultatifs régionaux en matière de statistiques

Sur la demande des pays membres, la CEPAL fournit des services consultatifs en matière de statistiques. Elle dispose à cette fin de conseillers régionaux détachés à la CEPAL au titre du programme régional du Bureau de la coopération technique de l'ONU. Le personnel du Secrétariat participe aussi à cette activité, soit par correspondance, soit sur le terrain si les ressources le permettent.

09-3 Réunions et cycles d'études

L'organisation de ces réunions dépend de l'allocation des fonds nécessaires par le Bureau de la coopération technique. Le Secrétariat établit des documents spécialisés pour chaque réunion. Les réunions indiquées plus bas peuvent être remplacées par d'autres, suivant les besoins du programme mondial. Toutes les réunions sont organisées en coopération étroite avec le Bureau de statistique de l'ONU.

09-4 Programme minimum de statistiques de base

Etant donné qu'il est souhaitable d'établir un programme minimum de statistiques de base pouvant aider les pays et les organisations internationales à formuler et à exécuter leurs plans de développement, il conviendra d'accorder à ce projet une attention particulière. Comme il est lié aux travaux de l'Institut interaméricain de statistique et vu l'intérêt qu'y porte l'ILPES, il y aura lieu de maintenir d'étroites relations de travail avec ces deux organismes. L'importance de ce projet est encore accrue du fait des activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

09-5 Etudes de sujets statistiques particuliers

Ce sous-programme couvre divers sujets détaillés qui sont énumérés dans la liste de projets.

09-6 Système de correspondants statistiques

Ce sous-programme doit être entrepris en 1969; il devrait faciliter les relations avec les personnes et les organisations intéressées à améliorer les statistiques dans divers pays. Ce système devrait aussi contribuer à accroître l'intérêt des réunions de statisticiens en permettant de suivre constamment l'évolution de problèmes résiduels et de connaître les points de vue des futurs participants à l'égard des questions à examiner.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

(L'exécution de certains projets est subordonnée à la disponibilité de nouvelles ressources en 1970).

Boletín estadístico de América latina, vol. VI, Nos 1 et 2 et Vol VII, Nos 1 et 2 (09-11)

Ce bulletin présente régulièrement des séries de statistiques de base et une section spéciale consacrée au commerce extérieur ou aux comptes nationaux.

Mise en oeuvre: activité permanente	Autorisation: CEPAL 44 (V)
Achèvement : juin et décembre 1969	64 (V) et 79 (VI)
et 1970	Priorité : élevée

Séries statistiques pour l'Estudio Económico de América latina (09-12)

Ce travail fait partie des activités permanentes de la Division de statistique. Les estimations et les extrapolations correspondant à l'année écoulée sont établies par la Division de la recherche et du développement économique.

Mise en oeuvre: activité permanente	Autorisation: CEPAL 44 (V),
Achèvement : janvier, annuellement	64 (V) et 79 (VI)
	Priorité : élevée

Séries statistiques pour les études spéciales d'autres divisions (09-13)

Il s'agit d'une activité permanente de la Division de statistique. Les demandes sont formulées à intervalles irréguliers et il y est donné suite dans la mesure où les ressources le permettent. En cas de travail excessif, le Cabinet du Secrétaire exécutif établit un ordre de priorité.

Mise en oeuvre: activité permanente	Autorisation: CEPAL 44 (V)
Achèvement : à mesure que prendront	Priorité : élevée
fin les différentes	
activités	

(Statistique)

Conseillers statistiques régionaux (09-21)

Le tableau d'effectifs comporte trois postes de conseillers régionaux: pour les comptes nationaux, pour les enquêtes par sondage et pour les statistiques démographiques et de l'état civil. Les pays latino-américains disposent aussi des services d'un conseiller interrégional en matière de recensements de la population et de l'habitation et de statistiques de l'état civil.

Mise en oeuvre: activité permanente	Autorisation: CEPAL 154(VIII)
Achèvement: à mesure que les missions prendront fin	et 196(IX)
	Priorité: élevée

Services statistiques consultatifs fournis par le Secrétariat (09-22)

En tant que partie permanente du travail du secrétariat, des conseils par correspondance sont donnés à divers pays sur des questions précises. Si les ressources le permettent, on envoie des missions auprès des gouvernements sur leur demande. Ce projet englobe également des activités liées aux programmes par pays du PNUD (Assistance technique). Afin de répondre à la demande accrue de statistiques qui est escomptée pour la deuxième Décennie de développement, la CEPAL se propose d'élargir ses activités dans certains pays et de recommander des mesures susceptibles d'améliorer la situation en matière de statistiques.

Mise en oeuvre: mai 1969	Autorisation: CEPAL 154(VIII)
Achèvement: à la fin des travaux dans chaque pays	Priorité: élevée

Groupe spécial d'experts en matière d'indices des prix et du quantum (09-31)

Ce groupe, qui se réunira à Santiago en 1969, examinera la question des indices de prix et du quantum dans le cadre du nouveau système de comptabilité nationale proposé par l'ONU, ainsi que les principes et les méthodes à suivre pour réunir et établir ces indicateurs. Une attention particulière sera accordée à l'utilisation desdits indices pour établir des comptes nationaux exprimés en prix constants. Le Bureau de statistique de l'ONU et la CEPAL prépareront les documents nécessaires. Le coût de la réunion sera pris en charge par la CEPAL.

Mise en oeuvre: avril 1969	Autorisation: CEPAL 196(IX)
Achèvement: janvier 1970	Commission de statistique 1(XV)
	Priorité: élevée

(Statistique)

Voyage d'étude de l'organisation des services de statistique (09-32)

Ce projet sera réalisé en 1970 au moyen de ressources extrabudgétaires si l'on dispose des fonds d'affectation spéciale demandés.

Mise en oeuvre: à déterminer
Achèvement: 1970

Autorisation: CEPAL 196(IX)
Priorité: élevée

Groupe spécial d'experts de la comptabilité nationale (09-33)

Ce groupe, qui se réunira en 1971, devra examiner les problèmes de statistique que pose la répartition du revenu. La CEPAL et le Bureau de statistique de l'ONU prépareront des documents pour cette réunion. Le coût de celle-ci sera pris en charge par la CEPAL si l'Assemblée générale approuve les crédits demandés.

Mise en oeuvre: avril 1971
Achèvement: décembre 1971

Autorisation: CEPAL 196(IX)
Priorité: élevée

Cycle d'études sur l'exploitation des données des recensements de la population et de l'habitation (09-34)

Cette réunion permettra un échange de renseignements sur les méthodes les plus efficaces pour exploiter les résultats des recensements, de manière à pouvoir les utiliser dans la planification du développement économique et social. Le cycle d'études aura lieu en 1970 ou en 1971, si l'on dispose de fonds d'affectation spéciale.

Mise en oeuvre: à déterminer
Achèvement: à déterminer

Autorisation: CEPAL 196(IX)
Priorité: élevée

Préparation d'un programme minimum de statistiques de base (09-41)

Conformément aux recommandations qui ont été formulées et vu la nécessité de disposer de statistiques pour l'analyse, la planification et l'intégration, il faudra préparer un programme minimum d'information statistique. En outre, ce projet pourra servir de cadre pour l'exécution du projet 09-22.

Mise en oeuvre: juillet 1969
Achèvement: juin 1971 (première
partie)

Autorisation: CEPAL 154(VIII)
196(IX) et 197(IX)
Priorité: élevée

Révision d'une nomenclature uniforme de produits miniers et manufacturés (09-51)

Ce projet est lié à la préparation des recommandations internationales et régionales sur les enquêtes industrielles de base et de contrôle.

Mise en oeuvre: 1967
Achèvement: septembre 1969

Autorisation: CEPAL 196(IX)
Priorité: moyenne

(Statistique)

Centre régional de traitement électronique de l'information (09-52)

Etant donné la perspective de l'installation d'un ordinateur au siège de la CEPAL, la Division sera peut-être à même d'aider les pays dont les services d'exploitation des données sont insuffisants et de collaborer avec eux à la solution des problèmes de recensement.

En outre, ce centre desservirait la CEPAL, l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, le Centre latino-américain de démographie et d'autres organismes des Nations Unies qui ont des bureaux à Santiago. On pourrait également préparer des résumés régionaux aux fins de l'intégration économique.

Mise en oeuvre: suivant disponibilité	Autorisation: 197(IX) et
de nouvelles ressources	271(XII)
Achèvement: indéterminé	Priorité: élevée

Etudes sur la complétude des statistiques de l'état civil (09-53)

Ce projet est exécuté avec le concours du Service de statistique et du recensement du Chili. Il est actuellement interrompu en raison des difficultés rencontrées pour pourvoir un poste vacant.

Mise en oeuvre: à déterminer	Autorisation: CEPAL 196(IX)
Achèvement: à déterminer	Priorité: moyenne

Statistiques concernant l'enfance et la jeunesse en Amérique latine (09-54)

Ces statistiques doivent être publiées dans un numéro spécial du Boletín estadístico de América Latina qui sera réalisé avec le concours du FISE. Il comprendra des chapitres sur la population, la santé, l'éducation, l'activité économique et la situation sociale (l'accent étant mis sur la situation sociale de l'enfance et de la jeunesse), et la situation de la famille en général.

Mise en oeuvre: décembre 1967	Autorisation: CEPAL 196(IX)
(deuxième phase)	Priorité: élevée
Achèvement: octobre 1969	

Création d'un système de correspondants statistiques (09-61)

Une liaison régulière est maintenue, en grande partie par correspondance, avec des experts nationaux en ce qui concerne des questions de statistique liées à d'autres projets du programme de travail.

Mise en oeuvre: début de 1969	Autorisation: CEPAL 154(VII)
Achèvement: indéterminé	et 196(IX)
	Priorité: élevée

(Estadística)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja

C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo

P: Profesional

C: Consul tor

RA: Asesor regional

GS: Servicios generales

XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: División de Estadística

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
MESES-HOMBRES ASIGNADOS

[illegible]

(Centre de projections)

SERVICE: Centre latino-américain de Projections économiques PROGRAMME: 10 Projection et planification économique

Le Centre a pour objet d'établir des projections pour les variables macroéconomiques des pays latino-américains en analysant les perspectives et leurs incidences éventuelles, à partir de différentes hypothèses, ainsi que les rapports avec les modèles de planification et de décision. Le Centre s'occupe essentiellement de préparer des modèles globaux et sectoriels en vérifiant la cohérence non seulement des hypothèses mais aussi des projections et des incidences que peuvent avoir certains aspects importants et qui peuvent ne pas être évidentes dans les principaux tableaux numériques. Le Centre analyse les relations économiques et les valeurs structurelles en accordant une attention spéciale aux problèmes que posent l'accumulation du capital, le financement extérieur et le commerce international ainsi que l'offre et la demande de main-d'oeuvre; il examine les méthodes et les techniques de projection ainsi que les modèles d'analyse et de décision qui pourraient s'adapter à l'économie des pays d'Amérique latine; il étudie les projections d'autres organismes pour comparer les résultats et trouver les causes des divergences qu'il pourrait y avoir et mieux comprendre l'évolution actuelle et future des variables exogènes; enfin, il rassemble des séries de statistiques de base, en les modifiant, si nécessaire, pour les utiliser dans le cadre des modèles adoptés.

A l'avenir, le Centre continuera d'établir des projections à long et à moyen terme, comme il est indiqué dans la définition générale des objectifs essentiels du Centre; il s'efforcera d'améliorer la qualité des données et de les compléter ainsi que de perfectionner les modèles utilisés et les méthodes et techniques de projections; il tiendra compte dans les principales hypothèses des conditions et des restrictions actuelles, notamment dans les hypothèses liées aux politiques d'intégration latino-américaine, ainsi que des tendances reconnues du développement futur année par année. Il conviendrait d'établir des projections pour les pays de la zone des Antilles qui n'ont pas été inclus dans la première série de projections qui sera publiée à la fin de 1969. Il faudra établir des modèles et des projections par région afin d'examiner les caractéristiques et les tendances économiques des pays latino-américains en ce qui concerne les différences régionales de revenu, les taux d'expansion régionale, l'immigration interne et d'autres aspects. Enfin, le Centre étudiera la comptabilité des buts poursuivis, à savoir une expansion accélérée et une réduction des inégalités entre les régions.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

10-0 Projections et planification économiques 66/

Il s'agit là de la principale activité du Centre qui consiste à exposer les objectifs et la méthodologie à appliquer depuis le début des travaux jusqu'aux conclusions en passant par les analyses, à partir des résultats obtenus. Ces résultats peuvent être repartis en projections directes ou simples, qui sont essentiellement des extrapolations des tendances et des structures actuelles, en projections d'objectifs, qui résultent de la fixation d'objectifs de croissance, et enfin en projections factibles, qui portent sur les variations obtenues à partir de différentes hypothèses optimales considérées compatibles avec les changements et les modifications structurels possibles des tendances.

10-1 Etablissement de projections sur l'économie latino-américaine (par pays)

Pour cela il faut évaluer les paramètres des rapports d'un modèle, notamment les principales variables macroéconomiques. Ces rapports sont aussi simples que possible dans le cadre de limites raisonnables. Le modèle permet d'examiner les principaux facteurs qui déterminent le processus de croissance: a) la production; b) l'épargne et l'investissement; c) les nécessités du commerce extérieur; d) le financement extérieur. Le modèle comprend certaines relations et identités stochastiques ou relations de définition mais on peut apporter, selon les pays, des modifications appropriées aux relations et aux variables explicatives.

10-2 Examen des techniques et méthodes de projection

Cette étude est en partie un sous-produit de l'examen des problèmes qui se posent et découle en partie des références, des publications et des documents qui sont consultés. On s'efforce notamment de trouver le macromodèle qui puisse s'adapter le mieux aux pays de la région. A cet égard, on accumule actuellement certaines expériences intéressantes mais il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne par exemple l'interdépendance possible des variables et des coefficients et les conséquences que les modifications à apporter à certains d'entre eux ont sur l'ensemble ou sur une partie des autres.

66/ Les sous-programmes 10-0, 10-1, 10-2, 10-3, et 10-4 peuvent être considérés comme les éléments inséparables d'un seul programme.

(Centre de projections)

10-3 Etude des renseignements statistiques et techniques nécessaires à l'établissement de projections

Il s'agit d'une étude systématique indispensable à l'établissement des projections par pays. Il faut commencer notamment par examiner les sources disponibles d'information pour la sectorisation du modèle. En effet, plus on avancera dans la sectorisation plus il faudra de connaissances techniques dans les domaines connexes. Il faudra aussi prendre une décision lorsque, comme c'est souvent le cas, les données provenant de différentes sources varient ou sont même contradictoires. Il en va de même des problèmes régionaux qui seront examinés lors de la prochaine phase des études par pays.

10-4 Compilation et analyse des projections établies par d'autres organisations

Cette étude porte d'une part sur le stade initial de l'établissement des projections, une fois qu'a été choisie la source de renseignements de la façon indiquée dans le projet précédent, et d'autre part sur les phases finales du tableau de projections, lorsque l'on compare les résultats. Parmi les organisations, les organismes ou les services qu'il faut considérer en ce qui concerne les résultats, il faut citer le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, la CNUCED et la FAO ainsi que la Commission interaméricaine de l'alliance pour le progrès, les organismes nationaux de planification, etc.

10-5 Projections à court terme

Certains des pays de la région rencontrent des difficultés pour appliquer leur plan de développement parce que notamment, ils ne connaissent pas les aspects théoriques et pratiques des projections à court terme. En outre, il devient de plus en plus nécessaire d'adopter une perspective plus équilibrée pour envisager l'établissement de projections à moyen et à long terme mais aussi à court terme.

L'utilité générale des différents procédés et méthodes employés pour faire des prévisions annuelles fait encore l'objet de discussions et il conviendrait d'étudier l'application qui peut en être faite dans l'économie des pays latino-américains. Pour commencer, il faudrait examiner les divers indicateurs et indices économiques qui révèlent l'évolution actuelle des principaux éléments des comptabilités nationales et voir s'ils peuvent servir à faire des prévisions pour l'année en cours dès que l'on dispose des chiffres relatifs à l'année précédente. Pour étudier les changements qui interviennent dans l'année, il faudra tenir compte du problème des mouvements saisonniers.

Note: Trois des nouveaux sous-programmes principaux du Centre n'ont pas été décrits en raison de leur faible priorité. Il s'agit des sous-programmes 10-6 "Planification du développement", 10-7 "Réunions et cycles d'études sur les projections et la planification économiques" et 10-8 "Projections relatives au commerce et à l'intégration régionale".

LISTE DE PROJETS, 1969-1971

Les projets du Centre de projections économiques coïncident avec les sous-programmes décrits plus haut. Tous les projets commencent en janvier et se terminent en décembre de chaque année. Les rapports comprennent des séries de projections. Ces projets ont été autorisés par la CEEAL dans ses résolutions 227 et 233 (X) et 263 (XII). L'exécution du projet relatif aux projections à court terme dépendra de la possibilité de se procurer ou non de nouvelles ressources en 1970.

(Centro de Proyecciones)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja
 C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo
 P: Profesional
 C: Consultor
 RA: Asesor regional
 GS: Servicios generales
 XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Centro Latinoamericano de Proyecciones Económicas

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
 MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS	A	C N	1969 (APROBADO)					1970 (SOLICITADO)					1971 (PROYECTADO)							
	B		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	PRESUPUESTO ORDINARIO				XB			
	C		P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
(Los proyectos de esta unidad coinciden con sus subprogramas)																				
10-0	Proyecciones económicas y planificación	A	C	7			1			6			1			6			1	
10-1	Preparación de proyecciones sobre la economía latinoamericana (por países)	A	C	20	3		4			20			8			20			8	
10-2	Exploración de técnicas y métodos de proyección	B	C	7			1			8			3			8			3	
10-3	Estudio de la información estadística y técnica necesaria para preparar proyecciones	A	C	8			1			12			5			12			5	
10-4	Compilación y análisis de proyecciones preparados por otras organizaciones	B	C	8			1			12			5			12			5	
10-5	Proyecciones de corto plazo	B	C							12			5			12			5	
	Actividades de administración, de respaldo y cooperación técnica			1			1			1			3			1			3	

(Administration publique)

SERVICE: Administration publique PROGRAMME: 11 Administration publique^{67/}

Les principaux objectifs de ce programme sont d'encourager la modernisation de l'administration publique en Amérique latine, d'aider les gouvernements latino-américains à adapter leurs structures administratives aux exigences des plans de développement, et d'orienter et d'appuyer l'assistance technique que fournissent aux gouvernements les experts régionaux en matière d'administration publique de l'ONU.

Les activités futures devront être étroitement reliées aux travaux de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Groupe de l'administration publique continuera à s'intéresser et à participer à tous les aspects administratifs de l'intégration économique et de la planification du développement. A cette fin, il envisage d'intensifier sa coopération et sa coordination avec d'autres services de la CEPAL et de l'ILPES, ainsi qu'avec la Division de l'administration publique du Siège et les autres organismes intéressés. S'il dispose de fonds suffisants, le Groupe de l'administration publique envisage de faire porter l'essentiel de ses efforts en 1970-1971 sur la fourniture de services consultatifs aux pays membres de la Commission; sur l'organisation de divers cycles d'études et cours (ou sur la participation à de tels cycles d'études et cours) concernant des questions importantes pour l'amélioration de l'administration du développement, telles que la gestion des entreprises publiques, la formation d'administrateurs de haut niveau, le renforcement de l'administration régionale et municipale, et les aspects administratifs de l'intégration économique; ainsi que sur la réalisation des études indispensables pour pouvoir fournir des services consultatifs aux pays et participer à des cycles d'études et à des cours.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES, 1969-1975

11-0 L'administration publique et le développement économique (services consultatifs)

Pour adapter l'administration publique aux besoins du développement, il importe d'agir essentiellement dans trois directions: premièrement, améliorer la prise des décisions, notamment en ce qui concerne la politique globale et sectorielle; deuxièmement, préparer les organes techniques chargés de mener à bien avec efficacité les plans de développement et de coopérer à leur formulation; et, troisièmement, assurer l'organisation et le bon fonctionnement des services généraux. Les activités d'assistance consultative du Groupe de l'administration publique aux pays latino-américains dans ces domaines comportent l'exécution de travaux de recherche et d'études générales et la fourniture de conseils pour résoudre des problèmes concrets.

^{67/} Voir les autres activités entreprises dans le domaine de l'administration publique par la section correspondante du Bureau des Antilles.

(Administration publique)

11-1 Réunions, cycles d'études et cours sur l'administration publique 68/

Les cycles d'études, qui sont un moyen commode d'actualiser les connaissances techniques et d'échanger des idées, sont particulièrement utiles pour les pays en voie de développement. Les fonctionnaires de ces pays ont normalement des difficultés à se tenir au courant des progrès de la science et de la technique, et plus encore à saisir la nature des obstacles auxquels se heurte l'application des techniques modernes dans des milieux économiques et sociaux attardés. L'objet de ce sous-programme est de fournir des cours à l'intention d'administrateurs de haut niveau et de planificateurs administratifs régionaux. Le Groupe collaborera également avec l'ILPES pour ce qui est des aspects administratifs de ses cours.

LISTE DE PROJETS, 1969-1971 69/

Groupe spécial d'experts sur les entreprises publiques en Amérique latine (11-11)

Eu égard à l'urgence qu'il y a à s'intéresser en Amérique latine à l'amélioration de la productivité des entreprises publiques, la CEPAL organisera en novembre 1969, à Santiago, un Groupe spécial d'experts sur l'administration des entreprises publiques. Ce Groupe d'experts examinera les objectifs, les formes d'association, le contrôle extérieur, l'organisation interne, les systèmes financiers et budgétaires et d'autres aspects des entreprises publiques. Le Programme d'administration publique de l'ONU a consacré beaucoup d'attention aux problèmes d'administration et d'organisation des entreprises publiques dans les pays en voie de développement. La réunion qui se tiendra à Santiago sera la première d'une série de réunions régionales en Amérique latine. Le coût et la responsabilité technique en seront assumés par la CEPAL. Des contributions supplémentaires provenant d'autres sources, dont le Siège et l'ILPES, sont attendues.

Mise en oeuvre: début 1969
Achèvement: fin 1969

Autorisation: CEPAL 233 (X)
Priorité: élevée

Conférence régionale sur la formation d'administrateurs de haut niveau (11-12)

Ce projet fera suite à une recommandation du cycle d'études interrégional des Nations Unies sur la formation d'administrateurs de haut niveau dans la fonction publique des pays en voie de développement, qui s'est tenu à Genève en août 1968.

68/ Le Bureau des Antilles collabore également à ce sous-programme.

69/ Non compris les services consultatifs fournis par les conseillers régionaux, qui absorbent une grande partie des ressources du Service. Voir ces services dans le sous-programme 11-0.

(Administration publique)

Des fonctionnaires chargés de la formation à la fonction publique en Amérique latine et aux Antilles et des représentants d'organisations internationales sous les auspices desquelles de tels programmes sont organisés, assisteront à cette réunion. La CEPAL n'en assurera pas le financement.

Mise en oeuvre: 1969 Autorisation: CEPAL 233 (X)
Achèvement: fin de 1969 Priorité: élevée

Groupe spécial d'Experts en matière d'achats et d'approvisionnement (11-13)

Selon les conclusions de divers experts et les avis d'organismes internationaux comme l'OMS, l'UNESCO et la FAO, le fonctionnement défectueux des services officiels d'approvisionnement est l'une des déficiences les plus graves des services généraux des pays en voie de développement.

On analysera et évaluera les normes juridiques qui régissent les appels d'offres et les autres procédures d'achat, la manutention et le contrôle des stocks de matériaux qui sont utilisés ou qui viennent à manquer; on étudiera les solutions adoptées pour normaliser et simplifier ces procédures, etc... La CEPAL préparera deux documents de travail et se chargera du financement de la réunion si l'assemblée générale ouvre les crédits demandés.

Mise en oeuvre: 1970 Autorisation: CEPAL 233(X)
Achèvement: décembre 1970 Priorité: élevée

Groupe spécial d'Experts sur la capacité administrative pour le développement (11-14)

On espère qu'en 1971 divers organes de l'ONU, dont la Commission, auront défini une stratégie du développement ainsi que le rôle que le secteur public pourrait y jouer dans le cadre de la deuxième Décennie du développement. On effectuera sur cette base une étude sur la capacité administrative qu'ont les pays d'Amérique latine à exécuter les tâches destinées à promouvoir le développement national. Cette étude portera sur les déficiences administratives, leurs causes économiques et sociales, et sur les mesures qui pourraient être adoptées dans les divers contextes nationaux pour que les réformes administratives soient plus efficaces. Ce projet sera exécuté par un groupe spécial d'experts avec la collaboration de conseillers régionaux. La CEPAL préparera deux documents de travail. La réunion sera financée par la CEPAL si l'assemblée générale ouvre les crédits demandés.

Mise en oeuvre: janvier 1970 Autorisation: CEPAL 233 (X)
Achèvement: juillet 1971 Priorité: élevée

(Administración Pública)

A,B,C: Prioridad alta, mediana, baja

C,N: Proyecto continuado, proyecto nuevo

P: Profesional

C: Consultor

RA: Asesor regional

GS: Servicios generales

XB: Extrapresupuestario

UNIDAD: Administración Pública

LISTA DE SUBPROGRAMAS Y PROYECTOS PREVISTOS Y
MESES-HOMBRE ASIGNADOS

SUBPROGRAMA Y PROYECTO	A B C	C N	1969 (APROBADO)						1970 (SOLICITADO)						1971 (PROYECTADO)					
			PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB		PRESUPUESTO ORDINARIO				XB	
			P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS	P	C	RA	GS	P	GS
11-0 La administración pública en relación con el desarrollo económico		C	4		16	6	7		4	10	16	12			4	10	16	12		
11-1 Reuniones, seminarios y cursos de administración pública		C	6		8	6	3		6		8	12			6		8	12		
Grupo Especial de Expertos en Empresas Públicas de América Latina (11-11)		N																		
Conferencia regional sobre formación de administradores de alto nivel (11-12)		N																		
Grupo Especial de Expertos en Adquisiciones y Abastecimientos (11-13)		N																		
Grupo Especial de Expertos en Capacidad Administrativa para el Desarrollo (11-14)		N																		
Actividades de Administración, respaldo y cooperación técnica			2						2						2					

(Coopération technique)

SERVICE: Service de coordination de
l'assistance technique

PROGRAMME: 13 Coopération
technique

Ce service est chargé de toutes les activités d'assistance technique (élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement et programme ordinaire) au niveau régional qui sont confiées au secrétariat de la CEPAL par l'ONU et par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que de tous les projets mixtes de coopération technique faisant l'objet d'accords avec des gouvernements, des fondations et d'autres organisations bilatérales ou multilatérales. Il coordonne les activités relatives aux projets régionaux du Fonds spécial pour lesquels la CEPAL a été désignée comme organisme de supervision. Le Service coordonne ses activités concernant ces projets avec le Bureau de la coopération technique de l'ONU, avec les divisions techniques de la CEPAL et avec les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement. Le Service coopère en outre avec le Bureau de la coopération technique de l'ONU en envoyant, sur demande, des missions de programmation auprès de gouvernements pour préparer des projets nationaux d'assistance technique. Le Service aide également l'ILPES à fournir des services consultatifs aux pays de la région.

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES ET LISTE DE PROJETS

Les sous-programmes et projets dont l'exécution est confiée aux conseillers régionaux et aux experts sont inclus dans les sections consacrées aux services organiques correspondants. On trouvera ci-dessous la liste, ventilée par programmes, de tous les conseillers régionaux et experts, avec l'indication de leur mandat.

00 Développement économique

- 1 conseiller (intégration économique régionale)
- 1 conseiller (économie régionale)

01 Développement social

- 1 conseiller (développement communautaire)
- 1 conseiller (développement communautaire dans la région des Antilles)
- 1 conseiller (politique et planification du développement à l'échelon régional et local)
- 1 conseiller régional (protection sociale)
- 1 expert associé (développement communautaire)

02 Politique commerciale

- 1 conseiller (promotion des exportations)
- 1 conseiller (questions institutionnelles et formulation de la politique commerciale)
- 1 conseiller (aspects financiers du secteur extérieur)

(Coopération technique)

<u>04 Intégration économique de l'Amérique centrale</u> 70/	1 expert (développement économique) 1 expert (programmation industrielle) détaché par l'ONUDI au SIECA 1 expert (développement industriel) détaché par l'ONUDI au SIECA 1 expert (développement industriel) 1 expert (administration fiscale) détaché au SIECA 1 expert (politique fiscale) détaché au SIECA 1 expert (industrie) détaché par l'ONUDI 1 expert (développement industriel) détaché par l'ONUDI 1 expert (infrastructure) 1 expert (électricité) 1 expert (développement de l'énergie électrique) 1 expert (économie des transports) 1 expert (aménagement des ports et navigation) 1 expert (politiques et programmes de logement) 1 expert (promotion des exportations) détaché au SIECA
<u>05 Développement industriel</u>	1 conseiller (industries mécaniques) 1 conseiller (recherche technologique) 1 conseiller (papier et cellulose) 1 conseiller (industries chimiques)
<u>07 Ressources naturelles et énergie</u>	1 conseiller (hydroélectricité) 1 conseiller (génie sanitaire) 1 conseiller (utilisation de l'eau à des fins multiples) 1 conseiller (hydrométéorologie) 1 conseiller (aspects juridiques et insti- tutionnels de l'exploitation des res- sources hydrauliques) 1 conseiller (planification de l'exploitation des ressources hydrauliques)
<u>08 Transports</u>	1 conseiller (transports maritimes) 1 conseiller (transports maritimes et ports)

70/ A l'exception de 20 mois de travail assignés au Programme I "Développement économique du Mexique et des Antilles", ces services sont affectés au Programme II "Intégration économique de l'Amérique centrale".

(Coopération technique)

09 Statistiques

- 1 conseiller (enquêtes par sondage)
- 1 conseiller (comptes nationaux)
- 1 conseiller (statistiques démographiques et de l'état civil)

11 Administration publique

- 1 expert associé (administration publique)
- 1 conseiller (administration publique)
- 1 conseiller principal (administration publique).

(Administration)

SERVICE: Division de
l'administration 71/ et 72/

PROGRAMME: Administration
et gestion

La Division de l'administration est chargée de la gestion des finances et de l'administration du personnel du secrétariat de la CEPAL; elle doit notamment établir tous les deux mois les tableaux d'effectifs compte tenu des allocations budgétaires et des dispositions financières émanant du Service financier du Siège, ainsi que du Statut et du Règlement du personnel (sous réserve, dans certains cas de l'approbation du Directeur du personnel). Elle recrute au nom du Service du personnel du Siège, du personnel et des experts d'assistance technique pour que le secrétariat de la CEPAL puisse mener à bien les projets d'assistance technique qui relèvent de la compétence de la Commission. Elle est responsable, sous réserve des normes et procédures générales établies par le Bureau des services généraux du Siège, de l'entretien des bâtiments et des bureaux, des achats de matériel, de fournitures de services, ainsi que des services d'enregistrement, du courrier et des communications; elle prend les dispositions administratives nécessaires pour les réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires et elle fournit les services d'appui pour ces réunions. La Bibliothèque, qui relève également de la Division de l'administration, fournit les documents de référence et d'autres instruments de recherche pour les études entreprises par la Commission. Dans le cadre du processus de décentralisation, la Division de l'administration s'occupe de tous les arrangements administratifs et financiers concernant les conseillers régionaux et les experts détachés au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies. Le Directeur de la Division est responsable de la gestion administrative et financière générale de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.73/

71/ Les services qui constituent cette Division sont: le Cabinet du Directeur, la Section des finances, la Section du personnel, la Bibliothèque et la Section des bâtiments et des services généraux.

72/ Dans la présentation adoptée, les services administratifs du Bureau de Mexico ne figurent pas séparément sous la rubrique "Administration et gestion" mais dans la section consacrée au Bureau de Mexico.

73/ Créé en 1962 en application de la résolution 867(XXXIII) du Conseil économique et social à l'aide de fonds du PNUD (Fonds spécial) et de la BID.

Le fonctionnaire de l'administration et des finances de l'Institut, dont le traitement est imputé sur le budget de l'Institut, est considéré comme étant détaché de la Division de l'administration de la CEPAL.^{74/} Le Directeur de la Division est également responsable de la gestion administrative et financière générale du Centre latino-américain de démographie (CELADE).

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES ET LISTE DE PROJETS

Sans objet.

^{74/} ST/SGB/125/Rev.1.

DOTACION DE PERSONAL, 1968-1971

Unidad	Año	Puestos de plantilla										II. Nivel local		Otras recursos presupuestarios				Extrapresupuestarios																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
		I. Nivel profesional y superior										Total I	Total II	Profesionales				P o D	AR																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
		SEA	D2	D1	P5	P4	P3	P2/1	Otros		C			AT	Otro																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
									AR	ER																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
Secretaría Ejecutiva a/	1971	1	1	1	2	4	7	5	21	33																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										

Notas: Las cifras correspondientes a 1970 y 1971 indican respectivamente recursos solicitados y recursos recomendados por el Grupo de Revisión del Presupuesto. Las cifras que figuran después del punto indican meses (por ej. 5.11 = 5 años-hombre y 11 meses-hombre).

^{a/} Incluye, además de la Oficina del Secretario Ejecutivo, el Servicio Editorial y de Idiomas, las Secciones de Documentos y de Reproducción, y los Servicios de Información. ^{b/} Nombrado por la IOP. ^{c/} Nombrados por el ILPES hasta mediados de 1971. ^{d/} Uno es un nombramiento del ILPES, los restantes son financiados por el ILPES (hasta mediados de 1971). ^{e/} Financiado por el Gobierno de Trinidad y Tobago. ^{f/} Cargado a fondos fiduciarios. ^{g/} Puesto proporcionado por la UNCTAD. ^{h/} Financiado por el fondo fiduciario de las Naciones Unidas para actividades demográficas. ^{i/} Experto asociado (Países Bajos). ^{j/} Proporcionado por el gobierno de Venezuela. ^{k/} Proporcionado por el gobierno de Colombia. ^{l/} En cada caso, corresponde un año-hombre a la ONUDI. ^{m/} En cada caso corresponde cinco años-hombre a la ONUDI. Cada año se asignan cinco años-hombre correspondientes a Expertos Regionales (de los cuales dos corresponden a la ONUDI) a la Secretaría Permanente del Tratado General de Integración Centroamericana (SIECA). ^{n/} Un nombramiento es del ILPES, dos de la OEA, uno de la FAO y uno de la OIT. Los nombramientos de la OIT se extienden hasta mediados de 1971. ^{o/} Un puesto es financiado por el BID. ^{p/} Puestos de la ONUDI. ^{q/} Un puesto es financiado por el BID. ^{r/} Exceptuados los puestos a la ALALC. ^{s/} Un puesto corresponde a la OEA y el otro a la OEA/OPS. ^{t/} Nombrados por la OEA. ^{u/} Proporcionados por el UNICEF (consultores). ^{x/} Consultores encargados al Fondo Fiduciario y los Servicios Generales y de Administración del Edificio. ^{aa/} Incluye la Dirección, la Sección Finanzas, la Oficina de Personal, la Biblioteca y los Servicios Generales y de Administración del Edificio. ^{bb/} Un cargo es financiado por el CELADE y el resto por el ILPES. ^{cc/} El total incluye solamente los recursos adicionales.

Abreviaturas: SEA = Secretario Ejecutivo Auxiliar. D = Director. P = Profesional. ER = Asesor Regional. AR = Experto Regional. C = Consultor. AT = Ayuda temporal.

Anexo III

RESUMEN DE GASTOS (BRUTOS) DE LAS DISTINTAS SECCIONES DEL PROGRAMA, 1968, 1969 Y 1970 a/

Actividad		Puestos de plantilla	Personal temporero b/	Viajes	Grupos especiales de expertos	Otros gastos c/	Total
Dirección y Administración	1970	305 090	-	19 700	-	139 470	464 260
	1969	278 000	-	16 000	-	130 300	424 300
	1968	266 000	2 660	22 520	-	101 100	392 380
Administración de Asistencia Técnica	1970	52 030	-	640	-	18 700	71 370
	1969	42 680	-	1 600	-	16 380	60 660
	1968	40 000	-	640	-	12 330	52 970
Planificación del Desarrollo Económico	1970	516 240	34 500	16 200	12 000	349 990	928 930
	1969	466 930	16 000	18 200	-	339 150	840 280
	1968	426 480	17 180	7 900	-	283 580	741 140
Planificación y Proyecciones Económicas	1970	101 730	-	3 210	-	58 540	163 480
	1969	75 320	9 500	2 900	-	52 180	139 900
	1968	78 860	5 910	720	-	46 630	132 120
Comercio Internacional	1970	334 120	10 350	17 260	12 000	173 760	547 490
	1969	288 890	16 000	15 600	7 000	168 040	495 530
	1968	229 950	60	8 050	-	134 060	372 120
Desarrollo Industrial	1970	287 580	10 350	13 060	-	177 800	488 790
	1969	286 480	1 000	13 600	-	179 390	480 470
	1968	174 430	6 700	4 530	-	120 120	305 780
Desarrollo de los Recursos Naturales	1970	108 780	6 900	3 210	-	71 210	190 100
	1969	93 680	-	2 900	-	58 020	154 600
	1968	101 180	4 660	1 090	-	51 380	158 310
Transporte y Comunicaciones	1970	115 750	13 800	5 210	-	62 830	197 590
	1969	99 860	5 000	2 900	-	59 980	167 740
	1968	74 500	4 650	9 590	-	39 500	128 240
Agricultura y Silvicultura	1970	132 900	-	7 880	-	62 640	203 420
	1969	108 160	-	5 400	-	58 360	171 920
	1968	98 430	(40)	4 380	-	152 870	155 720
Desarrollo Social	1970	204 070	6 900	8 290	10 000	111 790	341 050
	1969	171 320	-	7 600	6 000	105 290	290 210
	1968	149 110	5 110	1 990	-	88 330	244 540

Anexo II

COSTOS MEDIOS ANUALES DEL PERSONAL PROFESIONAL Y LOCAL a/

Profesional		Local	
Grado	Promedio 1969 (Dólares)	Grado	Promedio 1969 (Dólares)
SSG	32 950	L-8	6 912
D-2	27 110	L-7	5 076
D-1	24 636	L-6	4 164
P-5	22 296	L-5	3 360
P-4	16 788	L-4	2 580
P-3	14 076	L-3	2 148
P-2	11 328	L-2	1 512
P-1	8 448	L-1	1 008

a/ La Subsede de México no está incluida en estos promedios.

Anexo III (conclusión)

Actividad	Ruotes de plantilla	Personal temporero ^{b/}	Viajes	Grupos especiales de expertos	Otros gastos ^{c/}	Total
Estadística						
1970	283 480	12 300	7 150	-	114 320	417 250
1969	267 340	17 500	6 600	8 000	113 160	412 600
1968	227 220	9 550	2 640	-	81 250	320 660
Servicios de Información Pública						
1970	34 910	-	1 070	-	18 890	54 870
1969	26 180	-	2 000	-	16 780	44 960
1968	25 670	7 260	-	-	14 620	47 550
Servicios de Biblioteca						
1970	90 820	-	-	-	30 600	121 420
1969	73 030	-	-	-	26 020	99 050
1968	61 000	6 060	680	-	15 530	83 270
Servicios de Documentos						
1970	399 640	10 000	3 210	-	133 450	d/
1969	362 620	30 500	43 500	-	128 930	d/
1968	354 590	21 590	2 490	-	103 870	d/
Administración General						
1970	371 240	-	7 020	-	416 560	794 820
1969	326 610	-	7 600	-	392 730	726 940
1968	326 270	7 950	5 670	-	362 940	702 830
Edificio y Equipo						
1970	299 660	-	-	-	1 079 440	1 379 100
1969	220 910	-	-	-	971 140	1 192 050
1968	203 080	4 980	830	-	238 840	447 730
Administración Pública						
1970	32 390	11 500	-	10 000	20 870	74 760
1969	25 420	-	1 000	-	19 370	45 790
1968	-	-	-	-	15 440	15 440
Total						
1970	3 670 430	116 600	113 110	44 000	2 494 260	6 438 700
1969	3 214 300	95 500	147 400	21 000	2 268 800	5 747 000
1968	2 836 770	104 280	73 820	-	1 285 930	4 300 800

a/ En esta presentación los costos están organizados únicamente por campos de actividad. Por lo tanto, cada sección puede referirse a más de una unidad orgánica. Los campos de actividad son los usados en los documentos generales del Consejo Económico y Social.

b/ Incluye grados locales y profesionales (consultores).

c/ Incluye gastos comunes de personal, comprendido el uso de licencia en el país de origen, tiempo extraordinario de trabajo, impresión, mantenimiento y arriendo de local, equipos permanentes, gastos generales, y gastos prorrateados de los servicios de conferencias.

d/ El total se prorratea entre los totales de las demás actividades.

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

2. The second part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of chairman. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

3. The third part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of secretary. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

4. The fourth part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of treasurer. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

5. The fifth part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of clerk. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

6. The sixth part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of auditor. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

7. The seventh part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of assessor. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.

8. The eighth part of the document is a list of the names and addresses of the members of the committee who have been elected to the position of collector. The names are listed in alphabetical order, and the addresses are listed below each name. The list includes names such as Mr. John A. Smith, Mr. James B. Jones, and Mr. Robert C. Brown.